

Lettre de Human Rights Watch au gouvernement du Maroc à propos des réformes des lois portant sur la violence

Son Excellence Bassima Hakkaoui
Ministre de la Solidarité, de la femme, de la famille et du développement social
Rabat, Royaume du Maroc

Son Excellence Moustapha Ramid
Ministre de la Justice et des Libertés
Rabat, Royaume du Maroc

Objet : Réformes de la loi sur la violence domestique

Vos Excellences,

Nous vous écrivons au sujet de plusieurs processus de réforme de la loi concernant les violences faites aux femmes — notamment la violence domestique — au Maroc. Ceux-ci comprennent un projet de loi de 2015 proposant des réformes au code pénal (ci-après, le projet de code pénal), un projet de loi de 2015 sur les modifications apportées au code de procédure pénale (ci-après, le projet de code de procédure pénale), et un projet de loi de 2013 sur la lutte contre les violences faites aux femmes (projet de loi 103-13, ci-après, le projet de loi sur les violences faites aux femmes). Nous savons que le projet de loi de 2013 sur les violences faites aux femmes est en cours de mise à jour, mais n'est pas encore accessible au public.

Human Rights Watch se félicite de l'engagement pris par le gouvernement marocain en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et de l'élimination des violences contre les femmes. Nous aimerions partager nos observations sur les réformes proposées ainsi que les moyens de les renforcer. Bien que les processus de réforme juridique mentionnés ci-dessus couvrent un large éventail de questions, cette lettre se concentre spécifiquement sur la violence domestique.

Human Rights Watch a enquêté sur la violence domestique et la réponse des Etats dans toutes les régions du monde depuis plus de vingt ans. Nous avons collaboré avec des gouvernements, des institutions internationales et des organisations de la société civile afin de promouvoir les meilleurs lois et programmes sur la violence domestique. Nos observations sur les réformes proposées au Maroc sont basées sur cette expérience, ainsi que sur les normes internationales des droits humains.

Sur le même thème

16/02/2016

Conseil national des droits de
l'Homme

73

www.cndh.org.ma

Lettre de HRW au gouvernement du Maroc à propos des réformes des lois portant sur la violence domestique (PDF)

Nos observations sont également basées sur des entretiens que nous avons menés au Maroc en 2015 auprès de 20 femmes et filles victimes de violence domestique, et sur 25 entretiens avec des avocats, des militants des droits des femmes, des représentants d'organisations non gouvernementales (ONG) assistant les victimes de violences domestiques, des travailleurs sociaux ainsi que des représentants d'agences des Nations Unies.

Human Rights Watch a écrit cinq lettres aux responsables marocains en 2015 sollicitant des rencontres et des informations sur la violence domestique, mais n'a pas reçu de réponse à ces lettres.[1]

Le commentaire ci-dessous passe en revue les éléments essentiels aux réformes juridiques sur la violence domestique au Maroc. Il appelle également à la participation significative de la société civile dans le processus de réforme. En annexe à cette lettre, nous avons inclus une liste de ressources sur la législation et d'autres mesures étatiques prises pour combattre les violences contre les femmes.

Éléments essentiels pour des réformes juridiques sur la violence domestique au Maroc

Les trente dernières années ont vu un véritable tournant dans la façon dont les pays du monde entier traitent la violence domestique dans leurs législations. Selon ONU Femmes, quelque 125 pays ont adopté des lois portant spécifiquement sur la violence domestique (bien que ce nombre comprenne plusieurs pays qui ne mettent en œuvre qu'une application minimale du droit pénal à la violence domestique).[2]

Le Maroc est aujourd'hui parfaitement en mesure d'adopter et d'appliquer une législation sur la violence domestique. Il a déjà prouvé son engagement à promouvoir les droits des femmes dans sa propre législation, notamment à travers ses réformes du droit de la famille, et il dispose de prestataires de services expérimentés ainsi que de leaders de la société civile qui peuvent conseiller sur les réformes. En effet, le Maroc est tenu d'adopter une telle législation en vertu des traités internationaux des droits humains, notamment la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Des organes onusiens chargés de l'application des traités sur les droits de l'homme ont, à plusieurs reprises, appelé le Maroc à adopter une telle législation.[3]

L'ONU a établi les éléments clés pour la rédaction des législations sur les violences contre les femmes, qui incluent la violence domestique, dans son « Manuel de législation sur les violences à l'égard des femmes » de 2012 (Manuel des Nations Unies). Parmi la vaste gamme de sujets traités dans le Manuel de l'ONU, nous considérons les éléments suivants comme essentiels pour la législation sur la violence domestique au Maroc :

La définition et le champ d'application des crimes de violence domestique

Les mesures de prévention

Les responsabilités des forces de l'ordre et du parquet

Les responsabilités du système judiciaire

Les ordonnances de protection

D'autres services et assistances pour les survivants

Définition et champ d'application des crimes de violence domestique

Les gouvernements du monde entier reconnaissent que la violence domestique implique bien plus que la violence physique, et tendent vers des définitions juridiques plus complètes des crimes de violence domestique. Le Manuel de l'ONU recommande que les définitions juridiques de la violence domestique comprennent « la violence physique, sexuelle, psychologique et économique. »[4] Le site Internet de l'ONU « EndVAWNOW » donne des exemples de la façon dont les pays ont défini la violence domestique.[5]

Dans la définition de la violence psychologique et économique, l'ONU recommande que les lois se concentrent sur le « contrôle coercitif », c'est-à-dire la façon dont ces violences sont liées à une forme de domination par l'intimidation, l'isolement, la dégradation et la privation, ainsi que les agressions physiques. [6] L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) recommande que les lois définissent la « violence psychologique » comme un comportement coercitif, menaçant ou compromettant sérieusement l'intégrité psychologique d'une personne par la force ou les menaces.[7]

L'ONU a également recommandé que les lois érigent expressément en infraction pénale la violence sexuelle dans le cadre des relations avec le conjoint ou le partenaire (viol par le mari ou le partenaire).[8]

Un grand nombre de pays ont également défini l'étendue des personnes couvertes par les lois nationales, allant au-delà des personnes qui sont mariées et qui cohabitent. Le Manuel de l'ONU recommande que les lois sur la violence domestique s'appliquent aux « personnes qui sont ou ont été dans une relation intime, notamment par une relation de mariage, hors mariage, entre personnes de même sexe ou sans cohabitation ; aux personnes qui ont des liens familiaux ou aux membres d'un même ménage. »[9] Des exemples de champ d'application spécifique à chaque pays figurent sur le site d'EndVAWNOW.[10]

L'ONU est également préoccupée par les crimes dits « d'honneur », qui peuvent être une forme extrême de violence domestique. Le Manuel de l'ONU recommande que les législations nationales éliminent les dispositions du code pénal qui prévoient des réductions de peines pour les auteurs de crimes dits « d'honneur », et excluent l'acte d'adultère par un des membres de la famille comme une défense valide pour justifier des crimes de violence domestique commis en représailles.[11]

Au Maroc, le code pénal en vigueur ne définit pas spécifiquement la violence domestique. Il contient quelques dispositions accordant des peines plus sévères si la victime est un conjoint ou un membre de la famille, notamment pour les crimes d'empoisonnement ou d'agression.[12] Le viol conjugal n'est pas expressément pénalisé. Les références minimales à la violence domestique dans le code pénal sont loin des exigences du droit international des droits humains.

Le projet de loi proposé sur les violences faites aux femmes définirait la catégorie générale des « violences contre les femmes », mais ne définirait pas spécifiquement la « violence domestique ». Le projet de loi définit la « violence contre les femmes » comme « tout acte matériel ou moral, ou l'omission de celui-ci, sur la base de discrimination sexiste qui entraîne un préjudice physique, psychologique, sexuel ou économique pour une femme ».[13] Si cela est très encourageant, le Maroc devrait également avoir une définition juridique claire de la « violence domestique », en accord avec les recommandations de l'ONU ci-dessus.

Le projet de loi sur les violences faites aux femmes comporte des modifications du code pénal, dont la plupart sont également comprises dans le projet de loi distinct de code pénal. Elles prévoient des sanctions supplémentaires si la personne reconnue coupable de crimes spécifiques (comme l'agression, l'enlèvement, l'aide au suicide ou les menaces d'agression) est un conjoint, un tuteur ou une personne ayant la garde ou exerçant une autorité sur la victime.[14] Le projet de loi introduit également de nouveaux crimes, tels que le mariage forcé, dilapider de l'argent dans le but d'éviter le versement de la pension alimentaire ou d'autres sommes dues découlant d'un divorce, ainsi que d'empêcher une épouse de rentrer chez elle.[15] Le projet de loi précise que certaines infractions existantes peuvent s'appliquer aux conjoints, telles que l'abus de confiance, le détournement de biens et la fraude.[16]

Mais ces dispositions sont insuffisantes à plusieurs égards. Elles sont trop étroites en termes de champ d'application, car elles laissent de côté les ex-conjointes (à l'exception d'un article relatif à l'agression d'une ex-épouse devant ses enfants ou parents), ou les partenaires intimes non mariés.[17] Elles sont également trop limitées en ce qui concerne les crimes contre des épouses ou membres de la famille pouvant entraîner des sanctions, en omettant par exemple le viol conjugal.

Certaines modifications proposées au code pénal aggraveront les choses pour les femmes, notamment un changement de l'article 420 du code pénal sur les réductions de peine pour les criminels dans les cas de violence contre les membres de la famille ayant eu des rapports sexuels illicites (comme l'adultère, le sexe hors mariage et les rapports sexuels entre personnes du même sexe). Le code pénal actuel prévoit déjà des réductions de peine pour le « chef de famille » s'il commet un meurtre ou une agression contre un membre de sa famille après l'avoir surpris en train de se livrer à des rapports sexuels illicites. L'amendement étendrait la possibilité de réductions de peine pour meurtre et agression de tout membre de la famille qui surprend un membre de sa famille sur le fait dans un tel rapport. Par ailleurs, ni la loi sur les violences à l'égard des femmes, ni le projet de code pénal n'abrogerait la criminalisation des relations

sexuelles consenties entre adultes en dehors du mariage au Maroc.[18] Cela viole le droit à la vie privée et expose les victimes au risque de poursuites, dans le cas où elles voudraient signaler une violence domestique par un partenaire qui n'est pas un conjoint.

Nos recommandations :

Le projet de loi sur les violences faites aux femmes et le projet de code pénal devraient définir la « violence domestique » de façon à inclure la violence physique, sexuelle, psychologique, économique et définir plus précisément chacun de ces termes, conformément aux recommandations des Nations Unies. Ils devraient indiquer que le viol conjugal est un crime.

Ces projets de loi devraient élargir le champ d'application des crimes de violence domestique. Ils devraient, dans certaines circonstances, comprendre : les personnes qui sont ou ont été dans une relation intime, notamment civile, non-matrimoniale, de même sexe, et les relations sans cohabitation ; les personnes ayant des liens familiaux ; et les membres d'un même foyer. Le projet de code pénal devrait abroger la possibilité de réductions de peine pour les auteurs de crimes commis contre des membres de leur famille parce qu'ils ont été surpris lors de relations sexuelles hors mariage ou illicites. Il devrait également dépénaliser les relations sexuelles entre adultes consentants.

Mesures préventives

Lorsque les pays ont commencé à répondre à la violence domestique dans le droit national, un grand nombre d'entre eux s'est axé uniquement sur la criminalisation. Au fil du temps, la plupart ont inclus la prévention de la violence domestique dans les cadres juridiques.

L'ONU recommande que la législation sur les violences à l'égard des femmes traite de la prévention. Elle devrait inclure des mesures telles que des activités de sensibilisation sur les droits fondamentaux des femmes, des programmes d'enseignement ayant pour but de modifier les schémas de comportements discriminatoires et les stéréotypes sexistes ainsi que la sensibilisation des médias aux violences dont les femmes sont victimes.[19] ONU Femmes a également publié un « Manuel sur les plans nationaux de lutte contre les violences à l'égard des femmes », qui élabore des mesures de prévention supplémentaires, et l'ONUDC a également publié des directives sur la prévention.[20]

Au Maroc, des organisations de la société civile ont mené des efforts pour prévenir les violences à l'égard des femmes, notamment la violence domestique. Par exemple, elles ont créé des campagnes de sensibilisation du public et ont travaillé avec les médias afin de mieux lutter contre la violence domestique. Le gouvernement a également pris certaines mesures pour prévenir les violences faites aux femmes. Par exemple, en juin 2015, il a créé un observatoire pour surveiller l'image des femmes dans les médias et combattre les stéréotypes sur les femmes.[21] En août 2014, le ministère de la Solidarité, de la Femme, de la Famille et du Développement social a rétabli l'Observatoire national des violences à l'égard des femmes,

qui permettra de surveiller et de recueillir des données sur les violences contre les femmes.[22] Il a également adopté une stratégie nationale sur les violences contre les femmes en 2002, qui portait sur la nécessité de mesures de prévention telles que l'éducation, la sensibilisation, l'information, la recherche et la formation des autorités.[23]

La proposition de projet de loi sur les violences faites aux femmes et les autres projets de loi pertinents ne mentionnent pas directement la prévention. Le projet de loi sur les violences faites aux femmes fait appel aux comités nationaux, régionaux et locaux sur les femmes et les enfants, mais ne fait pas référence à leur rôle dans la prévention.[24]

Nos recommandations :

Le projet de loi sur les violences faites aux femmes devrait inclure une section sur la prévention de la violence domestique. Il devrait attribuer les responsabilités aux agences gouvernementales de prendre des mesures de prévention, notamment des activités de sensibilisation, le développement de programmes d'enseignement, et la sensibilisation des médias au sujet de la violence domestique.

Les responsabilités des forces de l'ordre et du parquet

Les forces de l'ordre et les procureurs (et, dans certains pays, les juges d'instruction) sont au cœur de la lutte contre la violence domestique. Ils sont souvent en première ligne pour recevoir les plaintes, enquêter sur les affaires et prendre des décisions sur les accusations. Malheureusement, lors de ses recherches menées dans le monde entier, Human Rights Watch a constaté que la police et les procureurs sont souvent réticents à répondre à ce qu'ils peuvent considérer comme « des affaires familiales privées ». Bien trop souvent, ils ont renvoyé des femmes à des partenaires dangereux et ont omis d'engager des procédures judiciaires contre les agresseurs.

Reconnaissant cette tendance, l'ONU recommande que les lois en matière de violence domestique établissent des obligations concrètes pour la police, les procureurs et autres autorités jouant un rôle dans la mise en application des lois ou dans les enquêtes sur les cas de violences faites aux femmes. Le Manuel de l'ONU demande aux services de police d'effectuer une évaluation des risques ; d'interroger les parties et les témoins; d'enregistrer la plainte ; d'informer la victime de ses droits ; de remplir et d'enregistrer un rapport officiel de la plainte ; d'assurer et d'organiser le transport de la victime jusqu'à l'hôpital/le centre médical le plus proche ; de lui assurer toute autre protection si besoin. (Voir ci-dessous pour les ordonnances de protection).[25] L'Office de l'ONU contre la drogue et le crime recommande des mesures similaires.[26]

En ce qui concerne les procureurs, le Manuel de l'ONU recommande que « la législation nationale devrait disposer que c'est au parquet qu'il incombe de poursuivre les auteurs de violence à l'égard des femmes et

non pas aux victimes. » Il recommande également que la législation mette en place un minimum de mesures en ce qui concerne les informations que le parquet doit communiquer aux victimes, notamment la décision d'abandonner une affaire.[27]

Enfin, l'ONU recommande que les gouvernements adoptent des politiques « favorables aux arrestations » et aux « poursuites » lorsqu'il existe un motif raisonnable de croire qu'un crime de violence domestique a eu lieu. L'ONUDC explique que les politiques « favorables aux arrestations » « encouragent fortement les agents de police à procéder à une arrestation dans des cas de violence domestique tout en leur laissant un certain pouvoir discrétionnaire. Ces politiques devraient exiger un rapport écrit sur les raisons ayant motivé que la procédure n'est pas suivie. »[28] Dans le cas de politiques « favorables aux poursuites », s'il existe un motif raisonnable de croire qu'un crime a été commis, les poursuites sont probables mais non obligatoires.[29]

Au Maroc, les lois existantes ne proposent pas de directives suffisantes à la police, aux procureurs ni aux juges d'instruction concernant leurs obligations dans des affaires de violence domestique. Ceci contribue à des pratiques incohérentes et problématiques de certaines autorités.

Des filles et des femmes victimes de violence domestique ont indiqué à Human Rights Watch des cas où la police n'a pas fait grand-chose, voire rien, lorsqu'elles ont tenté de signaler des violences domestiques. Elles ont expliqué que les policiers leur ont dit de retourner vers leurs partenaires auteurs d'abus, affirmant qu'ils ne pouvaient rien faire sans témoins oculaires, ou bien de s'adresser à un procureur sans entreprendre d'autre action. Par exemple, une femme a déclaré à Human Rights Watch que lorsqu'elle est allée voir la police à Rabat après que son frère l'a frappée à la tête et lui a donné des coups de poing dans les yeux en juillet 2015, les policiers lui ont dit : « Nous ne pouvons rien faire, ce n'est pas notre travail. » Ils lui ont dit de s'adresser plutôt au procureur public.[30]

Six femmes avec qui nous sommes entretenus ont indiqué que lorsqu'elles ont déposé plainte auprès d'un procureur, on leur a dit de rapporter un document aux policiers leur donnant pour instruction d'enquêter sur les plaintes de violence domestique, sans que les procureurs ne communiquent directement avec la police. Mais même après avoir remis ces documents, la plupart des femmes ont déclaré que la police soit n'avait pas donné suite aux instructions des procureurs, soit s'était contentée de téléphoner aux agresseurs. Par exemple, une femme a confié à Human Rights Watch qu'elle avait signalé au procureur public à Rabat que son mari la battait. Le procureur lui a remis un document qu'elle devait donner à la police leur ordonnant d'enquêter. Le document a bien été remis à la police mais, a-t-elle déclaré, la police n'a rien fait. Elle est retournée voir le procureur qui a lui a alors fourni un autre document similaire. Elle a affirmé que la police lui avait dit : « Nous l'avons déjà convoqué deux fois, mais votre mari ne veut pas venir. Nous avons fait notre travail. »[31]

D'autres femmes interrogées par Human Rights Watch ont également affirmé que la police n'avait pas mené

les actes d'enquêtes habituels, comme par exemple se rendre sur la scène de crime pour relever des preuves ou interroger des voisins pouvant avoir été témoins des violences ou les avoir entendues. Plusieurs femmes ont indiqué que leurs voisins avaient effectivement vu ou entendu les violences.

Dans certains cas, des femmes ont déclaré que des policiers avaient réclamé des pots-de-vin avant d'enquêter sur des violences domestiques. Ainsi, une femme a expliqué qu'elle s'était rendue à la police en 2014 munie d'un document du procureur public donnant pour instruction à la police d'enquêter sur sa plainte, plainte selon laquelle son mari et ses frères la battaient et l'avaient frappée à coups de couteau. Mais selon elle, les agents du poste de police de Maarif à Casablanca lui ont rétorqué qu'ils ne l'aideraient que si elle leur donnait de l'argent. Le procureur public lui a alors remis un autre document leur ordonnant d'enquêter, mais elle a affirmé que les policiers lui ont dit de « fichier le camp. »[32]

Des défenseurs des droits des femmes et des prestataires de service au Maroc ont partagé des commentaires mitigés quant à la réponse de la police à la violence domestique. Certains ont indiqué à Human Rights Watch qu'ils avaient été témoins de cas où la police mettait peu d'empressement à mener des enquêtes, à procéder à des arrestations ou même à recueillir les dépositions de survivantes dans les cas de violence domestique. Par exemple, la fondatrice de Mobilizing Rights Associates a déclaré que certaines femmes lui avaient expliqué que lorsqu'elles appelaient la police pour signaler des violences domestiques, la police demandait si « du sang avait été versé. » Des femmes ont déclaré que la police leur avait expliqué que s'il n'y avait pas de sang, il leur fallait un ordre du procureur pour se rendre au domicile.[33] Najat Razi, membre d'Oyoune Nissaiya (une coalition pour les droits des femmes), a indiqué qu'elle avait vu des cas où la police faisait pression sur les femmes afin qu'elles reviennent vers des maris agresseurs et qu'elles retirent leur plainte. « Dans la plupart des cas que nous recevons, la police tente de convaincre les femmes de ne pas déposer plainte contre leur mari, et si elle insiste ils l'insultent », a-t-elle déclaré.[34] Najat Ikchich de la Fondation YTTO (qui apporte un accompagnement social et juridique aux survivantes de violence domestique) a indiqué que son organisation recevait « de nombreuses plaintes de la part de femmes qui tentent de s'adresser aux cellules des postes de police afin de porter plainte pour violence [domestique] mais qu'elles font alors l'objet d'une autre forme de violence. » Elle a affirmé que la police accuse les survivantes d'être responsables de la violence qu'elles subissent.[35] D'autre part, plusieurs représentants d'ONG ont indiqué que certains policiers orientaient bien des survivantes vers des refuges privés, même si la pratique reste irrégulière.

À une exception près, les survivantes de violence domestique avec qui Human Rights Watch s'est entretenu ont toutes affirmé que la police n'avait jamais fourni ou payer pour le transport vers des soins médicaux ou pour qu'elle puisse se rendre chez le procureur public. Plusieurs femmes et filles ont expliqué qu'elles s'étaient senties dans l'impossibilité de se rendre auprès du procureur parce qu'elles n'avaient pas l'argent pour payer le transport, et qu'elles avaient peur de ne pouvoir déposer plainte sans papiers d'identité, conservés par leurs agresseurs.

Nos recommandations :

Le projet de loi sur les violences faites aux femmes devrait aborder la problématique des obligations de la police dans les cas de violence domestique, notamment en prévoyant octroi de pouvoirs suffisants pour l'autorisation de pénétrer sur les lieux et de procéder à des arrestations ; de mener des évaluations de risque ; d'interroger les parties et les témoins ; d'enregistrer les plaintes ; de conseiller la plaignante sur ses droits ; de faire un rapport officiel ; d'organiser le transport en vue de soins médicaux ; et de fournir toute autre protection.

Le projet de loi devrait enjoindre aux ministères concernés d'adopter des politiques « favorables aux arrestations » et aux « poursuites » dans les cas de violence domestique lorsqu'il y a un motif raisonnable de croire qu'un acte criminel a été commis.

Le projet de loi devrait exiger que la police et les procureurs (ou les juges d'instruction, selon le cas) se concertent pour les cas de violence domestique et communiquent directement entre leurs bureaux. Les autorités ne devraient pas exiger que les survivantes de violence domestique se chargent de transmettre des instructions entre les différents services.

Le projet de loi devrait stipuler clairement que la responsabilité des poursuites pour violence domestique incombe aux autorités judiciaires, et non aux survivantes, et établir des normes minimales concernant les informations que les procureurs doivent communiquer aux survivantes.

Responsabilités du système judiciaire

Le système judiciaire joue également un rôle central dans le traitement de la violence domestique. Diverses mesures ont été expérimentées par les Etats afin d'améliorer la prise en charge de ces affaires par les tribunaux, notamment des politiques favorisant des procédures équitables et rapides, des règles de preuve et de procédure adaptées (par exemple des audiences à huis clos), la formation des juges et des procureurs, et la mise en place de tribunaux ou d'unités spécialisés.

Le manuel de l'ONU recommande que la législation garantisse aux victimes une aide judiciaire gratuite dans toutes les procédures, les services gratuits d'un interprète ainsi qu'un appui gratuit devant les tribunaux..[36] Il recommande une législation qui prévoit une procédure rapide et sans retard, et que des tribunaux spécialisés ou une procédure judiciaire spéciale examinent les cas de violences à l'égard des femmes.[37]

Le Manuel de l'ONU aborde également la question des éléments de preuves médicales et médico-légales dans les procédures judiciaires qui concernent les violences faites aux femmes. Il stipule que « les éléments de preuves médicales ou médico-légales ne sont pas nécessaires à la reconnaissance de la responsabilité », et que les accusés doivent pouvoir être poursuivis et condamnés « uniquement sur la base du témoignage de la plaignante/survivante. »[38] De même, il ne devrait pas être nécessaire de disposer d'éléments de preuves médicales et médico-légales pour que les autorités procèdent à une arrestation ou engagent des poursuites.

L'ONUDC recommande que les pays élaborent des lignes directrices sur la recevabilité des preuves devant les tribunaux pour les affaires de violence domestique. Ces lignes directrices peuvent inclure des preuves médicales et médico-légales, des dépositions de victimes, des preuves photographiques, des témoignages d'experts, des preuves matérielles telles que des vêtements déchirés et des objets endommagés, ainsi que des enregistrements sur des téléphones portables, des enregistrements d'appels d'urgence, et d'autres communications.[39]

Au Maroc, les avocats qui travaillent sur des affaires de violence domestique ont indiqué à Human Rights Watch que les poursuites et les condamnations en application du code pénal pour des infractions liées à la violence domestique (par exemple des agressions) sont extrêmement rares.[40] Des avocats qui ont travaillé sur de telles affaires ont déclaré que les juges n'ont été ni cohérents ni raisonnables lorsqu'il s'agissait de déterminer quels éléments de preuve étaient considérés comme suffisants pour une inculpation. Par exemple, une avocate a expliqué à Human Rights Watch que certains juges exigeaient que des victimes de violence domestique fournissent des témoins oculaires, alors même qu'ils avaient à leur disposition un rapport médical et le témoignage de la survivante elle-même.[41] Étant donné que ces agressions se produisent généralement au domicile des victimes et derrière des portes closes, il n'y a presque jamais de témoins autres que les enfants, qui normalement ne peuvent pas témoigner. Un avocat de Rabat a déclaré qu'il avait vu des accusés acquittés de chefs d'accusation liés à la violence domestique parce que les tribunaux ont considéré le témoignage de la victime comme insuffisant.[42] Même si cela ne devrait pas être la norme que le seul témoignage de la victime soit toujours suffisant pour une inculpation, il devrait être possible pour les tribunaux de prononcer une inculpation sur la base d'un témoignage crédible de victime, en accord avec les normes de procédure régulière au regard du droit international des droits humains et avec le niveau de preuve requis par le droit marocain pour parvenir à un verdict de culpabilité.

Le projet de loi sur les violences faites aux femmes amenderait le code de procédure pénale de manière à clarifier quels éléments de preuve peuvent être pris en considération par les tribunaux dans les affaires de violence domestique. Ces éléments comprennent des rapports de psychologues, des preuves médicales, des dépositions d'experts, des photographies, des enregistrements audio et vidéo, et des dépositions de victimes dans les dossiers des hôpitaux.[43] Il s'agit là d'une avancée positive, mais le projet de loi devrait également spécifier que le témoignage d'une victime au tribunal peut être un élément de preuve suffisant pour mener à une inculpation.

En ce qui concerne les condamnations possibles pour voies de fait, le code pénal du Maroc base le niveau des peines prononcées sur l'incapacité entraînée par des blessures corporelles. Si une agression ne cause pas de blessures ou bien si les blessures entraînent une incapacité de travail n'excédant pas vingt jours, l'agresseur peut être puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et/ou d'une amende de 200 à 500 dirhams (approximativement de 18,50 à 46 €).[44] Lorsque l'incapacité est supérieure à vingt jours, la peine est l'emprisonnement d'un à trois ans et l'amende de 200 à 1000 dirhams (environ de 18,50 à 92 €).[45] Les peines augmentent encore dans les cas ayant entraîné une mutilation, une amputation ou une privation de l'usage d'un membre, la cécité ou une infirmité permanentes.[46]

Aucun des projets de loi en cours d'examen liés à la violence domestique ne modifierait fondamentalement cet accent mis sur l'incapacité pour la détermination de la peine. Les projets d'amendements au code pénal entraîneraient de légères modifications aux règles de l'imposition des peines liées à l'incapacité, mentionnant 21 jours au lieu de 20, et diminuant la durée possible des peines d'emprisonnement. Le projet de loi prévoit que si l'agression entraîne pour la victime une incapacité de moins de 21 jours, l'agresseur peut être condamné à une peine d'un mois à six mois d'emprisonnement et/ou à une amende de 2 000 à 5 000 dirhams (de 185 à 460 € environ).[47] Si la durée de l'incapacité dépasse 21 jours, la peine passe à une durée allant d'un à deux ans d'emprisonnement et/ou à une amende de 2 000 à 20 000 dirhams (de 185 à 1 850€ environ).[48]

Le fait que la loi se focalise sur l'incapacité comme critère décisif pour la détermination de la peine s'est avéré problématique à plusieurs égards. La loi ne dit rien des critères permettant de déterminer la période d'incapacité, et les certificats médicaux d'incapacité sont utilisés par les tribunaux pour se prononcer sur les peines. Ce manque d'indications laisse aux médecins un large pouvoir discrétionnaire et a le potentiel d'influencer de façon arbitraire la détermination des peines dans les affaires pénales. Cette approche ignore également le fait qu'en réalité, la violence domestique entraîne souvent de petits dommages corporels mais qui s'accumulent et qui peuvent durer moins de 20 jours, ou bien d'autres dommages non corporels ou moins visibles.[49] **Le Conseil national des droits de l'homme du Maroc s'est plaint du fait qu'il n'existe pas de cadre national pour déterminer la durée de l'incapacité, et aucune définition d'incapacité permanente dans le code pénal.[50]**

En dépit de ces problèmes, les normes relatives à l'incapacité affectent des affaires au-delà même de la détermination des peines. Plusieurs avocats et activistes ont expliqué à Human Rights Watch qu'elles ont aussi un impact sur les pratiques d'arrestation. Une avocate, par exemple, a expliqué que des juges ne peuvent délivrer un mandat d'arrêt que lorsque les victimes ont des certificats médicaux indiquant 21 jours d'incapacité ou plus à la suite de violences familiales, et le ministère public ne peut délivrer un mandat d'arrêt que s'il estime que la survivante court le risque d'une violence extrême.[51] L'avocate a indiqué n'avoir constaté des arrestations que lorsque ses clientes avaient perdu un œil ou des dents, ou sont devenues handicapées suite à des violences domestiques. Sur les 20 survivantes interrogées par Human Rights Watch, une seule a indiqué que son agresseur avait été arrêté. Elle disposait d'un rapport médical indiquant 21 jours d'incapacité après que son mari lui a donné un coup de poing et lui a cassé le nez alors qu'elle était enceinte.[52]

Nos recommandations :

Le projet de loi sur les violences faites aux femmes devrait maintenir la disposition sur les types de preuves qui sont recevables devant les tribunaux, mais également spécifier que le témoignage d'une plaignante peut être une preuve suffisante pour une inculpation. Le projet de code de procédure pénale devrait comporter une disposition similaire pour les crimes d'agression, notamment dans le contexte de la violence domestique.

Même si la gravité des blessures, telle que la déterminent les médecins, doit être un facteur pris en compte par les tribunaux pour fixer les peines des individus reconnus coupables de crimes, le projet de loi sur les violences faites aux femmes ou le projet de code pénal devraient réduire l'importance accordée à l'incapacité comme facteur décisif. D'autres facteurs devraient refléter les indications de l'ONU DC sur la détermination des peines, notamment les antécédents de violence, le risque de récidive, les besoins de réhabilitation et les facteurs aggravants.

Le projet de loi sur les violences faites aux femmes devrait exiger des protocoles officiels pour les examens médico-légaux dans les affaires de violence domestique. Il devrait clairement stipuler que la police a le pouvoir de procéder à une arrestation, que la plaignante dispose ou non d'un certificat médical indiquant une incapacité.

Ordonnances de protection

Dans de nombreux pays, les survivantes de violences domestiques peuvent avoir accès à des « ordonnances de protection » d'urgence ou à plus long terme. ONU Femmes décrit les ordonnances de protection comme étant « parmi les recours les plus efficaces mis par le droit à la disposition des plaignantes/ survivantes d'actes de violence à l'égard des femmes. »[53]

Ces ordonnances portent une diversité de noms (par exemple des ordonnances restrictives ou ordonnances de protection), et peuvent être délivrées par diverses autorités. Des « ordonnances civiles de protection » existent dans certains pays, totalement en dehors du système de justice pénale, tandis que d'autres pays disposent d' « ordonnances pénales de protection » (ou des deux). Le Manuel de l'ONU recommande que ces ordonnances soient disponibles aussi bien dans des procédures pénales que civiles. Leur but est la prévention de nouvelles violences et la protection de la victime. Les survivantes de violence domestique peuvent demander ces ordonnances indépendamment de toute autre procédure, par exemple une action pénale ou un divorce. Les violations d'ordonnances de protection sont en général considérées comme des infractions pénales.

Les ordonnances d'urgence de courte durée répondent à des situations de danger immédiat, souvent en imposant de la distance entre l'agresseur et la victime. Plutôt que de faire peser sur les victimes la charge de rechercher un refuge et la sécurité ailleurs, l'éloignement du défendeur (l'auteur présumé des violences) pour un temps limité est approprié. Les lois désignent les autorités compétentes pour délivrer ces ordonnances. En tant qu'ordonnances d'urgence temporaire, elles peuvent être délivrées ex parte sur le base du témoignage d'une victime. Elles expirent souvent au bout de plusieurs semaines.

Les ordonnances de protection à plus long terme sont en général délivrées par les tribunaux après notification au défendeur et la possibilité d'une audience en règle et d'un examen des preuves. Dans de nombreux pays, ces ordonnances expirent au bout de plusieurs mois, mais l'ONU recommande qu'elles restent valables pendant une année.[54]

Tant les ordonnances d'urgence que les ordonnances à plus long terme spécifient des restrictions qui peuvent être imposées au défendeur. Par exemple, elles peuvent empêcher un accusé de : perpétrer des menaces ou de causer d'autres actes de violence ; de contacter la survivante ou les personnes à la charge de celle-ci ; d'accéder au foyer familial ; de posséder ou d'acheter une arme à feu.[55] Dans de nombreux pays, les autorités peuvent ordonner que le défendeur paie les frais de pension alimentaire pour les enfants, le loyer et les frais médicaux pour les blessures causées par la violence domestique. Des exemples des conditions pouvant être imposées par des ordonnances de protection sont disponibles sur le site internet d'ONU Femmes.[56]

Au Maroc, le code de procédure pénale prévoit des « mesures de protection » générales pour les victimes, mais il n'y a aucun système d'ordonnances de protection spécifiquement dédiées à la violence domestique.[57] Les avocats que Human Rights Watch a rencontrés ont déclaré n'avoir jamais vu une cour pénale délivrer une mesure de protection dans une affaire de violence domestique. Une avocate a mentionné qu'elle ne connaissait qu'une seule affaire de violence domestique dans laquelle un juge du tribunal des affaires familiales avait ordonné à un homme de rester à l'écart du domicile familial pendant 20 jours.[58] Aucune des femmes et des filles interrogées par Human Rights Watch n'ont bénéficié de mesures de protection ordonnées par un tribunal.

Le projet de loi sur les violences faites aux femmes propose la création de « mesures protectrices » dans le code pénal pour les victimes.[59] Ces mesures pourraient inclure des mesures d'éloignement de l'accusé du domicile conjugal et l'interdiction des contacts avec la victime ou les enfants concernés ; l'envoi de la victime vers des refuges, des cliniques ou des soins psychologiques ; le désarmement de l'agresseur ; et l'interdiction pour l'accusé de jouir des biens communs de la famille. En cas de violation de la mesure de protection, la personne visée encourrait des sanctions monétaires ou des peines d'emprisonnement. Le projet de loi ne contient pas de proposition d'amendements au code de procédure civile, qui permettraient d'identifier plus clairement les ordonnances de protection comme des recours civils s'ajoutant à la possibilité d'ordonnances de protection pénales.

Les termes du projet de loi employés pour les mesures protectrices pourraient représenter un pas vers la création d'un système d'ordonnances de protection. Toutefois, une plus grande précision serait nécessaire. Il est recommandable que le projet de loi autorise clairement des ordonnances de protection « civiles », qui seraient alors disponibles sans aucune procédure pénale, plutôt qu'il prévoit de les incorporer dans le code de procédure pénale. Le projet de loi devrait aussi distinguer entre les ordonnances de protection d'urgence (de courte durée) et les ordonnances de protection de longue durée, en fixant des limites de durée pour chaque type. Il devrait expliquer que les ordonnances de protection d'urgence peuvent être délivrées sur la base d'une déposition de la victime, sans autre élément de preuve, alors que les ordonnances de protection de longue durée requièrent une audition et l'examen des preuves. Il devrait désigner les autorités compétentes pour délivrer ces ordonnances.

Nos recommandations :

Le projet de loi sur les violences faites aux femmes devrait conserver la disposition relative aux mesures de protection mais cette disposition doit être complétée

Le projet de loi devrait traiter des ordonnances de protection d'urgence et de celles de longue durée, préciser les restrictions ou les conditions que ces ordonnances peuvent imposer et expliquer les procédures pour les deux types d'ordonnances. En accord avec le Manuel de l'ONU, il devrait autoriser les ordonnances de protection dans les procédures civiles comme pénales.

Autres services et assistance pour les survivantes

Les États ont une obligation en matière de droits humains de garantir que les survivantes de violence domestique aient un accès rapide à un refuge, à des services de santé, à des conseils juridiques, à une assistance téléphonique, ainsi qu'à d'autres formes de soutien.[60] L'ONU recommande que ce soutien et ces services soient prévus et exigés par la loi et impliquent des organismes gouvernementaux, plutôt que d'être laissés aux seules ONG. Il est également recommandé que des lois obligent l'État à financer ces mesures.

Le Manuel recommande d'adopter au moins les normes minimales en ce qui concerne la disponibilité de services d'appui aux plaignantes/survivantes (par exemple au moins un abri/foyer pour 10 000 habitants).[61] Il recommande également que la législation prévoit un accès à une assistance financière, telle que la mise à disposition de fonds ou d'une assistance sociale intégrée.[62] Enfin, l'ONU souligne l'importance de la coordination et des échanges entre les différents organismes traitant de la violence domestique, et recommande que la législation encadre cette coordination. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a également publié des lignes directrices relatives à la réponse du système de santé aux violences faites aux femmes, et notamment la violence domestique.[63]

Au Maroc, des représentants d'ONG qui aident les survivantes de violence domestique ont indiqué que de nombreux services sont proposés uniquement par des organisations non gouvernementales et non par le gouvernement. Les refuges, par exemple, ne sont gérés que par des ONG, et seuls quelques-uns reçoivent un financement de la part du gouvernement. Human Rights Watch a connaissance d'un peu moins de dix refuges dans le pays qui acceptent des survivantes de violence domestique. Parmi les refuges que Human Rights Watch a visités, aucun n'avait de la place pour accueillir plus d'une soixantaine de femmes et d'enfants. Il n'existe aucune réglementation gouvernementale établissant les normes minimales pour les refuges gérés par des ONG.

Des représentants de refuges et d'organisations de défense des droits des femmes ont expliqué à Human Rights Watch que la plupart des survivantes de violence domestique qui s'étaient tournées vers elles étaient revenues vers des partenaires violents parce qu'elles n'avaient pas les moyens de subsister ni de se loger.

Une survivante de violence domestique accueillie dans un refuge a confié à Human Rights Watch que puisqu'elle n'avait aucun autre endroit où aller ni aucun moyen financier, elle se sentait obligée de retourner vers son mari violent après la limite de deux mois au refuge atteinte.[64]

Même si le Maroc propose quelques programmes d'assistance sociale (par exemple une aide financière pour les femmes divorcées indigentes), aucun n'est destiné spécifiquement aux survivantes de violence domestique. Même les pensions alimentaires ordonnées par les tribunaux après les divorces prennent fin au bout de trois mois, et les prestations à plus long terme destinées aux enfants sont souvent minimales, a indiqué une avocate à Human Rights Watch.[65]

En termes de services de santé, les survivantes de violence domestique et les défenseurs des droits des femmes ont également décrit des pratiques incohérentes. Des représentants d'associations ont indiqué que si certains médecins interrogent les patientes à propos des violences familiales, la plupart ne le font pas, et très peu d'entre eux les dirigent ensuite vers d'autres services. Une survivante a déclaré à Human Rights Watch s'être rendue dans le même hôpital pendant sept ans alors que son mari la battait et qu'elle souffrait de dépression. Mais les médecins ne l'ont jamais redirigée vers le refuge se trouvant juste de l'autre côté de la rue, ni n'ont évoqué avec elle la possibilité de déposer une plainte au pénal.[66] D'autres survivantes ont fait part d'expériences positives, notamment une femme qui a indiqué que le personnel hospitalier l'avait bien traitée après que son mari lui a tailladé le bras, et que le médecin lui avait conseillé de s'adresser à la police.[67]

La présidente d'une association défendant les droits des femmes a expliqué que certains hôpitaux disposent d'un seul médecin légiste, et les heures destinées aux examens médico-légaux sont limitées. Les survivantes doivent parfois attendre plusieurs jours avant d'en bénéficier, particulièrement si les blessures ont été infligées durant le week-end.[68] Une survivante a déclaré qu'elle était allée chercher un certificat médical un samedi après que son mari l'a battue, mais que le médecin légiste n'était pas disponible avant le lundi suivant.[69]

Le Maroc a pris des mesures pour renforcer et coordonner la réponse des organismes publics aux violences contre les femmes et les enfants dans différents secteurs. En 2006 et 2007, les ministères de la Justice et de la santé, la Direction générale de la sûreté nationale et la Gendarmerie Royale ont initié la mise en place de cellules et d'unités pour assister les femmes et les enfants victimes de violences domestiques dans les tribunaux, les hôpitaux et les postes de police. En 2010, le gouvernement a également mis en place des comités locaux et régionaux pour coordonner la réponse publique aux violences faites aux femmes.[70]

Néanmoins, les défenseurs des droits des femmes et les avocats ont affirmé à Human Rights Watch que certaines des cellules ou unités promises n'ont jamais vu le jour, et que celles qui existent sont bureaucratiques et inefficaces. On peut lire dans le rapport d'une ONG que ces cellules se limitent à

remplir des papiers plutôt que de fournir des informations, des services ou une protection aux femmes victimes de violence.[71] Même un membre du gouvernement a critiqué publiquement certaines de ces unités. Le substitut du procureur du Tribunal de première instance d'Azilal a fait remarquer que les cellules judiciaires chargées des femmes et des enfants manquent de clarté en ce qui concerne leur mandat, et qu'elles présentent des problèmes de ressources humaines et de mauvaise coordination.[72]

En 2012, le ministère de la Santé a affirmé qu'il avait mis en place 76 unités pour les femmes et les enfants victimes de violence dans les hôpitaux, mais seules 23 d'entre elles étaient alors actives.[73] Selon l'UNICEF, les médecins n'ont pas régulièrement adressé les femmes victimes à ces unités.[74] La Stratégie du ministère de la Santé pour 2012-16 contient des points d'action pour l'amélioration de la réponse des services de santé aux femmes et aux enfants victimes de violence, notamment le renforcement et le développement des unités d'assistance ; le renforcement des capacités des professionnels de santé sur la violence basée sur le genre ; l'amélioration de la coordination entre les unités ; la diffusion plus large d'informations sur les unités spécialisées ; une évaluation continue ; et le développement de systèmes d'information informatisés.[75] Le projet de loi sur les violences faites aux femmes contient des dispositions sur les unités spécialisées dans les organismes chargés de la justice, de la santé, de la jeunesse, des femmes et des enfants, ainsi qu'au sein de la Direction générale de la sûreté nationale et de la Gendarmerie Royale. Le projet de loi appelle aussi les comités locaux, régionaux et nationaux à coordonner leur action sur les questions touchant les femmes et les enfants. De même, les amendements au projet de code de procédure pénale prévoient des cellules destinées aux femmes et aux enfants qui devraient assister les victimes de violence.[76] Ces dispositions sont des points positifs, mais les projets de lois devraient également inclure des mesures sur la formation du personnel, le contrôle des unités et la mise en œuvre de la responsabilité des autorités si elles omettent de remplir leurs obligations.

Nos recommandations :

Le projet de loi sur les violences faites aux femmes devrait définir plus précisément le rôle du gouvernement dans la prestation de soutien et de services aux survivantes de violence domestique, notamment concernant les refuges, les services de santé, les soins psychologiques, le conseil juridique, et l'assistance téléphonique.

Le projet de loi devrait constituer un fond d'affectation spéciale ou une autre sorte d'assistance financière pour les survivantes de violence domestique.

Le projet de loi devrait conserver les dispositions relatives à la coordination et aux unités spécialisées au sein des organismes gouvernementaux afin de traiter les violences contre les femmes et les enfants. Il devrait ajouter des dispositions sur la formation du personnel, le contrôle de l'efficacité et l'obligation pour ces unités de rendre compte de leur action.

Participation au processus de réforme

Les organisations non gouvernementales ont depuis longtemps fourni des services et du soutien aux survivantes de violence domestique au Maroc. Ces organisations de la société civile — et les survivantes elles-mêmes — se trouvent dans une excellente position pour contribuer à élaborer les réformes législatives sur la violence domestique. La Convention de l'ONU sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes comporte l'obligation pour les États de garantir aux femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes, le droit de participer à la formulation des politiques gouvernementales et à leur mise en œuvre.[77]

Des représentants d'organisations de la société civile, notamment d'organisations de premier plan en matière de droits des femmes, ont informé Human Rights Watch qu'elles n'avaient pas été impliquées dans l'élaboration du projet de loi gouvernementale de 2013 portant sur les violences faites aux femmes. Étant donné que Human Rights Watch a été dans l'incapacité d'obtenir un rendez-vous avec le ministère de la Justice et des Libertés ainsi qu'avec celui de la Solidarité, de la femme, de la famille et du développement social, nous n'avons pu confirmer si le gouvernement avait sollicité ou non la contribution de la société civile. De nombreuses personnes représentant des ONG que nous avons interrogées ont expliqué qu'elles avaient travaillé sur une proposition de loi de la société civile sur les violences faites aux femmes, publiée en 2010, mais que le projet de loi officiel du gouvernement présente peu de ressemblance avec leur projet.[78] Des organisations œuvrant pour les droits des femmes, notamment Printemps de la dignité (une coalition d'organisations des droits des femmes) ont également critiqué le projet de loi de 2013, et ont publié un mémorandum de leurs préoccupations.[79]

Nous vous exhortons à prendre au sérieux les points de vue et les expériences des survivantes de violence domestique et des organisations représentatives dans les délibérations futures sur les réformes ou les projets de lois relatives aux violences faites aux femmes.

Nous vous remercions de votre temps ainsi que de l'attention portée à cette lettre. Nous apprécierons grandement la possibilité de nous entretenir avec vous à ce sujet. Nous espérons que nos commentaires seront utiles pour vos délibérations, et que nous pourrions œuvrer ensemble à promouvoir la sécurité et les droits des femmes.

Nous vous prions d'agréer, Vos Excellences, l'expression de notre respectueuse considération.

Liesl Gertholtz

Directrice de la division des Droits des femmes
Human Rights Watch

<https://www.hrw.org/fr/news/2016/02/15/lettre-de-human-rights-watch-au-gouvernement-du-maroc-propos-des-reformes-des-lois>

رسالة من هيومن رايتس ووتش إلى الحكومة المغربية حول الإصلاحات القانونية المتعلقة بالعنف الأسري

معالي السيدة بسيمة الحقاوي

وزيرة التضامن والمرأة والأسرة والتنمية الاجتماعية

الرباط، المملكة المغربية

معالي السيد مصطفى الرميد

وزير العدل والحريات

الرباط، المملكة المغربية

الموضوع: إصلاحات قانون العنف الأسري

السادة الوزراء،

نبعث لكم بهذه الرسالة بشأن عدة إصلاحات لمواجهة العنف ضد المرأة - بما في ذلك العنف الأسري - في المغرب. تشمل هذه الإصلاحات مشروع قانون أعد في 2015 يتعلق بإصلاح القانون الجنائي (مشروع القانون الجنائي)، ومشروع آخر أعد في 2015 أيضا يتعلق بتنقيح قانون المسطرة الجنائية (مشروع قانون المسطرة الجنائية) ومشروع آخر أعد في 2013 يتعلق بمحاربة العنف ضد النساء (مشروع القانون 103-13 أو مشروع قانون محاربة العنف ضد النساء). علمنا أنه تم تجميع هذا المشروع الأخير، ولكنه لم يُنشر بعد للعموم.

ترحب هيومن رايتس ووتش بالالتزام المعلن من قبل الحكومة المغربية بتحقيق المساواة للمرأة وحمايتها من العنف. ونود أن نطلعكم على ملاحظتنا حول الإصلاحات المقترحة، وسبل تعزيزها. ورغم أن الإصلاحات القانونية المذكورة أعلاه تغطي مجموعة كبيرة من القضايا، إلا أن هذه الرسالة تركز بشكل خاص على العنف الأسري.

حققت هيومن رايتس ووتش في العنف الأسري وتعامل الدولة معه في جميع أنحاء العالم لأكثر من 20 سنة. تعاوتنا مع الحكومات والوكالات الدولية ومنظمات المجتمع المدني لتعزيز القوانين والبرامج المتعلقة بالعنف الأسري. تعليقاتنا حول الإصلاحات المقترحة في المغرب تعتمد على هذه التجربة، وكذلك على المعايير الدولية لحقوق الإنسان.

تعتمد تعليقاتنا أيضا على مقابلات أجريناها في المغرب في 2015 مع 20 امرأة وفتاة تعرضن للعنف الأسري، و25 مقابلة مع محامين ونشطاء في مجال حقوق المرأة وممثلين عن منظمات غير حكومية تعنى بضحايا العنف الأسري وعاملين في المجال الاجتماعي وممثلين عن وكالات الأمم المتحدة.



في 2015، بعثت هيومن رايتس ووتش 5 رسائل لمسؤولين مغاربة لالتماس اجتماعات معهم والحصول عن معلومات حول العنف الأسري، ولكننا لم نتلقَ أي رد منهم. [1]

التحليل الذي نستعرضه أدناه يتناول العناصر الأساسية في الإصلاحات المتعلقة بالعنف الأسري في المغرب، ويدعو إلى إشراك المجتمع المدني بشكل فعال في هذه الإصلاحات. في ملحق الرسالة، أدرجنا قائمة المصادر التشريعية وغيرها من الإجراءات التي اتخذتها الدولة لمحاربة العنف ضد النساء.

العناصر الأساسية في الإصلاحات المتعلقة بالعنف ضد النساء في المغرب

شهدت السنوات الثلاثين الماضية تحولا كبيرا في كيفية تعامل الدول مع العنف في تشريعاتها. بحسب "هيئة الأمم المتحدة للمرأة"، توجد نحو 125 دولة لديها قوانين خاصة بالعنف الأسري (رغم أن هذا الرقم يشمل عدة دول تطبق القانون الجنائي المتعلق بالعنف الأسري على نحو محدود جدا). [2]

المغرب في وضع ممتاز لتبني وتنفيذ تشريعات حول العنف الأسري، فهو يتمتع بسجل جيد في تعزيز حقوق المرأة من الناحية القانونية، مثل إصلاحات مدونة الأسرة، ويزخر بمقدمي خدمات يتمتعون بالخبرة، وقادة مجتمع مدني يستطيعون تقديم النصح حول الإصلاحات. على المغرب جعل هذه التشريعات تتماشى مع المعاهدات الدولية لحقوق الإنسان، ومنها "اتفاقية الأمم المتحدة للقضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة". هيئات الأمم المتحدة المعنية بمعاهدات حقوق الإنسان دعت المغرب بشكل متكرر إلى سن مثل هذه التشريعات. [3]

حددت الأمم المتحدة العناصر الأساسية في تشريعات مكافحة العنف ضد المرأة، بما يشمل العنف الأسري، في "دليل التشريعات المتعلقة بالعنف ضد المرأة" (دليل الأمم المتحدة). من بين المواضيع العديدة التي يغطيها هذا الدليل، تُعتبر النقاط التالية عناصر أساسية في التشريعات المتعلقة بالعنف الأسري في المغرب:

تعريف وتحديد مجال جرائم العنف الأسري،

التدابير الوقائية،

انفاذ القوانين ومسؤوليات النيابة العامة،

مسؤوليات نظام العدالة،

الأوامر المتعلقة بالحماية،

الخدمات الأخرى ومساعدة الناجين.

تعريف وتحديد مجال جرائم العنف الأسري

تعترف الحكومات في جميع أنحاء العالم بأن العنف الأسري يتجاوز العنف الجسدي، ما نتج عنه توجه نحو إيجاد تعريفات قانونية شاملة لجرائم العنف الأسري. يوصي دليل الأمم المتحدة بأن تشمل هذه التعريفات العنف الجسدي والجنسي والنفسي والاقتصادي. [4] يُقدم موقع الأمم المتحدة الخاص بالقضاء على العنف ضد المرأة "EndVAWNNow" أمثلة عن التعريفات التي قدمتها الدول للعنف الأسري. [5]



في 2015، بعثت هيومن رايتس ووتش 5 رسائل لمسؤولين مغاربة لالتماس اجتماعات معهم والحصول عن معلومات حول العنف الأسري، ولكننا لم نتلقَ أي رد منهم. [1]

التحليل الذي نستعرضه أدناه يتناول العناصر الأساسية في الإصلاحات المتعلقة بالعنف الأسري في المغرب، ويدعو إلى إشراك المجتمع المدني بشكل فعال في هذه الإصلاحات. في ملحق الرسالة، أدرجنا قائمة المصادر التشريعية وغيرها من الإجراءات التي اتخذتها الدولة لمحاربة العنف ضد النساء.

العناصر الأساسية في الإصلاحات المتعلقة بالعنف ضد النساء في المغرب

شهدت السنوات الثلاثين الماضية تحولا كبيرا في كيفية تعامل الدول مع العنف في تشريعاتها. بحسب "هيئة الأمم المتحدة للمرأة"، توجد نحو 125 دولة لديها قوانين خاصة بالعنف الأسري (رغم أن هذا الرقم يشمل عدة دول تطبق القانون الجنائي المتعلق بالعنف الأسري على نحو محدود جدا). [2]

المغرب في وضع ممتاز لتبني وتنفيذ تشريعات حول العنف الأسري، فهو يتمتع بسجل جيد في تعزيز حقوق المرأة من الناحية القانونية، مثل إصلاحات مدونة الأسرة، ويزخر بمقدمي خدمات يتمتعون بالخبرة، وقادة مجتمع مدني يستطيعون تقديم النصح حول الإصلاحات. على المغرب جعل هذه التشريعات تتماشى مع المعاهدات الدولية لحقوق الإنسان، ومنها "اتفاقية الأمم المتحدة للقضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة". هيئات الأمم المتحدة المعنية بمعاهدات حقوق الإنسان دعت المغرب بشكل متكرر إلى سن مثل هذه التشريعات. [3]

حددت الأمم المتحدة العناصر الأساسية في تشريعات مكافحة العنف ضد المرأة، بما يشمل العنف الأسري، في "دليل التشريعات المتعلقة بالعنف ضد المرأة" (دليل الأمم المتحدة). من بين المواضيع العديدة التي يغطيها هذا الدليل، تُعتبر النقاط التالية عناصر أساسية في التشريعات المتعلقة بالعنف الأسري في المغرب:

تعريف وتحديد مجال جرائم العنف الأسري،

التدابير الوقائية،

انفاذ القوانين ومسؤوليات النيابة العامة،

مسؤوليات نظام العدالة،

الأوامر المتعلقة بالحماية،

الخدمات الأخرى ومساعدة الناجين.

تعريف وتحديد مجال جرائم العنف الأسري

تعترف الحكومات في جميع أنحاء العالم بأن العنف الأسري يتجاوز العنف الجسدي، ما نتج عنه توجه نحو إيجاد تعريفات قانونية شاملة لجرائم العنف الأسري. يوصي دليل الأمم المتحدة بأن تشمل هذه التعريفات العنف الجسدي والجنسي والنفسي والاقتصادي. [4] يُقدم موقع الأمم المتحدة الخاص بالقضاء على العنف ضد المرأة "EndVAWNNow" أمثلة عن التعريفات التي قدمتها الدول للعنف الأسري. [5]



في تعريف العنف النفسي والاقتصادي، أوصت الأمم المتحدة بأن تركز القوانين على المراقبة الإلزامية، أي بالتطرق إلى العلاقة بين هذا العنف ونمط كامل من الهيمنة التي تتحقق عبر التهيب والعزلة والإهانة والحرمان، وكذلك عبر الاعتداءات الجسدية. [6] أوصى "مكتب الأمم المتحدة المعني بالمخدرات والجريمة" بأن تعرّف القوانين "العنف النفسي" بالسلوك الذي يرمي إلى السيطرة أو الإكراه أو التهديد أو أي سلوك متعمد يهدف إلى المس من السلامة النفسية لشخص ما عبر الإكراه والتهديد. [7]

كما توصي الأمم المتحدة بأن تنص القوانين صراحة على أن العنف الجنسي الذي يُمارس ضد شريك حميم (المعروف بالاغتصاب الزوجي) يعتبر شكلا من أشكال العنف الأسري. [8]

حددت عدة دول مجال الأشخاص الذين تشملهم قوانين الأسرة التي لم تعد تقتصر على المتزوجين أو الأشخاص الذين يعيشون معا. يوصي دليل الأمم المتحدة بأن تنطبق قوانين العنف الأسري على "الأفراد الذين تربطهم علاقة حميمة أو كانت تربطهم علاقة حميمة، ومنها العلاقات الزوجية وغير الزوجية وعلاقات المثليين الجنسيين وعلاقات غير المتعاشرين؛ والأفراد ذوي العلاقات الأسرية مع بعضهم البعض؛ والأفراد في الأسرة المعيشية نفسها". [9] توجد أمثلة حول مجال تطبيق هذه القوانين في دول بعينها على موقع EndVAWNNow. [10]

الأمم المتحدة قلقة أيضا مما يُسمى "جرائم الشرف"، التي يُمكن أن تكون شكلا متطرفا من أشكال العنف الأسري. يوصي دليل الأمم المتحدة الدول بإلغاء أحكام القوانين الجنائية التي تفرض عقوبات مخففة على مرتكبي جرائم الشرف، ومنع اعتبار "الاستفزاز" الناتج عن القبض على أحد أفراد الأسرة بصدد ممارسة الزنا كذريعة للدفاع عن جرائم العنف الأسري. [11]

في المغرب، لا يُوجد في القانون الجنائي الحالي تعريف خاص بالعنف الأسري، وإنما يحتوي على بعض الأحكام التي تفرض عقوبات مشددة إذا كان الضحية أحد الزوجين أو أحد أفراد العائلة، بما يشمل جرائم التسميم أو الاعتداء. [12] لا يوجد تجريم للاغتصاب الزوجي. لا تستجيب الإشارات القليلة للعنف الأسري في القانون الجنائي إلى متطلبات القانون الدولي لحقوق الإنسان.

سُعرّف مشروع قانون مكافحة العنف ضد النساء مجموعة واسعة من أشكال العنف ضد النساء، ولكنه لن يقدم تعريفا خاصا "للعنف الأسري". سُعرّف المشروع "العنف ضد المرأة" بـ "كل فعل مادي أو معنوي أو امتناع أساسه التمييز بسبب الجنس، يترتب عليه ضرر جسدي أو نفسي أو جنسي أو اقتصادي ضد المرأة". [13] هذه بداية جيدة، ولكن على المغرب تعريف "العنف الأسري" بشكل واضح يتماشى مع التوصيات المذكورة آنفا.

مشروع قانون محاربة العنف ضد النساء يتضمن تعديلات للقانون الجنائي، ورد معظمها في مشروع القانون الجنائي. تنص هذه التعديلات على عقوبات إضافية إذا كان الشخص المدان بجرائم معينة (مثل الاعتداء والخطف وتسهيل الانتحار أو التهديد بالاعتداء) هو أحد الزوجين أو الولي أو الحاضن أو الشخص الذي له سلطة على الضحية. [14] كما أدرج مشروع القانون جرائم جديدة، مثل الزواج القسري أو اهدار المال للتحايل على دفع النفقة أو غيرها من المستحقات الناجمة عن الطلاق أو منع أحد الزوجين من العودة إلى المنزل. [15] ينص مشروع القانون على أن بعض الجرائم تنطبق على الزوجين، مثل خيانة الأمانة وسوء التصرف في الأملاك والاحتيال. [16]



هذه الأحكام غير كافية لعديد الأسباب، فهي تنطبق على نطاق محدود لأنها لا تشمل الأزواج السابقين (باستثناء مادة واحدة تتعلق بالاعتداء على الزوجة السابقة أمام أبنائها ووالديها)، أو الشركاء غير المتزوجين. [17] كما أنها مقيدة جدا من حيث أنواع الجرائم التي تستهدف أحد الزوجين أو أفراد الأسرة والتي يمكن أن تنتج عنها عقوبات، ومنها عدم التطرق للاغتصاب الزوجي.

بعض التعديلات المقترحة في القانون الجنائي ستجعل بعض المسائل أسوأ، ومنها تعديل سيشمل المادة 420 من القانون الجنائي حول تخفيف العقوبات لمرتكبي جرائم العنف في قضايا العنف ضد أفراد الأسرة الضالعين في علاقة جنسية غير شرعية (مثل الزنا والعلاقة الجنسية خارج إطار الزواج والعلاقة بين شخصين من نفس الجنس). ينص القانون الجنائي الحالي على عقوبات مخففة ضد رب الأسرة إذا ارتكب عملية قتل أو اعتداء ضد أحد أفراد العائلة في علاقة جنسية غير شرعية. سيوسع هذا التعديل من إمكانية تخفيف العقوبات في جرائم القتل أو الاعتداء التي يرتكبها أي فرد من العائلة يقبض على فرد آخر من العائلة نفسها في مثل هذه العلاقة. إضافة إلى ذلك، لن يلغي مشروع محاربة العنف ضد النساء ومشروع القانون الجنائي تجريم العلاقات الجنسية التي تتم بالتراضي بين بالغين خارج إطار الزواج. [18] هذا انتهاك للحق في الخصوصية، وقد يجعل الضحية عرضة للمحاكمة بهذه التهمة إذا أبلغت/ عن تعرضه/ للعنف من قبل شريكه/ الذي هو ليس زوجا.

توصياتنا:

يجب تعريف "العنف الأسري" في مشروع قانون محاربة العنف ضد النساء ومشروع القانون الجنائي وإدراج العنف الجسدي والجنسي والنفسي والاقتصادي، وتعريف هذه المفاهيم بما يتناسب مع توصيات الأمم المتحدة. كما يجب التأكيد على أن الاغتصاب الزوجي جريمة. توسيع مشاريع القوانين من مجال جرائم العنف الأسري، بما يشمل - في ظروف معينة - الأشخاص الذين لهم أو كانت لهم علاقة حميمة، مثل العلاقة الزوجية أو غير الزوجية أو العلاقة بين شخصين من نفس الجنس أو علاقات غير المتعاشين والأشخاص الذين تربطهم علاقات عائلية ببعضهم البعض والأفراد الذين ينتمون لنفس الأسرة. إلغاء إمكانية فرض عقوبات مخففة من مشروع القانون الجنائي على الضالعين في جرائم ارتكبت في حق أفراد من الأسرة لأنهم اكتشفوا بصدد علاقة جنسية خارج إطار الزواج. كما يجب إلغاء تجريم العلاقات الجنسية التي تتم بين بالغين بالتراضي. تدابير الوقاية

لما بدأت البلدان في معالجة العنف الأسري في قوانينها، ركز الكثير منها فقط على التجريم. وبمرور الوقت، شرعت عدة بلدان في إدراج الوقاية من العنف الأسري في أطرها القانونية.

أوصت الأمم المتحدة بأن تعالج تشريعات مكافحة العنف ضد المرأة مسألة الوقاية، بما يشمل الإجراءات المتعلقة بالتوعية بحقوق المرأة، والبرامج التعليمية المتعلقة بتعديل أنماط السلوك الاجتماعي والتنميطات الجنسانية، وتوعية وسائل الإعلام فيما يتعلق بالعنف ضد المرأة. [19] كما أصدرت هيئة الأمم المتحدة للمرأة "دليل خطط العمل الوطنية المتعلقة بالعنف ضد المرأة" الذي يقدم تدابير وقائية إضافية، وهو ذات العمل الذي قام به مكتب الأمم المتحدة للمخدرات والجريمة. [20]

بذلت منظمات المجتمع المدني في المغرب جهودا للوقاية من العنف ضد المرأة، بما يشمل العنف الأسري. على سبيل المثال، نظمت حملات توعوية



وعملت مع وسائل الإعلام لمعالجة العنف الأسري بشكل أفضل. كما اتخذت الحكومة بعض الخطوات للوقاية من العنف ضد المرأة. مثلاً أنشأت في يونيو/حزيران 2015 "المركز الوطني لصورة المرأة في الإعلام" لمكافحة الصورة النمطية للمرأة. [21] وفي أغسطس/آب 2014، أعادت وزارة المرأة انشاء "المركز الوطني للعنف ضد النساء"، ومهمته جمع المعلومات حول العنف ضد المرأة. [22] كما تبنت الحكومة خطة وطنية للعنف ضد المرأة في 2002 عاجلت الحاجة إلى إجراءات وقائية مثل التعليم والتوعية والإعلام والبحث وتدريب السلطات. [23]

لا يذكر مشروع قانون محاربة العنف ضد النساء وغيره من المشاريع ذات الصلة الوقاية بشكل مباشر. يدعو مشروع محاربة العنف ضد النساء إلى انشاء لجان وطنية وجهوية ومحلية للمرأة والطفل، ولكنه لا يتطرق إلى دور الوقاية. [24]

توصياتنا:

يجب أن يتضمن مشروع محاربة العنف ضد النساء قسماً خاصاً بالوقاية من العنف الأسري. كما يجب أن يحدد مسؤوليات الهيئات الحكومية في تطبيق التدابير الوقائية، مثل أنشطة التوعية وتطوير المناهج التعليمية وتوعية وسائل الإعلام بالعنف الأسري. مسؤوليات أعوان انفاذ القانون والنيابة العامة

الشرطة والنيابة العامة (وقضاة التحقيق في بعض البلدان) يلعبون دوراً محورياً في معالجة العنف الأسري. في كثير من الأحيان يكونون في الخط الأمامي لتلقي الشكاوى والتحقيق في القضايا واتخاذ القرارات المتعلقة بالتهمة. ولكن للأسف، خلصت هيومن رايتس ووتش في بحوث أجرتها حول العالم أن الشرطة والنيابة العامة يترددون أحياناً في معالجة ما يعتبرونه "مسائل عائلية خاصة". في كثير من الأحيان أرجعوا نساء إلى شركاء خطيرين، وفسلوا في اتخاذ إجراءات ضد معتدين.

إدراكاً لهذا التوجه، أوصت الأمم المتحدة بأن تحدد القوانين المتعلقة بالعنف الأسري واجبات ملموسة للشرطة والنيابة العامة وغيرهم من المسؤولين الذي يضطلعون بدور في انفاذ القانون أو التحقيق في قضايا العنف ضد المرأة. يدعو دليل الأمم المتحدة إلى أن تشمل واجبات الشرطة تقييم المخاطر ومقابلة الأطراف والشهود وتسجيل الشكاوى وإعلام المشتكين بحقوقهم وإعداد تقارير رسمية وترتيب نقل الضحايا للعلاج الطبي وتوفير أشكال الحماية الأخرى (أنظر أوامر الحماية أدناه). [25] أوصى مكتب الأمم المتحدة المعني بالمخدرات والجريمة بإجراءات مماثلة. [26]

فيما يتعلق بالنيابة العامة، أوصى دليل الأمم المتحدة بأن تذكر قوانين العنف الأسري بوضوح أن مسؤولية اتخاذ القرار حول ملاحقة العنف الأسري الذي يستهدف المرأة هي على عاتق النيابة، وليس الناجين. كما أوصى بأن يحدد القانون المعايير الدنيا فيما يتعلق بما يجب أن تعلم به النيابة الناجين، مثل القرارات المتعلقة بإسقاط القضايا. [27]

ختاماً، أوصت الأمم المتحدة الحكومات بتبني "سياسات مؤيدة للتوقيف ومؤيدة للمحاكمة" عند وجود سبب يدعو إلى الاعتقاد بوقوع جريمة عنف أسري. أوضح مكتب الأمم المتحدة المعني بالمخدرات والجريمة أن "السياسات المؤيدة للتوقيف" تشجع الأعوان كثيراً على تنفيذ توقيفات في قضايا العنف الأسري مع منحهم سلطة تقديرية. ويجب تقديم تقرير مكتوب عندما لا يتم اتباع هذه السياسات. [28] تنص "السياسات المؤيدة للمحاكمة"، عند وجود سبب يدفع إلى الاعتقاد في وقوع جريمة، على أن تكون المحاكمة ممكنة وليست إجبارية. [29]



في المغرب، لا تقدم القوانين الحالية توجيهات كافية للشرطة والنيابة العامة وقضاة التحقيق فيما يتعلق بواجباتهم في قضايا العنف الأسري، وهذا يساهم في انتشار ممارسات غير متناسبة ترتكبها بعض السلطات.

تحدثت نساء وفتيات ناجيات من العنف الأسري ل هيومن رايتس ووتش عن حالات لم تتخذ فيها الشرطة إجراءات كافية أو أي إجراءات عندما حاولن التبليغ عن العنف الأسري. وقلن إن الشرطة طلبت منهن العودة إلى شركائهن الذين اعتدوا عليهن، كما قالت الشرطة لهن إنها لا تستطيع فعل أي شيء دون شهود، وطلبت منهن الاتصال بالنيابة دون اتخاذ أي إجراءات أخرى. مثلاً، قالت امرأة ل هيومن رايتس ووتش إنها ذهبت إلى الشرطة في الرباط بعد أن ضربها شقيقها على رأسها ولكمها على عينيها في يوليو/تموز 2015، لكن عناصر الشرطة قالوا لها: "لا نستطيع أن نفعل أي شيء، هذا ليس عملنا"، وطلبوا منها الاتصال بالنيابة العامة. [30]

قالت 6 نساء إنهن رفعن دعاوى لدى النيابة العامة، ولكنها أعطتهن وثيقة وطلبت منهن العودة إلى الشرطة للتحقق في شكاوى العنف الأسري، دون أن تتصل النيابة بنفسها مباشرة بالشرطة. ولكن بعد إظهار الوثيقة، قالت معظم النساء إن الشرطة لم تحرك ساكناً أو أنها اكتفت بمهاتفة المعتدين. على سبيل المثال، قالت إحداهن ل هيومن رايتس ووتش إنها اشتكت من التعرض للضرب من قبل زوجها لدى النيابة العامة في الرباط، فأعطتها النيابة وثيقة يجب أن تقدمها للشرطة لتفتح تحقيق. فعلت ذلك ولكن الشرطة لم تفعل شيئاً، بحسب قولها. عادت إلى النيابة العامة، فقدمت لها وثيقة أخرى. وقالت إن الشرطة قالت لها: "اتصلنا بزوجك مرتين، ولكنه لا يريد المجيء. لقد قمنا بعملنا". [31]

نساء أخريات قابلتهن هيومن رايتس ووتش قلن إن الشرطة لم تجر أي تحقيقات إضافية، مثل زيارة موقع الجريمة لجمع الأدلة أو مقابلة الجيران الذين ربما شاهدوا أو سمعوا أعمال العنف. العديد منهن قلن إن جيرانهن شاهدوا أو سمعوا ما حصل.

في بعض الحالات، قالت النساء إن الشرطة طلبت رشوة قبل التحقيق في الاعتداء الأسري. مثلاً قالت إحداهن إنها ذهبت إلى الشرطة في 2014 ومعها وثيقة من النيابة العامة تأمر الشرطة بالتحقيق في شكاواها المتعلقة بتعرضها للضرب والطعن من قبل زوجها وأشقائه. ولكنها قالت إن الشرطة في مركز المعاريف في الدار البيضاء قالوا لها إنهم سيساعدونها إذا دفعت لهم المال. أعطتها النيابة وثيقة أخرى تطالب الشرطة بالتحقيق، ولكن الأعوان قالوا لها: "انصري". [32]

قدم نشطاء حقوقيون ومقدمو خدمات في المغرب مراجعات مختلفة لتعامل الشرطة مع العنف الأسري. قال بعضهم ل هيومن رايتس ووتش إنهم شهدوا حالات ترددت فيها الشرطة في فتح تحقيق وتنفيذ اعتقالات أو حتى تدوين شهادات الناجيات من حالات العنف الأسري. مثلاً قالت مؤسسة "شركاء للتعبئة حول الحقوق" (منظمة (MRA) إن بعض النساء قلن لها إنهن اتصلن بالشرطة للإبلاغ عن تعرضهن لعنف أسري، ولكن الأعوان سألوهن ما إذا كن قد "بصقن دماً". وقالوا لهن إنه إن لم يكن يوجد دم، فإنهم يحتاجون إلى إذن من النيابة لزيارة المنزل. [33] قالت نجاة الرازي، عضو في "عيون نسائية" (تحالف يُعنى بحقوق المرأة)، إنها شهدت حالات ضغطت فيها الشرطة على نساء حتى يرجعن إلى أزواجهن الذين اعتدين عليهن ويُسقطن الدعوى المرفوعة ضدهم. وأضافت: "في معظم الحالات التي نستقبلها، تحاول الشرطة اقناع المرأة بعدم رفع دعوى ضد زوجها، وإن تشبثت بذلك فهي تتعرض إلى الإهانة". [34] نجاة إيجيش، من مؤسسة يظو لإيواء وإعادة تأهيل النساء ضحايا العنف" (التي تقدم مساعدة اجتماعية وقانونية للناجيات من العنف) قالت إن المنظمة "استلمت عدة شكاوى من نساء حاولن الذهاب إلى مراكز الشرطة للتشكي من العنف [الأسري]، ولكنهن تعرضن إلى نوع آخر من العنف". [35] في المقابل، قال ممثلون عن منظمات غير حكومية أخرى إن بعض أعوان الشرطة يرسلون الناجيات من العنف إلى ملاجئ خاصة، رغم أن ذلك غير متناسق مع مهامهم.



باستثناء حالة واحدة، قالت النساء ضحايا العنف اللائي قابلتهن هيومن رايتس ووتش إن الشرطة لم توفر لهن مالا ولم تنقلهن لتلقي خدمات طبية أو الاتصال بالنيابة العامة. قالت عدة نساء وفتيات إنهن لم يستطعن الذهاب إلى النيابة لأنه لم يكن لديهن مال، ولا يستطعن رفع دعوى دون وثائق الهوية التي يستحوذ عليها المعتدون.

توصياتنا:

يجب أن يحدد مشروع قانون محاربة العنف ضد النساء واجبات الشرطة في حالات العنف الأسري، بما يشمل منحها سلطات كافية لدخول الأماكن وتنفيذ اعتقالات، وإجراء تقييمات للمخاطر الموجودة، ومقابلة الأطراف والشهود، وتسجيل الشكاوى، وإعلام المشتكيات بحقوقهن، وإعداد تقارير رسمية، ومساعدتهن على الحصول على علاج طبي، وتوفير أشكال الحماية الأخرى لهن.

أن يوجه مشروع القانون الوزارات المعنية إلى تبني سياسات "مؤيدة للاعتقال ومؤيدة للمحاكمة" في حالات العنف الأسري عندما يوجد سبب يدفع إلى الاعتقاد في حصول جريمة.

أن يفرض مشروع القانون على الشرطة والنيابة (أو قضاة التحقيق عند الاقتضاء) التنسيق فيما بينهم في قضايا العنف الأسري، وتسهيل الاتصال المباشر ببعضهم البعض. وعلى السلطات ألا تلزم ضحايا العنف الأسري بنقل الوثائق بين هذه المصالح.

أن يؤكد مشروع القانون بوضوح على أن مسؤولية مقاضاة العنف الأسري تقع على عاتق النيابة، وليس الضحايا، وأن يحدد المعايير الدنيا فيما يتعلق بالمعلومات التي يتعين على النيابة إبلاغها للضحايا.

مسؤوليات نظام العدالة

نظام العدالة أيضا يلعب دورا محوريا في مواجهة العنف الأسري. حاولت الدول تبني مجموعة من الإجراءات لتحسين تعامل المحاكم مع هذا النوع من القضايا، بما يشمل اتخاذ إجراءات سريعة وعادلة، وتدوين أدلة مفصلة في إطار قواعد إجرائية محددة (مثل استخدام الكاميرات)، وتدريب القضاة وأعاون النيابة، وإنشاء محاكم متخصصة.

تناول دليل الأمم المتحدة هذه المسائل، وأوصى بأن ينص القانون على حق الضحايا في الحصول على مساعدة قانونية مجانية وترجمة فورية ومساعدة من قبل المحكمة. [36] ودعا إلى سن تشريعات تنص على ضرورة اتخاذ إجراءات قانونية آنية ومستعجلة، وإنشاء محاكم متخصصة أو إجراءات قضائية خاصة للنظر في قضايا العنف الأسري. [37]

كما تعرض دليل الأمم المتحدة إلى الأدلة الطبية والشرعية في المحاكمات المتعلقة بالعنف الأسري. ينص الدليل على "عدم اشتراط وجود أدلة طبية وأدلة طبية شرعية لإدانة الجاني و تسمح التشريعات بمحاكمة الجاني وإدانتته بالاعتماد حصرا على شهادة الشاكية/الناجية من العنف". [38] وفي نفس الإطار، لا يُشترط وجود أدلة طبية وشرعية حتى تشرع السلطات في الاعتقال والمحاكمة.

أوصى مكتب الأمم المتحدة المعني بالمخدرات والجريمة الدول بإعداد توجيهات حول الأدلة التي يمكن أن تكون مقبولة في المحاكم في قضايا العنف الأسري. يُمكن أن تشمل الأدلة الطبية وأدلة الطب الشرعي وشهادات الضحايا والصور الفوتوغرافية وشهادات الخبراء والأدلة الجسدية مثل الشياب الممزقة والأغراض التي لحقتها أضرار وتسجيلات الهواتف الخليوية وتسجيلات الاتصال بالطوارئ وغيرها من الاتصالات. [39]



في المغرب، قال محامون يعملون في قضايا عنف أسري ل هيومن رايتس ووتش إن المحاكمات والإدانات التي تتم بموجب القانون الجنائي في قضايا العنف الأسري (مثل الاعتداء) نادرة للغاية. [40] قال محامون اشتغلوا على قضايا مماثلة إن القضاة لم يُظهروا تناسقا في الأدلة التي يعتبرونها كافية للإدانة. مثلا قالت محامية ل هيومن رايتس ووتش إنها شاهدت قضاة يطلبون من ضحايا العنف الأسري جلب شهود عيان حتى بعد تقديم تقرير طبي والاستماع إلى شهاداتهم. [41] ولأن مثل هذه الاعتداءات تحصل في المنازل وراء أبواب مغلقة، فإنه في الغالب لا يوجد شهود سوى الأطفال، الذين لا يحق لهم الشهادة. قال محام من الرباط إنه شاهد متهمين يُرؤون من تهم عنف أسري لأن المحكمة اعتبرت شهادة الضحية غير كافية. [42] يجب أن يكون المعيار هو اعتماد شهادة الضحية كدليل كاف للإدانة، والسماح للمحاكم بإدانة المتهمين اعتمادا على شهادات موثوقة للضحايا، بما يتماشى مع معايير سلامة الإجراءات التي ينص عليها القانون الدولي لحقوق الإنسان، والمستوى الأدنى للأدلة الذي ينص عليه القانون المغربي لإصدار الإدانة.

سُيعدل مشروع قانون محاربة العنف ضد النساء مجموعة القوانين الجنائية لتحديد نوع الأدلة التي يُمكن أن تعتمد المحاكم في قضايا العنف الأسري. تشمل هذه الأدلة تقارير الطب النفسي والأدلة الطبية وشهادات الخبراء والصور الفوتوغرافية والتسجيلات السمعية البصرية وشهادات الضحايا في سجلات المستشفيات. [43] هذه خطوة إلى الأمام، ولكن يجب أن يؤكد مشروع القانون على أن شهادة الضحية في المحكمة يُمكن أن تكون دليلا كافيا للإدانة.

بالنسبة للعقوبات الممكنة في جرائم الاعتداء، ينص القانون الجنائي المغربي الحالي على أن تعتمد الأحكام على نسب العجز التي تخلفها الإصابات الجسدية. أما في الحالات التي لا يُخلف فيها الاعتداء أي جروح تُقعد الضحية لمدة 20 يوما، يُمكن معاقبة المعتدي بالسجن لفترة تمتد من شهر لسنة وغرامة مالية تتراوح بين 200 و500 درهم (بين 18.5 و46 يورو تقريبا). [44] أما في الحالات التي يتجاوز فيها العجز 20 يوما، فإن العقوبة تصبح السجن لفترة تمتد من سنة إلى 3 سنوات وغرامة مالية تتراوح بين 200 و1000 درهم (بين 18.5 و92 يورو تقريبا). [45] تصير العقوبات أشد في حال فقدت الضحية أحد أطرافها أو أصيبت بعجز وظيفي أو بالعمى أو صارت معاقة بشكل دائم. [46]

لا تنص مشاريع القوانين المتعلقة بالعنف الأسري على تغيير هذا التركيز على العجز الجسدي لإصدار العقوبات. سيتضمن مشروع القانون الجنائي تغييرا طفيفا في قواعد إصدار الأحكام المتعلقة بالقصور الجسدي، بالترفع في مدته من 20 إلى 21 يوما، مع تقليص أحكام السجن التي يُمكن فرضها. ينص مشروع القانون على أن يُعاقب بالحبس من شهر واحد إلى 6 أشهر وبغرامة مالية من 2000 إلى 5000 درهم (بين 185 و460 يورو تقريبا) من ارتكب اعتداء نتج عنه عجز للضحية لمدة 21 يوما. [47] أما إذا تجاوز العجز هذه المدة، ترتفع العقوبة إلى السجن لمدة تتراوح بين سنة وستين و/أو غرامة مالية بين 2000 و20 ألف درهم (بين 185 و1850 يورو تقريبا). [48]

تركيز القانون على العجز الجسدي كمعيار لإصدار الأحكام فيه إشكاليات متعددة. لا يتضمن القانون أي إشارة إلى السبل المعتمدة في تحديد فترة العجز، والمحاكم تعتمد على نسبة العجز الجسدي عند إصدار الحكم. غياب التوجيه حول هذه المسألة يجعل الأطباء يحضون بسلطة تقديرية واسعة للتأثير على الأحكام الصادرة في قضايا جنائية. هذه المقاربة تتجاهل الحقيقة المتمثلة في أن العنف الأسري عادة يُخلف إصابات جسدية صغيرة متراكمة، قد لا تمتد 20 يوما، أو أضرار غير جسدية أخرى لا يُمكن رؤيتها. [49] **اشتكى "المجلس الوطني لحقوق الإنسان" في المغرب من عدم وجود إطار وطني يُعتمد في تحديد مدة العجز، وعدم وجود تعريف للعجز الدائم في القانون الجنائي. [50]**

إضافة إلى هذه المشاكل، يمتد تأثير معيار العجز الجسدي إلى ما بعد إصدار العقوبة. قال عديد المحامين والنشطاء ل هيومن رايتس ووتش إنه يؤثر أيضا على ممارسات الاعتقال. أوضحت محامية مثلا أن القضاة ربما يصدرن مذكرة اعتقال عندما تحصل الضحية على شهادة طبية تثبت عجزها لمدة 21



يوماً أو أكثر بسبب عنف أسري، وقد تفعل النيابة الشيء نفسه إذا اعتقدت أن الضحية تواجه خطر التعرض لعنف شديد. [51] كما قالت المحامية إنهما شهدتا اعتقالات فقط في الحالات التي فقدت فيها موكلاتها إحدى عينيها أو أسنانها أو صارت معاقة بسبب العنف الأسري. من بين 20 ضحية قابلتهن هيومن رايتس ووتش، واحدة فقط قالت إن المعتدي عليها اعتقل. كان لديها تقرير طبي يثبت عجزها لمدة 21 يوماً بعد أن لكمها زوجها فكسر أنفها وهي حامل. [52]

توصياتنا:

يجب أن يحافظ مشروع قانون مكافحة العنف ضد النساء على الحكم المتعلق بأنواع الأدلة التي يمكن اعتمادها في المحاكم، مع التأكيد على أن شهادة الضحية يمكن أن تكون كافية للإدانة. يجب أن يتضمن مشروع قانون المسطرة الجنائية حكماً موازياً يتعلق بجرائم الاعتداء، بما يشمل العنف الأسري. رغم أن خطورة الإصابات، كما يحددها الأطباء، هي أحد العوامل التي يمكن أن تُعتمد في تحديد عقوبة المدانين، إلا أنه يجب إعادة التأكيد في مشروع قانون محاربة العنف ضد النساء أو مشروع القانون الجنائي على العجز الجسدي كعامل نهائي. أما العوامل الأخرى فيجب أن تعكس توجيهات مكتب الأمم المتحدة المعني بالمخدرات والجريمة المتعلقة بالعقوبات، بما يشمل تاريخ الاعتداء وخطر تكراره والحاجة إلى إعادة تأهيل وعوامل التشديد. يجب أن يدعو مشروع قانون محاربة العنف ضد النساء لتبني بروتوكولات رسمية لإجراء فحوص الطب الشرعي في قضايا العنف الأسري. كما يجب أن يؤكد بوضوح أن للشرطة سلطة الاعتقال بغض النظر عما إذا كان للمشتكي شهادة طبية تثبت عجزه.

أوامر الحماية

في عديد البلدان، يستطيع ضحايا العنف الأسري الاتصال بالطوارئ أو التمتع بأوامر الحماية على المدى الطويل. هيئة الأمم المتحدة للمرأة عرفت أوامر الحماية على أنها من "بين سبل الانتصاف القانونية الأكثر فاعلية المتاحة للشاكيات/الضحايا الناجيات من العنف ضد المرأة". [53]

تُعرف هذه الأوامر بأسماء مختلفة (مثلاً الأوامر الزجرية أو أوامر الحماية)، ويمكن أن تصدرها سلطات مختلفة. في بعض البلدان توجد "أوامر حماية مدنية"، وتكون منفصلة بشكل كامل عن نظام العدالة الجنائية، بينما توجد في بلدان أخرى "أوامر حماية جنائية" (أو كلاهما معاً). يوصي دليل الأمم المتحدة بأن تكون هذه الأوامر متاحة في الإجراءات المدنية والجنائية معاً، والهدف منها منع حصول مزيد من العنف وحماية الضحية. يُمكن للناجيات من العنف الأسري التمتع بهذه الأوامر دون اللجوء إلى إجراءات قانونية أخرى، مثل المحاكمات الجنائية أو الطلاق. يُعتبر أي انتهاك لأوامر الحماية عملاً جنائياً.

تستخدم أوامر الطوارئ قصيرة المدى للتعامل مع الوضعيات التي فيها خطر محقق، وعادة ما يتم ذلك بإبعاد الضحية عن المعتدي. وبدل تكليف الضحية بالبحث عن ملجأ آمن، يتم إبعاد الشخص (المشتبه فيه بتنفيذ الاعتداء) لفترة محددة كإجراء مناسب. تحدد القوانين السلطات المختصة التي تصدر هذه الأوامر. ولأن أوامر الطوارئ مؤقتة، فإنها يمكن أن تشمل طرفاً واحداً بالاعتماد على شهادة الضحية. تنتهي هذه الأوامر عادة بعد عدة أسابيع.

أوامر الحماية طويلة المدى تصدر عادة عن المحاكم بعد إعلام الشخص المعني وتمكينه من جلسة كاملة مع الاطلاع على الأدلة. في عديد البلدان، ينتهي مفعول هذه الأوامر بعد عدة أشهر، ولكن الأمم المتحدة أوصت بأن تبقى سارية المفعول لمدة سنة. [54]



أوامر الطوارئ وكذلك أوامر الحماية طويلة المدى تحدد قيوداً يُمكن فرضها على المتهم/الجاني. مثلاً، يُمكن منع المتهم/الجاني من: تحديد الضحية بمزيد من العنف، والاتصال بالضحية أو الاقتراب منها ومن الأطفال في كفالتها، ودخول منزل الأسرة، وحباسة أو شراء سلاح ناري. [55] في عديد البلدان، تستطيع السلطات أمر المتهم/الجاني بتسديد المال لإعالة الأطفال ودفع الإيجار والحصول على علاج طبي للإصابات الناتجة عن العنف الأسري. أمثلة عن الشروط التي يُمكن فرضها بموجب أوامر الحماية متوفرة على موقع هيئة الأمم المتحدة للمرأة. [56]

في المغرب ينص قانون المسطرة الجنائية على تدابير حماية عامة للضحايا، ولكن لا توجد أوامر حماية خاصة بالعنف الأسري. [57] قال محامون قابلتهم هيومن رايتس ووتش إنهم لم يشهدوا أبداً إصدار إجراء حماية في قضية عنف أسري من قبل المحاكم. تحدثت محامية عن حالة عنف أسري وحيدة أمر فيها قاضي الأسرة بإبعاد رجل عن منزل العائلة لمدة 20 يوماً. [58] لم تحظ أي امرأة أو فتاة ممن قابلتهم هيومن رايتس ووتش بإجراءات حماية صادرة عن محكمة.

يقترح مشروع قانون محاربة العنف ضد النساء أن يتم تضمين "تدابير حماية" خاصة بالنساء ضحايا العنف الأسري في قانون المسطرة الجنائية. [59] يُمكن أن تشمل هذه التدابير إخراج المتهم من بيت الزوجية ومنعه من الاتصال بالضحية أو الأطفال، ونقل الضحية إلى ملجأ أو مستشفى أو تقديم الرعاية النفسية لها، وتجريد المعتدي من السلاح، ومنعه من التصرف في أموال العائلة المشتركة. وعندما يخرق أحد هذه التدابير، يواجه المتهم عقوبات مالية أو سجنية. لا ينص مشروع القانون على أي تعديلات لقانون المسطرة الجنائية، التي يُمكن أن تؤكد بوضوح على أوامر الحماية كحلٍ مدني، فضلاً عن إمكانية اللجوء إلى أوامر الحماية الجنائية.

قد تكون الأحكام المتعلقة بتدابير الحماية الواردة في مشروع القانون خطوة نحو تأسيس نظام خاص بأوامر الحماية، ولكن توجد حاجة إلى مزيد من التوضيح. يُنصح بأن ينص مشروع القانون على أوامر حماية "مدنية"، تكون متاحة وغير مرتبطة بأي إجراءات جنائية، بدل تضمينها فقط في قانون المسطرة الجنائية. يجب أن يفرّق مشروع القانون بين أوامر الحماية الطارئة (قصيرة المدى) وأوامر الحماية طويلة المدى، مع تحديد فترات زمنية لكل منهما. ويجب أيضاً أن يشرح أنه يُمكن إصدار الأوامر الطارئة دون أدلة أخرى غير شهادة الضحية، بينما تحتاج الأوامر طويلة المدى إلى جلسة استماع كاملة مع إطلاع المتهم على الأدلة. كما يجب تحديد السلطات التي يمكن لها إصدار الأوامر.

توصياتنا

يجب أن يحافظ مشروع قانون محاربة العنف ضد النساء على الحكم الخاص بتدابير الحماية مع إضافة معلومات توضيحية. أن يتضمن المشروع أوامر حماية طارئة وأخرى طويلة المدى، مع توضيح القيود أو الشروط التي يُمكن أن تفرضها، والإجراءات الخاصة بكل نوع منهما. تماشياً مع دليل الأمم المتحدة، يجب أن يسمح المشروع بأوامر حماية مدنية وجنائية. خدمات أخرى ومساعدة الناجيات

الدول ملزمة في مجال حقوق الإنسان بضمان حصول الناجيات من العنف الأسري على ملجأ وخدمات صحية وخط هاتفي ساخن وغير ذلك من أشكال الدعم. [60] أوصت الأمم المتحدة بأن يكون الدعم والخدمات محددة بالقانون وتشرف عليها هيئات حكومية، وليس فقط المنظمات غير الحكومية. كما أوصت بأن تلتزم القوانين الدولية بتمويل هذه الإجراءات.



أوصى دليل الأمم المتحدة بتوفير حد أدنى من بعض الخدمات للناجيات من العنف الأسري (مثلا مأوى أو ملجأ لكل 10 آلاف ساكن). [61] وأوصى أيضا بمحصول الناجيات على مساعدة مالية، من خلال صناديق ائتمانية أو برامج مساعدات اجتماعية. [62] وأخيرا أكدت الأمم المتحدة على أهمية التنسيق بين الهيئات المعنية بالعنف الأسري، على أن يكون إطار التنسيق محددا بالقانون. أصدرت "منظمة الصحة العالمية" أيضا توجيهات حول إنشاء نظام للتعامل مع العنف ضد المرأة، بما يشمل العنف الأسري. [63]

قال ممثلون عن منظمات غير حكومية تقدم خدمات للناجيات من العنف الأسري في المغرب إن هذه المنظمات هي التي تقدم الخدمات، وليس الحكومة. الملاجئ، على سبيل المثال، تشرف عليها هذه المنظمات، والقليل منها فقط حصل على تمويل من الحكومة. تعلم هيومن رايتس ووتش أنه يوجد أقل من 10 ملاجئ في البلاد تستقبل الناجيات من العنف الأسري. كل الملاجئ التي زارتها هيومن رايتس ووتش لا تتجاوز طاقة استيعابها 60 امرأة وطفلا. لا توجد قواعد حكومية تتعلق بالمعايير الدنيا التي يجب أن تتوفر في المنظمات التي تسيّر الملاجئ.

قال ممثلون عن ملاجئ ومنظمات حقوقية نسائية ل هيومن رايتس ووتش إن الكثير من ضحايا العنف الأسري اللاتي التحن إليها عُدن بعد ذلك إلى شركائهن الذين اعتدوا عليهن بسبب عدم القدرة على دعمهن أو إيوائهن. قالت إحدى الناجيات من العنف الأسري - كانت تعيش في ملجأ - ل هيومن رايتس ووتش إنهما لا تعرف أي مكان آخر تلجأ إليه وليس لها موارد مالية، ولذلك وجدت نفسها مضطرة للعودة إلى زوجها الذي اعتدى عليها بعد أن قضت فترة شهرين القصوى في الملجأ. [64]

رغم أن المغرب فيه بعض برامج المساعدة الاجتماعية (مثلا المساعدة المالية للمطلقات المعوزات)، إلا أنه لا توجد أي برامج خاصة بضحايا العنف الأسري. قال محام ل هيومن رايتس ووتش إن المساعدات المالية التي تأمر بها المحاكم تنتهي بعد 3 أشهر، والدعم طويل المدى الموجه للأطفال هو في الغالب ضئيل جدا. [65]

فيما يتعلق بالخدمات الصحية، تحدثت ناجيات من العنف الأسري ونشطاء في مجال حقوق المرأة عن ممارسات غير متناسبة. قال ممثلون عن منظمات حقوقية نسائية إن بعض الأطباء يسألون الضحايا عن العنف الأسري، ولكن الكثير منهم لا يفعل، والقليل فقط يجلبون ملفات إلى مصالح أخرى. قالت إحدى الناجيات ل هيومن رايتس ووتش إنهما ذهبت إلى نفس المستشفى بشكل متكرر لمدة 7 سنوات كانت تتعرض فيها للضرب من قبل زوجها وتعاني من الاكتئاب. ولكن الأطباء لم يرسلوها أبدا إلى ملجأ في الجهة المقابلة من الشارع، أو يعلموها بإمكانية رفع دعوى جنائية. [66] ولكن تحدثت ناجيات أخريات عن تجارب إيجابية، حيث قالت إحداهن إن موظفي المستشفى عاملوها بشكل جيد بعد أن تسبب زوجها بجرح في ذراعها، ونصحها الطبيب بالذهاب إلى الشرطة. [67]

قالت رئيسة إحدى المنظمات النسائية إن بعض المستشفيات فيها طبيب شرعي واحد، والوقت المخصص لفحوص الطب الشرعي محدود جدا. تضطر الناجيات من العنف الأسري أحيانا إلى الانتظار لمدة أيام لإجراء هذه الفحوص، خاصة إذا أصبن بجرح عند نهاية الأسبوع. [68] قالت إحدى الناجيات إنهما أرادت الحصول على شهادة طبيب ذات يوم سبت بعد أن ضربها زوجها، ولكن الطبيب الشرعي لم يكن متواجدا حتى يوم الاثنين. [69]

اتخذ المغرب خطوات لتعزيز وتنسيق جهود الهيئات الحكومية المعنية بالعنف ضد النساء والأطفال في قطاعات متعددة. في 2006 و 2007، شرعت



وزارة العدل ووزارة الصحة والمديرية العامة للأمن الوطني والدرك الملكي المغربي في إنشاء خلايا ووحدات لمساعدة النساء والأطفال ضحايا العنف في المحاكم والمستشفيات ومراكز الشرطة. وفي 2010، أنشأت الحكومة أيضا لجان محلية وجهوية لتنسيق جهود مكافحة العنف ضد المرأة. [70]

لكن نشطاء في مجال حقوق المرأة ومحامون قالوا ل هيومن رايتس ووتش إن بعض الوحدات والخلايا الموعودة لم تر النور أبدا، وتلك التي أنشئت تعاني من البيروقراطية وهي غير فعالة. أكد تقرير أعدته منظمة غير حكومية أن مهمتها انحصرت في إعداد الوثائق وليس تقديم المعلومات والخدمات وحماية ضحايا العنف الأسري. [71] انتقد مسؤول حكومي بعض هذه الوحدات علنا، فقد قال نائب المدعي العام في المحكمة الابتدائية في أزلال إن الخلايا القضائية الخاصة بالنساء والأطفال تفتقر إلى الوضوح فيما يتعلق بوظيفتها، وتواجه مشاكل بسبب قلة المواد البشرية والتنسيق السيئ. [72]

في 2012، قالت وزارة الصحة إنها أنشأت 76 وحدة في المستشفيات خاصة بالنساء والأطفال ضحايا العنف الأسري، ولكن 23 وحدة فقط منها كانت تعمل في ذلك الوقت. [73] بحسب اليونيسف، لم يرسل الأطباء بشكل متواصل النساء إلى هذه الوحدات. [74] حددت استراتيجية وزارة الصحة للفترة 2012-2016 نقاط عمل تهدف إلى تحسين الخدمات الصحية الموجهة للنساء والأطفال ضحايا العنف الأسري، بما يشمل دعم وتوسيع وحدات المساعدة، بناء قدرات العاملين في مجال العنف القائم على أساس الجنس، وتطوير التنسيق بين الوحدات، ونشر معلومات حول الوحدات على نطاق أوسع، والتقييم المستمر، وتطوير نظم إعلامية خاصة. [75]

يحتوي مشروع قانون محاربة العنف ضد النساء على أحكام تتعلق بوحدات مختصة في هيئات تعمل في مجالات العدل والصحة والشباب والمرأة والأطفال وفي المديرية العامة للأمن الوطني والدرك الملكي. كما يدعو إلى إنشاء لجان محلية وجهوية ووطنية للتنسيق في مسائل المرأة والطفل. مشروع تعديل قانون المسطرة الجنائية ينص أيضا على إنشاء وحدات خاصة بالمرأة والطفل تعنى بمساعدة ضحايا العنف. [76] هذه الأحكام إيجابية، ولكن يجب أن تتضمن مشاريع القوانين تدابير تتعلق بتدريب الموظفين ومراقبة الوحدات ومحاسبة السلطات عندما تفشل في القيام بواجباتها.

توصياتنا

يجب أن يُعَرَّف مشروع قانون محاربة العنف ضد النساء بشكل أوضح دور الحكومة في تقديم الدعم والخدمات للناجيات من العنف الأسري، بما يشمل الملجأ والخدمات الصحية والرعاية النفسية والمساعدة القانونية والخطوط الساخنة. أن يُنشئ مشروع القانون صندوق ائتماني أو أي مساعدات مالية أخرى للناجيات من العنف الأسري. أن يحافظ مشروع القانون على الأحكام المتعلقة بالتنسيق والوحدات المتخصصة في الهيئات الحكومية التي تتعامل مع العنف ضد النساء والأطفال. كما يجب أن يضيف أحكاما حول تدريب الموظفين ومراقبة فعالية هذه الوحدات ومحاسبتها. المشاركة في مسار الإصلاح

لطالما قدمت المنظمات غير الحكومية خدمات لمساعدة الناجيات من العنف الأسري في المغرب. منظمات المجتمع المدني هذه – والناجيات من العنف – قادرة جيدا على المساعدة في تحديد الإصلاحات القانونية المتعلقة بالعنف الأسري. تُلزم اتفاقية الأمم المتحدة للقضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة الدول بأن تضمن للمرأة، على قدر المساواة مع الرجل، الحق في المشاركة في رسم السياسات الحكومية وتنفيذها. [77]



ممثلون عن منظمات المجتمع المدني، منهم جمعيات معروفة في مجال حقوق المرأة، قالوا ل هيومن رايتس ووتش إنهم لم يشاركوا في صياغة مشروع قانون محاربة العنف ضد النساء لسنة 2013. ولأن هيومن رايتس ووتش لم تتمكن من الاجتماع بوزارة العدل أو وزارة المرأة، لم نتأكد مما إذا سعت الحكومة إلى ضمان مساهمة المجتمع المدني. قال العديد من ممثلي المنظمات غير الحكومية الذين قابلناهم إنهم اشتغلوا على مشروع قانون أعدته منظمات مجتمع مدني حول العنف ضد النساء نُشر في 2010، ولكن المشروع الرسمي للحكومة يختلف عنه كثيرا. [78] منظمات حقوق المرأة، بما فيها "ربيع الكرامة" (تحالف لمنظمات تعنى بحقوق المرأة) انتقدت أيضا مشروع سنة 2013، وأصدرت مذكرة ضمنت فيها مشاغلها. [79]

ندعوكم إلى التعامل بجدية مع وجهات نظر وتجارب الناجيات من العنف الأسري وممثلي المنظمات في المداولات القادمة حول إصلاحات قانون العنف ضد النساء.

نشكركم على الوقت والاهتمام الممنوحين لهذه الرسالة. نود كثيرا أن تتسنى لنا فرصة مناقشة هذا الموضوع معكم، ونرجو أن تجدوا تعليقاتنا مفيدة في مداولاتكم، وأن نعمل معا لتعزيز سلامة المرأة وحقوقها.

مع التقدير،

ليسيل غارنثولتز

مديرة قسم حقوق المرأة

هيومن رايتس ووتش

المشروع معروض على مجلس النواب

لشكر يدعو إلى جبهة حزبية للارتقاء بقانون هيئة المناصفة

إسماعيل حموي

عن الفريق الاشتراكي، لم تلتفت إلى تلك التوضيحات التي قدمتها مستشارة الوزيرة، ومضت إلى القول «من الواضح جدا أن الاضطراب الحكومي بات يؤثر سلبا على التنزيل الديمقراطي للدستور»، في الوقت الذي كان مفترضا فيه التضامن الحكومي. ووصفت أبو زيد المشروع الحكومي بـ«الحافظ»، كونه إنتقى من مبادئ باريس التي تحدد مواصفات وشروط المؤسسات الوطنية المستقلة ما يُسعف في تشكيل هيئة لها اختصاصات الحماية دون الاختصاصات شبه القضائية.

وأعاد محمد الصبار، الأمين العام لمجلس حقوق الإنسان، التذكير بمواقف المجلس التي ضمنها في رأيه الاستشاري من مشروع القانون، وهي المواقف التي تلح على ضرورة الارتقاء بهيئة المناصفة من هيئة استشارية إلى مصاف الهيئات الوطنية المستقلة، وتحويل الملك صلاحية تعيين رئيسها وأمينها العام، بدل رئيس الحكومة.

خلافات صاحبت إعداد النص القانوني داخل الحكومة، بين وزارة الحقاوي والأمانة العامة للحكومة، كانت وراء حذف عدد من المواد، ومنها تلك التي تضمنت تعاريف دقيقة لمفاهيم المناصفة والتمييز. بابا أحمد أكدت أن الأمانة العامة للحكومة برزت اعتراضها على وضع تعاريف داخل مشروع القانون بضرورة التمييز بين وضع إطار قانوني معياري وإحداث هيئة، وأضافت «يمكن لهيئة المناصفة بعد إحداثها أن ترفع من أجل وضع إطار قانوني يحدد مدلول تلك المصطلحات».

وكان مشروع القانون كما أعد داخل وزارة التضامن والأسرة والتنمية الاجتماعية يتكون من 46 مادة، لكن تدقيقات الأمانة العامة الحكومة خفضت من عدد المواد إلى 20 مادة فقط. وهو ما أدى إلى حذف كل ما يجعل من الهيئة مؤسسة حقوقية وطنية تتولى حماية حقوق النساء ولها اختصاصات شبه قضائية.

لكن حسناء أبو زيد، البرلمانية

لازال مشروع القانون المتعلق بهيئة المناصفة المعروض حاليا على مجلس النواب للمناقشة والتصديق بشتر الكثير من الاعتراضات. بالأمس، ومن داخل المجلس نفسه، أعلن إدريس لشكر، الكاتب الأول للاتحاد الاشتراكي، عن قرار حزبه توجيه الدعوة إلى الأبناء العاملين للأحزاب السياسية من أجل تشكيل جبهة لإدخال تعديلات جوهرية على مشروع القانون بما يرقى بالهيئة إلى مؤسسة وطنية مستقلة تعنى بحقوق الإنسان، وأضاف «نحن في لحظة مفصلية، لأن النساء لسن فقط نصف المجتمع، بل هن المجتمع كله».

حسنا أبو زيد، عضو المكتب السياسي والبرلمانية عن الحزب، قالت خلال الندوة إن «الحقوق تمش باسم ضمان الحقوق، ويهدد السلم الاجتماعي بمررات الحفاظ عليه»، واعتبرت، خلال الندوة التي نظمتها الفريق الاشتراكي، أول أمس بمجلس النواب، أن التصور الذي قدمته الحكومة من خلال مشروع القانون يدرج هيئة المناصفة ومكافحة التمييز ضمن مؤسسات الديمقراطية التشاركية، مؤسسة لحماية حقوق النساء ومناهضة التمييز على أساس الجنس، فيما ترفض أكثر من جهة هذا التصور، ومنها موقف الاتحاد الاشتراكي الذي عبرت عنه أبو زيد، والذي يسعى إلى قانون يرفع الهيئة إلى درجة مؤسسة وطنية مستقلة تلتزم بها صلاحيات الحماية والنهوض بحقوق الإنسان، ومكافحة كل أشكال التمييز ضد المرأة على أساس الجنس.

لكن فاطمة بابا أحمد، مستشارة وزير التضامن والأسرة والتنمية الاجتماعية، أجابت عن الانتقادات التي وجهت إلى مشروع القانون بالقول إن الحكومة مستعدة للأخذ بأي تعديلات أو مقترحات إيجابية وتماشى مع روح النص القانوني. وتطرقت بابا أحمد إلى



إدريس لشكر



افتتاح عيادة قانونية بمقر كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بعين السبع

■ و.م.ع

الكامل لمبادئ حقوق الإنسان سواء من حيث أساليب وسائل العمل وكذا أداء الواجب المهني. وخلص إلى أن التجربة التي تمت مراعاتها طيلة هذه الفترة أهلت الكلية إلى المشاركة بوفد رفيع المستوى من الطلبة والأساتذة في المنتدى العالمي لحقوق الإنسان، مع المشاركة في العديد من الدورات التكوينية، معربا عن أمله في أن تتحول هذه العيادة القانونية مستقبلا إلى إجازة مهنية من أجل منح دبلومات في هذه المقاربة الكفيلة بتكريس ثقافة الدفاع والحماية والنهوض بحقوق الإنسان المرتبطة أساسا بالمقاولة.

أن أول عيادة في العالم العربي أحدثت بالقدس المحتلة، وأن المغرب يخلقه لهذه العيادة يبقى رائدا في هذا المجال على مستوى شمال إفريقيا. وأضاف أنه ابتداء من اليوم فإن أبواب العيادة ستفتح على محيطها الخارجي لتقديم أية استشارة قانونية، وخاصة في وجه الوحدات الصناعية بحكم تخصصات الكلية ذات الصلة بمجالات الحقوق والاقتصاد والتدبير وكذا لتواجدهما بالقرب من أحياء صناعية كبرى، وذلك إسهاما منها في خلق جو ملائم للعمل يجمع بين المستخدمين وأرباب العمل في علاقة تتسم بالاحترام

حوالي سنتين عبر سلسلة من الأنشطة ارتكزت في مجملها على التكوين والتحصين والتربية على الديمقراطية والمواطنة أساسا، في الوقت الذي لازالت فيه الأشغال متواصلة من أجل ترسيخ هذه الثقافة الحقوقية في صفوف الطلبة والأساتذة من خلال دورات تكوينية وتاطيرية تتعلق أساسا بمقاربة حقوق الإنسان في التعليم العالي، كما أوضح كمال الهشومي أن فكرة العيادة القانونية لحقوق الإنسان هي أمريكية الاصل انتشرت بشكل كبير على مستوى أمريكا اللاتينية قبل أن تمتد نحو باقي دول العالم، مشيرا في هذا الصدد إلى

البيات العمل"، وذلك بحضور مكثف لعدد من الخبراء والباحثين الأكاديميين والطلبة. وبالمناسبة، أكد كمال الهشومي استاذ القانون العام بالكلية في تصريح لوكالة المغرب العربي للأنباء أن هذه العيادة، الأولى من نوعها بجهة الدار البيضاء، سطات، تعد ثمرة تعاون وثيق بين اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان الدار البيضاء سطات وكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بعين السبع والشبكة العالمية للقانون من أجل المنفعة العامة، مضيفا أنه كان قد بدأ التحضير لإخراج هذه العيادة إلى حيز الوجود منذ

افتتحت، الخميس، عيادة قانونية بمقر كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بعين السبع التابعة لجامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء، وذلك إسهاما في تعزيز وترسيخ ثقافة حقوق الإنسان بالوسط الجامعي. وقد أعطيت الانطلاقة الرسمية لتجسيد هذا المشروع الحقوقي على هامش لقاء تواصلتي نظمتها اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالدار البيضاء - سطات بشراكة مع الكلية المذكورة تحت شعار "العيادات القانونية: المفهوم



جهة الداخلة - أوسرد تقدم كبير في مجال حقوق الأشخاص ذوي الإحتياجات الخاصة



3/627

أكد محمد الأمين السملالي، رئيس اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالداخلة - أوسرد أن هذه الجهة حققت تقدما كبيرا في مجال حقوق الأشخاص ذوي الإحتياجات الخاصة.

واستعرض السملالي في تصريح للصحافة على هامش ندوة نظمها المجلس الوطني لحقوق الإنسان في إطار الدورة 22 للمعرض الدولي للنشر والكتاب بالدار البيضاء، التجربة الغنية للمجتمع المدني بالجهة والمواكبة التي تقوم بها مؤسسات الدولة في هذا الميدان. وقال إن المجلس الوطني لحقوق الإنسان يهدف من خلال هذه الندوة إلى النهوض بوضعية الأشخاص ذوي الإعاقة، مشيرا إلى أن السياسة العامة للدولة تروم تعزيز مكانة الأشخاص ذوي الإحتياجات الخاصة في المجتمع.

من جهتها، استعرضت عدد من الجمعيات المنتمة إلى جهة الداخلة أوسرد تجربتها في مجال النهوض بحقوق هذه الفئة، حيث أكد رئيس جمعية «يدا في يد» لرياضات الأشخاص ذوي الإحتياجات الخاصة، عباسي سيدي إبراهيم، أن المجتمع المدني في هذه الجهة يسعى إلى ضمان مشاركة هذه الفئة في التنمية الإقتصادية والإجتماعية وإدماجها في برامج وسياسات الدولة. وأوضح أن هذه الجمعيات تعمل كذلك على تكوين الأشخاص في وضعية إعاقة وتحسيس الرأي العام بحقوق هذه الفئة من المجتمع، والمشاركة في بلورة استراتيجيات وطنية حول حقوق الأشخاص في وضعية إعاقة والمساهمة أيضا في أعمال الإتفاقيات الخاصة بحقوق الأشخاص في وضعية إعاقة والبروتوكول الإختياري.

وتهدف هذه الندوة إلى تعزيز قيم المساواة وحقوق الأشخاص في وضعية إعاقة من خلال الثقافة وتأهيل المنتوج الأدبي والعلمي حول هذه القضية والتعريف بمختلف أوجه وضعية الإعاقة في المغرب.



خلال يوم دراسي بمجلس النواب حول «مشروع قانون رقم 74.14»

الأخت مازي: يجب احترام الأشواط التي قطعها المغرب في مجال حقوق المرأة المغربية وعدم التراجع عنها

الأخت الضعيف: من الضروري تنزيل الفصل 19 من دستور 2011

27/8/14

المناصفة بين الجنسين، كما أكدت الأخت الضعيف على ضرورة إنشاء هيئة تقريرية وليس استشارية، حتى تكون لها سلطة القرار. ومن جهته، قال محمد الصبار، الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان أنه يتعين ضبط مفاهيم المناصفة والمساواة. وطالبت ليلى أميلي، رئيسة جمعية أيادي حرة، بضرورة وضع ديباجة توضح أهداف وتعريف الهيئة، مثل التمييز والمساواة حتى يكون للهيئة تعريف وحيد وموحد، وأكدت أميلي على ضرورة الامتداد الجهوي، باعتباره امتداد للقرب الحقيقي لإسماع صوت جميع.. في القرى والمداشر والجبال، مشددة على رفض التعيينات.



كجمعية نسائية نشارك في وضع مقترح قانون يخص هيئة المناصفة ومحاربة كافة أشكال التمييز، «لأننا معنيات بذلك» مشيرة إلى أن مشروع قانون الهيئة هو مشروع مهم جدا بالنسبة للنساء المغربيات خصوصا وأن هذه الفترة تعرف تسجيل تعديلات مهمة يجب احترامها والعمل بها في إطار تشاركي فعلي. وشددت الأخت فاطمة الضعيف، على ضرورة تنزيل الفصل 19 من دستور 2011، باعتباره ينص على



أشكال التمييز»، إن الهيئة لها صلاحيات يجب احترامها، كما أنها تتمتع بالإستقلالية حسب مبادئ باريس، مبرزة انه يجب أن يكون لها امتداد جهوي، لأن المغرب دخل مرحلة مفصلية لتنزيل الهوية الموسعة، مشددة على ضرورة إعادة النظر في تركيبة الهيئة. ومن جهتها، قالت الأخت فاطمة الضعيف، النائبة البرلمانية عن الفريق الحركي، وعضو المكتب الوطني للنساء الحركيات، إننا

البرلمان - نجاة بوعبدلاوي

أكدت الأخت فاطمة كعيمة مازي، نائبة برلمانية عن الفريق الحركي بمجلس النواب، ونائبة رئيسة شبكة البرلمانيات العربيات للمساواة «رائدات»، على ضرورة تنزيل الفصلين 19 و64 من الدستور الجديد من أجل المناصفة بين الجنسين، مشددة على أنه يجب احترام الخطوات والأشواط التي قطعها المغرب في مجال حقوق المرأة المغربية، وعدم التراجع عنها. وقالت الأخت كعيمة مازي، خلال اليوم الدراسي الذي نظمه الفريق الاشتراكي أمس، بمجلس النواب حول «مشروع قانون رقم 74.14 المتعلق بهيئة المناصفة ومحاربة كافة



افتتاح «عيادة قانونية» بكلية الحقوق عين السبع

2/5833



افتتحت اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالدار البيضاء سطات وكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بعين السبع التابعة لجامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء، نهاية الأسبوع الماضي، عيادة قانونية بمقر الكلية.

وتعد هذه العيادة القانونية الأولى من نوعها على صعيد جهة الدار البيضاء-سطات، ثمرة تعاون بين اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالدار البيضاء وكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بعين السبع والشبكة العالمية للقانون من أجل المنفعة العامة، بهدف تعزيز ثقافة حقوق الإنسان بالوسط الجامعي. وستتمحور أنشطة هذه العيادة حول موضوع «المقاولة وحقوق الإنسان» التي تفرضها خصوصية مدينة الدار البيضاء كعاصمة اقتصادية للمملكة، وخصوصية المحيط المباشر للكلية التي تقع بالقرب من العديد من الأحياء الصناعية للمدينة.

يذكر أن فكرة العيادات القانونية تقوم على نشر أساليب المنهجية التفاعلية في التعليم من خلال العمل على صقل مهارات الطالب المهنية وتعزيز مهارات التواصل مع المجتمع، كما ترمي إلى خدمة المجتمع من خلال تقديم التثقيف والوعي القانوني لفائدة عموم المواطنين وأصحاب الحقوق وتوظيف العلوم القانونية المختلفة لخدمة الفئات الهشة داخل المجتمع، ويعمل الطالب في العيادة القانونية تحت توجيه وإشراف مباشر من أساتذة مختصين أو محامين.



تقييم مضامين مشروع القانون الخاص بهيئة المناصفة ومجارية كافة أشكال التمييز

3598/2

تضم 15 خبيرا مهتما بقضايا المرأة من مختلف التخصصات، إضافة إلى تفعيل المقاربة التشاركية عبر الاشتغال مع الفاعل الحكومي ممثلا بالمدنوية الوزارية المكلفة بحقوق الإنسان. من جهتها، أبرزت مديرة الحماية والرصد في المجلس الوطني لحقوق الإنسان نعيمة بناوكريم أن المقترحات التي قدمها المجلس حول المشروع بطلب من مجلس النواب تؤكد أساسا أنه على القانون أن يجيب على عدد من التحديات وأهمها أن يكرس إحداث هذه الهيئة طبيعتها الدستورية الحقوقية وأن يستجيب للمعايير الدولية الخاصة بالمؤسسات الوطنية المتمثلة في مبادئ باريس.

وأوضحت أن هذه المبادئ تفرض أولا أن تكون هذه الهيئة مستقلة وأن يحرص القانون المؤسس لها على تحقيق الانسجام مع المؤسسات الأخرى كما هو مشار إليه في الدستور، إلى جانب تكريس استقلالية الهيئة من خلال مجموعة من المداخل، على رأسها مسطرة التعيين التي ينبغي أن تراعي التوازن بين مختلف السلطات الدستورية.

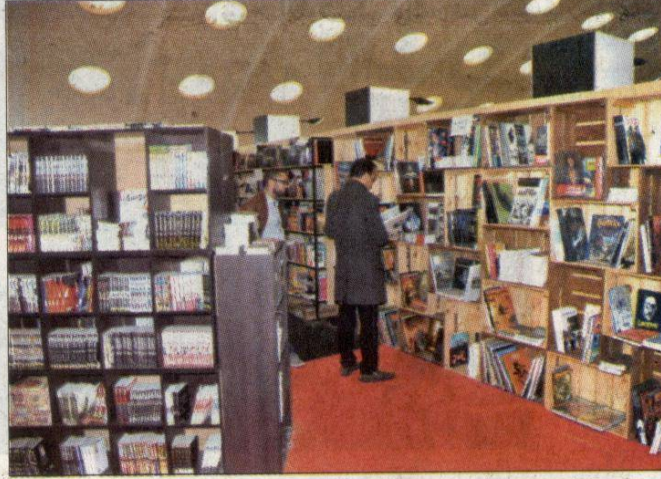
تنظيم هذا اللقاء " تفاعلا مع كل المستجدات الخاصة بالقرار الملكي بإعادة مراجعة مضامين بعض المناهج التربوية، مما سيؤثر بشكل كبير على مضمون التعديلات التي يرجى أن تقدم بشأن هذه الهيئة التي اعتبرت أنها لا تجيب بشكلها الحالي، الذي تقترحه الحكومة، على المستجد الدستوري المتعلق بإقرار المساواة وأليتها المناصفة من أجل مكافحة كافة أشكال التمييز". وبالمقابل، أكدت فاطمة الزهراء بابا احمد، مستشارة وزيرة التضامن والمرأة والأسرة والتنمية الاجتماعية، في تصريح مماثل، أن الوزارة حرصت على "تفعيل" الدستور في مختلف مضامين مشروع القانون الخاص بالهيئة، خاصة الفصلين 19 و164 في ما يتعلق بحقوق المرأة ومبادئ المناصفة والمساواة ومكافحة كل أشكال التمييز. وشددت على أن المشروع كان " ثمرة مقاربة تشاركية " تم الاشتغال فيها بالأساس مع الأحزاب السياسية وجمعيات المجتمع المدني بمختلف انتماءاتها، موضحة أنه تم التوصل بـ88 مذكرة أشرفت على الاشتغال عليها هيئة علمية

← افتتحت صباح الإثنين بالرباط، أشغال يوم دراسي حول مشروع القانون الخاص بهيئة المناصفة ومجارية كافة أشكال التمييز، ينظمه الفريق الاشتراكي بمجلس النواب، من أجل إجراء تقييم جماعي لمشروع القانون على مستوى الفاعلين المعنيين، وذلك تزامنا مع قرب تقديم التعديلات على المشروع بعد عرضه ومناقشته داخل مجلس النواب. نظم، وأوضحت النائبة البرلمانية عن حزب الاتحاد الاشتراكي للقوات الشعبية حسناء أبو زيد، في تصريح للصحافة بالمناسبة، أن " ضعف مشروع القانون المتعلق بهيئة المناصفة ومجارية كافة أشكال التمييز الذي قدمته الحكومة يتمثل في خلوه من تعريف المفاهيم المتعلقة بالمساواة والتمييز التي تعدد حجر أساس هذه الهيئة وضعف التصور الحكومي في ما يخص الاختصاصات والأدوات والصلاحيات شبه القضائية والمهمة الحمائية التي هي أساس عمل الهيئة كما عرفها الدستور كهيئة لحماية حقوق الإنسان والنهوض بها ". وأضافت أن الفريق الاشتراكي اختار أيضا



50 نشاطا من تأطير 150 متدخلا من 24 بلدا برواق المجلس الوطني

من خلال الإنتاجات الأدبية والعلمية للأشخاص في وضعية إعاقة بالمغرب والعالم وحول الإعاقة. وذكر أزريع أن مليون و530 الف مواطن مغربي يعيشون في وضعية إعاقة (حسب البحث الوطني حول الإعاقة 2004)، أي ما يعادل 5.12 في المائة تقريبا من عدد السكان، يتطلعون لتفعيل كافة الحقوق التي تكفلها لهم المقتضيات الدستورية، التي تحظر التمييز على أساس الإعاقة، والتشريعات الوطنية والمواثيق الدولية، خاصة اتفاقية حقوق الأشخاص ذوي الإعاقة وبروتوكولها الاختياري، المصادق عليهما من طرف المغرب في 2009. وأشار رئيس اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالرباط والقنيطرة إلى أنه إذا كان المغرب راكم مجموعة من المكتسبات في مجال حماية حقوق هذه الفئة والنهوض بها، إلا أن هناك تحديات كبرى تتعلق بشكل خاص بضمان ولوج فعال لهذه الحقوق، وعلى رأسها الحق في تربية دامجة والحق في الصحة والمشاركة والتشغيل والولوجيات...



الرواق سيحتضن أيضا، في إطار فقرة «مناظرات»، لقاء حول دور المؤسسات الوطنية في حماية حقوق الأشخاص في وضعية إعاقة سيشارك في أشغاله ممثلو المؤسسات الوطنية بالمغرب والأردن وفلسطين وغانا وكينيا والسينغال ونيجيريا ورواندا والمكسيك والغابون، مشيرا إلى أن المجلس اختار أن يجعل من رواقه في المعرض الدولي للكتاب فرصة لمناقشة القضايا المرتبطة بالإعاقة

للأشخاص في وضعية إعاقة، وتجارب المجتمع المدني في مجال الإعاقة وطنيا ودوليا، والإعاقة وأهداف التنمية المستدامة، والصحة والحماية الاجتماعية، ورياضات الأشخاص في وضعية إعاقة، والتعليم الدامج، والإعاقة والهجرة، والإطار القانوني للإعاقة، والحق في الشغل وقابلية التشغيل، والأطفال والنساء والإعاقة....
وأفاد عبد القادر أزريع أن

قال عبد القادر أزريع، رئيس اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالرباط والقنيطرة، إن رواق المجلس الوطني لحقوق الإنسان بالمعرض الدولي للكتاب بالدار البيضاء يحتضن أكثر من 50 نشاطا للنقاش والتبادل وتقاسم التجارب والخبرات المحلية والدولية، يؤطرها أكثر من 150 متدخلا من 24 بلدا من القارات الخمس.

وأضاف أزريع أن أنشطة الرواق ستوزع على خمس فترات يومية رئيسية «الإعاقة عبر الجهات» و«يوم وكتاب» و«مناظرات» و«التزامات وممارسات» و«فكرة تكريم» ستتناول موضوع الإعاقة من جوانب مختلفة.

وأوضح أن من أبرز هذه الجوانب الإبداع والفن، والأدب والإعاقة، والتكوين والمواكبة الاجتماعية، والإعلام والإعاقة، وتكلفة الإعاقة، والولوجيات (الحق في الوصول)، والولوجية الرقمية، والإعاقة في المؤسسات السجنية، والإعاقة والسياسات العمومية المحلية، والمشاركة السياسية

لشكر يدعو رؤساء الأحزاب والفرق البرلمانية إلى الحسم في الموضوع

114/8309

مشروع قانون هيئة المناصفة تحت نيران الفريق الاشتراكي بمجلس النواب

عزيزة الغرفاوي

انتقد فريق حزب الاتحاد الاشتراكي للقوات الشعبية بمجلس النواب مشروع قانون هيئة المناصفة ومكافحة كل أشكال التمييز، معتبرا أنه لا تتماشى وفلسفة الدستور.

وقال إدريس لشكر، رئيس الفريق، إن مشروع القانون لا يستجيب مطلقا لما جاء به دستور 2011، مضيفا أن الجميع يتحدث عن المناصفة والمساواة، لكن حين النص عليها كتابة في هذه المادة أو تلك، أو إنتاجها وإخراجها كنص قانون، تبدأ المعارضة، التي تكون عادة من قبل وجوه نسائية معنوة بانها مع من يدافعون عن حقوق المرأة وقضايا المرأة، لكن تموقعها في المشهد السياسي يعيقها في التعبير عن آرائها. وأفاد لشكر، خلال يوم دراسي نظمته الفريق الاشتراكي بمجلس النواب، أمس الاثنين، حول مشروع قانون هيئة المناصفة ومكافحة كل أشكال التمييز، أن جلسة عمل ستعقد قريبا مع الإماء العامتين للأحزاب ورؤساء الفرق البرلمانية المؤمنة بقضايا المرأة وبالحدادة والديمقراطية، وستطلب

منهم رأيا صريحا حول التعديلات التي يجب إدخالها على مشروع القانون، معتبرا أن الوقت حان للحسم في هذا المشروع، على أن يكون الحسم واضحا لدى الرأي العام. من جهتها، عبرت حسناء أبو زيد، عضو الفريق الاشتراكي، عن قلق الحزب نظرا لواقع التراجعات الذي يهدد مشروع قانون هيئة المناصفة ومكافحة كل أشكال التمييز. وانتقدت أبو زيد طريقة وزارة التضامن والمرأة والأسرة والتنمية الاجتماعية في صياغة مشروع القانون المذكور. وقالت كنا نتمنى أن تتبنى الوزارة الوصية مبدأ الشراكة الديمقراطية، شراكة تشكل هيئة تجيب عن كل ما يُنتظر من المناصفة ومكافحة كل أشكال التمييز، مشيرة إلى أن الوزارة تلقت 82 مذكرة ساهمت بها الحركات النسائية والحقوقية ومؤسسات وطنية حقوقية، دون تبرير عدم الأخذ بها في المشروع، وبالتالي، فهذه المنهجية لا ترقى للدستور في ما يتعلق باعتماد مبدأ الشراكة. وأضافت أن الحكومة لم تات بتعريف المفاهيم التي تشكل ركيزة الهيئة، وأنه لا يمكن أن تعطى للهيئة اختصاصات ضمانية دون اختصاصات شبه قضائية.

وفي مداخلة له، أوضح محمد الصبار، الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، أن المجلس قدم رأيه بخصوص مشروع قانون هيئة المناصفة، وأن التعديلات المقترحة بشأن المشروع تهدف إلى الإجابة عن بعض التحديات، نكر منها تكريس الطبيعة الدستورية للهيئة، بوصفها من هيئات حماية حقوق الإنسان والنهوض بها، والابتعاد بالهيئة عن الخطأة المؤسساتية لهيئات النهوض بالتنمية البشرية والتشاركية والمستدامة والديمقراطية التشاركية، وتكريس تلاؤم اختصاصات وتآلف الهيئة مع المبادئ المتعلقة بمركز المؤسسات الوطنية لتعزيز وحماية حقوق الإنسان المسماة مبادئ باريس، باعتبار هيئة المناصفة مؤسسة وطنية لحقوق الإنسان ذات ولاية مخصصة في مجال مكافحة التمييز المبني على أساس الجنس، فضلا عن تكريس التكامل بين عناصر المنظومة الوطنية لحماية حقوق الإنسان، خاصة ما يتعلق بمكافحة التمييز، وتقوية مقتضيات القانونية المتعلقة بضمان استقلال الهيئة خاصة عبر اقتراح مراجعة تاليفها ونمط تعيين أعضائها.

وأضاف الصبار أن المجلس خلص إلى مجموعة من التوصيات، من بينها ضرورة التنصيص على تعريف التمييز ضد المرأة، واقتراح الإبراج الحرفي لتعريف التمييز ضد المرأة، كما وقع التنصيص عليه في المادة الأولى من اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة، على اعتبار أن هذا التعريف له مدى عام، وسيمكن الهيئة من النظر في جميع حالات التمييز المباشر وغير المباشر ضد النساء، ومعالجة حالات التمييز المتعدد الذي تقع أحد أسبابه ضمن نطاق التعريف المنصوص عليه في الاتفاقية المذكورة، وأشار الصبار إلى أن المجلس اقترح بأن يدرج تعريفان إضافيان، الأول يتعلق باختبارات التمييز بوصفها كل طريقة تستعملها الهيئة قصد إثبات قيام سلوك أو وضع يحتملان التمييز، والثاني يهتم التدابير الخاصة المؤقتة بوصفها كل تدبير ذي طبيعة تشريعية أو تنظيمية أو سياسات عمومية تستهدف التعجيل بالمساواة الفعلية بين الرجل والمرأة طبقا للفصلين 19 و30 من الدستور. ودافعت وزارة التضامن والمرأة، في شخص فاطمة الزهراء بابا أحمد، مستشارة

الوزيرة الحقاوي، عن مشروع القانون، موضحة أن صيغة إعداده انبثقت من مقتضيات الدستور، وأنها اخذت بالعديد من المقترحات من خلال منكرات جمعيات نسائية وحقوقية وهيئات حزبية وأشخاص عابدين، مشيرة إلى أن الوزارة اعتمدت كل الطرق لتفعيل الفصل 12 من الدستور، وأنها ستنتظر في مقترحات الفرق البرلمانية بشأن المشروع من جهة، وتوقف ممثل المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي عند نقط القوة ونقط ضعف في مشروع القانون، فنكر المهام التي أوكلت إليها كهيئة استشارية موسعة لإبداء الرأي بطلب من الحكومة أو أحد مجلسي البرلمان بشأن مشاريع ومقترحات قوانين ومشاريع النصوص التنظيمية، وصلاحيات تقديم كل اقتراح أو توصية إلى الحكومة أو إلى أحد مجلسي البرلمان، بهدف تعزيز قيم المساواة والمناصفة وعدم التمييز وتكريسها وإشاعتها. ومن بين نقط الضعف، نكر ممثل المجلس عدم تحديد من هو المعنى بالتمييز (المرأة أم الرجل أم هما معا)، فضلا عن عدم التعريف المفاهيمي للمساواة بين الجنسين، والمناصفة وعدم التمييز.



افتتاح أول عيادة قانونية على صعيد الجهة بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بعين السبع بالدار البيضاء..

2016/02/16



لوكالة المغرب العربي للأنباء أن هذه العيادة ، الأولى من نوعها بجهة الدار البيضاء-سطات، تعد ثمرة تعاون وثيق بين اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان الدار البيضاء ANA و سطات وكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بعين السبع والشبكة العالمية للقانون من أجل المنفعة العامة (بيل نيت).

وأضاف أنه كان قد بدأ التحضير لإخراج هذه العيادة الى حيز الوجود منذ حوالي سنتين عبر سلسلة من الأنشطة ارتكزت في مجملها على التكوين والتحسيس والتربية على الديمقراطية والمواطنة أساسا ، في الوقت الذي لازالت فيه الأشغال متواصلة من أجل ترسيخ هذه الثقافة الحقوقية في صفوف الطلبة والأساتذة من خلال دورات تكوينية وتاطيرية

افتتحت اول من امس عيادة قانونية بمقر كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بعين السبع التابعة لجامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء ، وذلك إسهاما في تعزيز وترسيخ ثقافة حقوق الانسان بالوسط الجامعي.

وقد أعطيت الانطلاقة الرسمية لتجسيد هذا المشروع الحقوقي على هامش لقاء تواصلي نظمته اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالدار البيضاء - سطات بشراكة مع الكلية المذكورة تحت شعار العيادات القانونية: المفهوم وآليات العمل ، وذلك بحضور مكتب عدد من الخبراء والباحثين الأكاديميين والطلبة.

وبالمناسبة، أكد كمال الهشومي أستاذ القانون العام بالكلية في تصريح

للإحتماء، تستعد حملة

لهذه العيادة يبقى رائدا في هذا المجال على مستوى شمال إفريقيا.

وأضاف أنه ابتداء من اليوم فإن أبواب العيادة ستنتفتح على محيطها الخارجي لتقديم أية استشارة قانونية، وخاصة في وجه الوحدات الصناعية بحكم تخصصات الكلية ذات الصلة بمجالات الحقوق والاقتصاد والتدبير وكذا لتواجدها

تتعلق أساسا بمقاربة حقوق الإنسان في التعليم العالي.

وأوضح كمال الهشومي أن فكرة العيادة القانونية لحقوق الإنسان هي أمريكية الأصل انتشرت بشكل كبير على مستوى أمريكا اللاتينية قبل أن تمتد نحو باقي دول العالم ، مشيرا في هذا الصدد إلى أن أول عيادة في العالم العربي أحدثت بالقدس المحتلة، وأن المغرب يخلقه

بالقرب من أحياء صناعية كبرى، وذلك إسهاما منها في خلق جو ملائم للعمل بجمع بين المستخدمين وأرباب العمل في علاقة تتسم بالاحترام الكامل لمبادئ حقوق الإنسان سواء من حيث أساليب وسائل العمل وكذا أداء الواجب المهني

وخلص الى أن التجربة التي تمت مراكمتها طيلة هذه الفترة أهلت الكلية الى المشاركة بوفد رفيع المستوى من الطلبة والأساتذة في المنتدى العالمي لحقوق الإنسان، مع المشاركة في العديد من الدورات التكوينية، معربا عن أمله في أن تتحول هذه العيادة القانونية مستقبلا الى إجازة مهنية من أجل منح دبلومات في هذه المقاربة الكفيلة بتكريس ثقافة الدفاع والحماية والنهوض بحقوق الإنسان المرتبطة أساسا بالمقاولة.



رشيد الصباحي: "الحديث عن الإعاقة غائب في الإعلام الوطني"

5/5221



دعا رشيد
الصباحي
قيوم الإذاعيين
المغاربة، الدولة
وعبرها وزارة
الاتصال إلى
تضمين دفاتر
تحملاتها
ببرامج
تحسيس

في مكانتها الحقيقية وليس
الإخبارية فقط.

وتساءل أيضا، عن السر
وراء غياب الحديث عن
الإعاقة في المنابر العمومية،
باستثناء المناسبات المتعلقة
بالأيام الوطنية أو الدولية
للإعاقة، مشيرا في الوقت
نفسه أنه معية عدد مهم من
المهتمين طرحوا بدائل
لمعالجة قضايا الإعاقة من
خلال طرح ميثاق أخلاقي
يحترم تلك الفئة المهمة داخل
المجتمع.

وتوعية خاصة بذوي
الاحتياجات الخاصة تُقدم
لعموم المواطنين وليس لذوي
الاحتياجات الخاصة فقط.

وأضاف الصباحي خلال
ندوة. نظمها رواق المجلس
الوطني لحقوق الإنسان في
المعرض الدولي للنشر
والكتاب في دورته 22، أن
الإعلام يجب أن يسمو
بالحديث عن الإعاقة من
مقاربتة التأسيسية التنميطية
إلى مقارنة حقوقية، ووضعها



تفعيلا لما رصدته عزييمان في خلاصات الرؤية الاستراتيجية للتعليم اليزمي يرأس بل مختار لتمكين مجلسه من عضوية اللجنة التي ستعكف على إعداد المناهج التعليمية

3٤١ / ٥٢٢١

أمال المنصوري



في ظل المراجعة الشاملة للتعليم في المغرب، وفي الوقت الذي شرعت فيه وزارة التربية الوطنية في تغيير المناهج التعليمية بناء على خلاصات الرؤية الاستراتيجية للمجلس الأعلى للتربية والتعليم، وبعد إصدار الملك محمد السادس أوامره بمراجعة شاملة للتعليم الديني. اتجه إدريس اليزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، إلى توجيه طلب إلى وزير التربية الوطنية رشيد بل مختار، لتمكين المجلس من عضوية اللجنة التي ستعكف على إعداد المناهج التعليمية الجديدة.

التفاصيل : ص 3

تفعيلا لما رصدته عزييمان في خلاصات الرؤية الاستراتيجية للتعليم

اليزمي يرأس بل مختار لتمكين مجلسه من عضوية اللجنة التي ستعكف على إعداد المناهج التعليمية

■ أمال المنصوري

في ظل المراجعة الشاملة للتعليم في المغرب، وفي الوقت الذي شرعت فيه وزارة التربية الوطنية في تغيير المناهج التعليمية بناء على خلاصات الرؤية الاستراتيجية للمجلس الأعلى للتربية والتعليم، وبعد إصدار الملك محمد السادس أوامره بمراجعة شاملة للتعليم الديني.

اتجه إدريس اليزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، إلى توجيه طلب إلى وزير التربية الوطنية رشيد بل مختار، لتمكين المجلس من عضوية اللجنة التي ستعكف على إعداد المناهج التعليمية الجديدة، بهدف إضافة البعد الحقوقي في المناهج المقبلة. وكشف اليزمي عن طموح المجلس في الظفر بعضوية اللجنة.

وقال اليزمي: "إن التربية على حقوق الإنسان أحد العوامل التي ساهمت في إقامة نموذج مغربي متميز



إطار الإنصاف والجودة والارتقاء.

وأبرز مجلس عزييمان، أن هذه الاختلالات همت ضعف التمكّن من المعارف واللغات والكفايات والقِيم، وتردد في معالجة إشكالية تعلم اللغات ولغات التدريس، وعدم تكامل المناهج والبرامج فيما بين التعليم المدرسي والتعليم العالي والتكوين المهني،

من جهة، فقد سبق أن رصد المجلس الأعلى للتربية والتكوين والبحث العلمي، جملة من الاختلالات التي انعكست بشكل سلبي على المناهج والبرامج والتكوينات، وذلك خلال عرضه لمضامين النموذج البيداغوجي، والهندسة اللغوية الجديدة (2030-2015)، والذي يروم إصلاح المدرسة المغربية في

في مجال محاربة الأرباب. وأكد "لدينا كمجلس برامج تعاون مع كل أندية المواطنة في المؤسسات التعليمية، ونعتقد أن ذلك لا يكفي، حيث يجب أن تخرج هذه التجربة من منطق الـ"عَيْتُو" وتعم المؤسسات التعليمية وتحضر في الشعب العلمية والرياضية كما الأدبية والسوسولوجية".

وضعف الجسور فيما بينها، زد على ذلك تشتت المواد الدراسية وكثافة المضامين وكثرتها، والنقص في مواكبة وإدماج البنات الجديدة للمعاصرة والابتكار، وتكنولوجياياتها التربوية، وولوج محدود للتعليم عبر هذه التكنولوجياات. كما شدد مجلس عزييمان، في رؤيته الاستراتيجية للإصلاح 2030؟ 2015، على المراجعة المنتظمة للمناهج والبرامج والتكوينات وفق معايير الجودة، من خلال إجراء تقييمات مؤسساتية منتظمة للإنجاز والمربوية، وإنجاز دراسات وفق تخطيط توعوي لحاجات المتعلمين وخصوصياتهم، والمتطلبات المحلية والجهوية لمحيطهم الاجتماعي والاقتصادي، وإدماج ثقافة المشاريع، بالإضافة إلى تفعيل اللجنة الدائمة للتجديد والملاءمة المستمرتين للمناهج والبرامج التي نص عليها الميثاق في المادة 107، وتنظيمها وفق نص قانوني. نفس الاتجاه طالبت به النقدي



سياسيون يتهمون الحكومة بالضعف في التصور



23/5/11

اختلفت وتناقضت الآراء في يوم دراسي حول مشروع القانون الخاص بهيئة المناصفة ومحاربة كافة أشكال التمييز، نظم يوم أمس الإثنين بمجلس النواب، من أجل إجراء تقييم جماعي لمشروع القانون على مستوى الفاعلين المعنيين، وذلك تزامنا مع قرب تقديم التعديلات على المشروع بعد عرضه ومناقشته داخل مجلس النواب.

ومن الفاعلين من لاحظ ضعفًا في مشروع القانون المتعلق بهيئة المناصفة ومحاربة كافة أشكال التمييز الذي قدمته الحكومة يتمثل في خلوه من تعريف المفاهيم المتعلقة بالمساواة والتمييز التي تعدد حجر أساس هذه الهيئة وضعف التصور الحكومي في ما يخص الاختصاصات والأدوات والصلاحيات شبه القضائية والمهمة الحماية التي هي أساس عمل الهيئة كما عرفها الدستور كهيئة لحماية حقوق الإنسان والنهوض بها.

ومن هؤلاء الفاعلين من لاحظ أن المقترحات التي قدمها المجلس الوطني لحقوق الإنسان حول المشروع بطلب من مجلس النواب تؤكد أساسًا أنه على القانون أن يجيب على عدد من التحديات وأهمها أن يكرس إحداث هذه الهيئة طبيعتها الدستورية الحقوقية وأن يستجيب للمعايير الدولية الخاصة بالمؤسسات الوطنية المتمثلة في مبادئ باريس.

Le partage de l'héritage est -il un domaine spécial et clos à tout débat ?

16 février 2016 – 47

Selon la majorité des théologiens et savants en sciences de la religion islamique **il n'est pas des compétences des organisations des droits de l'homme et du conseil national consultatif des droits de l'homme de faire une nouvelle lecture ou interprétation des textes religieux sur l'héritage**, d'ouvrir un débat sur la possibilité de porter des modifications au partage de l'héritage, à la part réservée à la fille, à la femme qui est la moitié de celle de l'homme. Ils avancent que les textes religieux qui précisent le partage de l'héritage sont la parole de Dieu, de la volonté divine qui est sacrée, scellée, que tous les croyants, les musulmans doivent respecter et observer et exécutés à la lettre, et qu'il est contraire aux principes, au fondement, aux recommandations de l'Islam d'y apporter des modifications car avec la présence de textes religieux (paroles de Dieu tout puissant) clairs, nets, précis il est impossible et illégal de faire une autre lecture, une interprétation de "l'Ijtihad" car les textes religieux sont définitifs, scellés et ne permettent aucune nouvelle, interprétation, lecture, ou modification. Mais les organisations, le conseil national des droits de l'homme avancent qu'il est de leur compétence de demander l'ouverture d'un débat sur la possibilité de faire une nouvelle et moderne lecture, interprétation qui répond aux exigences de la vie moderne, de revendiquer la justice, l'égalité entre la femme et l'homme, que les valeurs internationales en particulier l'égalité entre l'homme et la femme recommandent et revendiquent. Ils considèrent qu'il est possible d'adapter les textes religieux, la lecture, l'interprétation aux besoins des citoyens, aux exigences de la vie moderne, aux valeurs universelles telles que l'égalité entre la femme et l'homme et consolider les principes de la justice. Ils apportent l'argument que le but de la religion est servir les gens, répondre aux besoins, aux attentes et aux aspirations des musulmans et contribuer à la réalisation de leur bonheur, que les textes relatifs à l'héritage ne sont pas des ordres formels, mais des recommandations qui n'imposent pas une seule et unique lecture et interprétation et qui permettent aux savants, aux théologiens éclairés, clairvoyants, lucides de faire de "l'Ijtihad" en vue d'apporter des améliorations, des interprétations appropriées, adéquates pour faciliter, améliorer les conditions de vie des musulmans et consolider la justice, l'égalité sur terre. Deux points de vue opposés, contradictoires qui nécessitent un débat, un dialogue franc, serein, calme pour aboutir à une lecture, interprétation qui respectent et les principes, les fondements de la religion et la justice, l'égalité, les valeurs universelles. Il faut que les deux parties soient modérées et entament un débat fructueux, serein, objectif en vue de trouver un terrain d'entente, en faisant appel à toutes les compétences nationales dans le domaine des sciences de la religion, de l'interprétation, de la lecture des textes religieux et des droits de l'homme pour le bien de la société, de l'amélioration des conditions de vie, des relations sociales, humaines et de la consolidation de l'égalité, de la justice.

Source : <http://www.oujdacity.net/national-article-108338-fr/>

<http://www.oujdacity.net/national-article-108338-fr/le-partage-de-lheritage-est-il-un-domaine-special-et-clos-a-tout-debat.html>

المقبرة الجماعية لأحداث 81 التي فتحت في وجه مجموعة العمل الأممية المكلفة بالاختفاء القسري

كريم العلوي كتب يوم الإثنين 15 فبراير 2016 م على الساعة 21:38

قال مبارك أفكوح عضو اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالدار البيضاء، أن زيارة اللجنة لمقبرة 1981، تأتي في إطار زيارة وفد مجموعة العمل الأممية المكلفة بالاختفاء القسري بالمغرب في الفترة الممتدة من 7 إلى 12 فبراير والتي تعقد لقاء مع العائلات بالرباط.

وأضاف أفكوح في تصريح لـ «فبراير.كوم»، أن اللجنة فضلت زيارة معتقل درب مولاي الشريف الشهير، والاستفسار حول المرافق الضرورية في تلك الفترة.

وكشف المتحدث أن مقبرة 20 يونيو 1981 كانت في الماضي مقابر جماعية بمقر الوقاية المدنية، وحسب المجلس الوطني لحقوق الإنسان، فإن المقبرة الجماعية، سوف تفتتح قريباً للعائلات، حيث وقفت اللجنة على جميع المستجدات، وكيفية الدفن وتحديد المقابر، وترميمها، بالإضافة إلى الأجوبة حول الاختفاء القسري بالمغرب في فترة سنوات الرصاص.

مخافة تحويل الموانئ المغربية إلى مقابر لمتلاشيات أوروبية، مهنيو الصيد البحري يستنجدون بالمجلس الوطني لحقوق الإنسان

عبد اللطيف الكاملنشر في الاتحاد الاشتراكي يوم 16 - 02 - 2016

بعدما سبق لهم أن وجهوا منذ أسبوعين، رسائل إلى وزير الفلاحة والصيد البحري بخصوص دورية مشؤومة أصدرها مدير الصيد، ترمي إلى جلب وترقيم البواخر الأوروبية بالمغرب، عاد مهنيو الصيد البحري إلى توجيه رسائل مماثلة، يوم السبت 13 فبراير 2016، إلى رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان من أجل التدخل لحذف هذه الدورية. وبرروا ذلك بكون هذه العملية ستحول الموانئ المغربية إلى مقابر لمتلاشيات أوروبية خاصة أن البواخر التي تعتم الدورية المذكورة جلبها وترقيمها يفوق عمرها الأربع سنوات.

<http://azulpress.info/?p=314514>

<http://www.maghress.com/alittihad/1232621>

مسرحية تبادل الادوار بين التامك و مجلس اليزمي مستمرة بالصيغة الجهوية

أضيف في 13 فبراير 2016 الساعة 03 : 15

علم لدى مصادر محلية ان توفيق البرديجي رئيس اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان كليميم . طنطان، التابع لمجلس اليزمي، عقد يوم الجمعة 12 فبراير 2016 ، لقاء بمنزل علي سالم التامك باسا.

و حسن نفس المصدر تم التطرق خلال اللقاء لأسباب دخول التامك في الاحتجاج مند 06 فبراير 2016 ، للمطالبة بالتسجيل في الجامعة، حيث من المرتقب أن يصدر اليزمي فتوى بضرورة قبول السلطات لطلب التامك الذي يهوى العلاج في مستشفيات "العدو المختل" و الدراسة بجامعاتها لأنها أحسن من جامعات "بومرداس".

و يبدو ان مسرحية تبادل الادوار ما زالت مستمرة بين التامك و اليزمي و مجلسه، تارة عبر الوسيطة المعلومة التي تدخلت حين توقيف زوجة التامك بفندق مصنف بالعاصمة، و تارة اخرى عبر بعض الاشباح الذين يتحركون في جنح الظلام داخل المغرب و خارجه.

إدارة سجن تيفلت تصعد الوضع ضدّ الإسلاميين المضربين عن الطعام الخمليشي و الكرعاني اللذين يحتجان بشرب سائل التنظيف

تاريخ النشر : 16-02-2016

إدارة سجن تيفلت تصعد الوضع ضدّ الإسلاميين المضربين عن الطعام الخمليشي و الكرعاني اللذين يحتجان بشرب سائل التنظيف "جافيل" علمت اللجنة المشتركة للدفاع عن المعتقلين الإسلاميين أن المعتقلين الإسلاميين المضربين عن الطعام عبد الواحد الخمليشي و بدر الكرعاني قد شربا سائل التنظيف "جافيل" بتاريخ 12-02-2016 احتجاجا على معاقبتهم بالزيارة المشبّكة عوض الاستجابة لمطالبهم المشروعة و القانونية و احتجاجا على إهمالهم طبيا.

هذا ولم تقدم إدارة سجن تيفلت على نقل هذين المعتقلين إلى المستشفى في محاولة منها للتغطية على الوضعية الصحية المتدهورة للمضربين الإسلاميين عن الطعام هناك .

و قد كان المعتقلون الإسلاميون المضربون عن الطعام عماد السدراتي و محمد المسكوري و عبد الواحد الخمليشي قد خاطوا أفواههم بتاريخ 10-02-2016 احتجاجا على معاقبتهم بالزيارة المشبّكة عوض الاستجابة لمطالبهم المشروعة و القانونية و احتجاجا على إهمالهم طبيا . حينها قام مدير السجن بفكّ هذه الخيوط بالقوّة و أكد لهم مجددا بأن قضية عزل المعتقلين الإسلاميين عن سجناء الحق العام أمر مستحيل لأنه قرار من المندوبية العامة لإدارة السجون، كما هدد المدير المعتقل الإسلامي عبد الواحد الخمليشي الذي خاط فاه للمرة الثانية بصياغة تقرير ضده على أنه مجنون و تصفيده بشكل دائم داخل المصححة كي لا يعيد الكرة.

و قد سبق للمعتقلين الإسلاميين المضربين عن الطعام نبيل شداد و عبد الواحد الخمليشي أن خاطا فاهيهما بتاريخ 08-02-2016 حيث عرض عليهما مدير سجن تيفلت الاستجابة لمطليبيهما مقابل السماح للممرض بفكّ الخيوط فقبلا ، ليعود للتناكّر لوعوده بعد ذلك قائلا " واخا تموتوا ماغاديش تعزلوا عن سجناء الحق العام لأن هذا قرار من فوق " .

و في الوقت الذي كان المعتقلون الإسلاميون المضربون عن الطعام بسجن تيفلت ينتظرون فيه من الإدارة الإستجابة لمطالبهم المشروعة تفاجؤوا بإدارة السجن توزع عليهم عقوبات تراوحت بين 15 يوما إلى 3 أشهر من الزيارة المشبّكة بسبب احتجاجهم قبل أسابيع ضد سب الله بشكل بشع من طرف أحد سجناء الحق العام بإيعاز من إدارة السجن التي اعتبرت احتجاجهم الذي تم بشكل متحضر من خلال تنظيم وقفة للمطالبة بحضور مسؤول تمردا .

و سبق لهؤلاء المضربين أن نظموا شكلا احتجاجيا داخل الحي الذي يقطنون به يوم الخميس 04-02-2016 من الساعة 10 إلى 11 صباحا على شكل جلوس جماعي في مكان واحد لأنهم لا يقدرّون على الوقوف جراء الإضراب المفتوح عن الطعام و قد سلموا الإدارة 3 مراسلات لكل من المندوب العام لإدارة السجون و وزير العدل و المجلس الوطني لحقوق الإنسان احتجاجا على عدم الاستجابة لمطالبهم المشروعة.



وقد زار سابقا مسؤول من المندوبية العامة لإدارة السجون و مسؤولون من المجلس الوطني لحقوق الإنسان و وكيل الملك بتيفلت المعتقلين الإسلاميين المضربين عن الطعام للوقوف على مطالبهم التي دونوها و وعدت كل جهة بنقلها للجهات المسؤولة .
كما سبق للمعتقلين الإسلاميين المضربين عن الطعام بسجن تيفلت أن دخلوا في إضراب إنذاري عن الماء لمدة 48 ساعة مرتين الأولى بتاريخ 19-01-2016 و الثانية بتاريخ 01-02-2016 احتجاجا على عدم الاستجابة لمطالبهم المشروعة .

و يذكر أن 17 معتقلا إسلاميا قابعين بالطابق السفلي لحي -أ- بسجن تيفلت قد دخلوا في إضراب مفتوح عن الطعام ابتداء من 08-01-2016 احتجاجا على السب المتكرر و بشكل بشع لله من طرف سجناء الحق العام و كثرة الروائح الخائقة خاصة التدخين و الأفلام الإباحية و للمطالبة بالعزل عن سجناء الحق العام على مستوى السكن و الزيارة و عدم منع الأقارب من درجة الأصهار من الزيارة و السماح بإدخال المؤونة الغذائية الكافية التي منعت و توفير مكان للإستحمام و توفير مؤونة غذائية متوازنة و نظيفة.
أسماء المضربين و أرقام اعتقالهم

- العمراوي محمد 3357
- هشام الطالبي 3352
- الخمليشي عبد الواحد 3309
- العريبية عبد العزيز 3354
- عماد سدراتي 3362
- المسكوري محمد 3318
- اسماعيل لمهيدي 2451
- الكرعاوي بدر 3541
- أيوب الوهابي 3595
- لهيشو هشام 3310
- مصطفى شتوان 3359
- اليوسفي محمد 3132
- سعيد البهلولي 3292
- سعيد الخطوني 3313
- عبد الله أدكوش 3594
- عبد العزيز فرحي 3315
- السحنوني يعقوبي أحمد 3596



أصولية دينية ووصولية انتخابية

— خاص لا يقبل «العقل» الاصولي أي نقاش في النصوص الدينية حتى ولو كانت خاضعة لتقلبات الأزمنة والأمكنة. والحق أننا لانضيف جديدا حين نؤكد على ذلك، فمنذ أن اقتتل الأصوليون المسلمون حول تأويل النص الديني إلى أن صاروا يقتتلون حول تكفير بعضهم البعض، وهم يعضون بالنواجذ على منطق «النصوص القطعية» ومقولة «شرع الله»، حتى ولو كان الله بريئا مما ينسبونه إليه. مثلما يظهر هذه الأيام في ردود الفعل العنيفة التي تصدر عن الإسلامي، ن بمختلف تلاوينهم، تجاه **توصية المجلس الوطني لحقوق الإنسان المتعلقة بالمساواة بين الذكر والأنثى في الإرث**. غير أن في ردود الفعل الأصولية هذه شيء مما يبعث على الإحباط بالنسبة لأولئك الذين يراهنون على أن يؤدي الإنخراط في العملية السياسية وما سبقها من مراجعات عقدية ببعض التيارات الإسلامية إلى أن تكون أكثر انفتاحا من أحوالها التي ماتزال حبيسة منطق الحرام والحلال في السياسة كما في الاجتماع والجماع وكل ما يتصل بعلاقة الفرد بخالقه. ومن ذلك ذلك الموقف المستعجل الذي عبرت عنه الأمانة العامة لحزب العدالة والتنمية بلغة متشنجة وصفت توصية المجلس بأنها «غير مسؤولة» و«تتضمن خرقا سافرا» و«تفتح جدلا عميقا». لتتفق أولا على أن الأمر يتعلق بلغة غير مقبولة في مخاطبة مؤسسة دستورية جديرة بالتوقير، ولا أقول التقديس، وحبذا لو تذكر عبد الإله ابن كيران وهو يشرف على تدبير البيان الناري الذي نشره الموقع الإلكتروني للحزب تلك اللحظة التي صاح فيها في وجه من تحموا عليه بلغة عنيفة في مجلس المستشارين مؤكدا أنه «رئيس حكومة محصن بالدستور»، لأنه، وعكس ذلك، سنكون إزاء ازدواجية مقبولة، حيث يتم استنفار المقتضيات الدستورية حين تصب في مصلحة ابن كيران وإخوانه في الحزب والحكومة، ويتم القفز عليها لما تصبح عائقا أمام الهجوم على المؤسسات الدستورية التي تخالف التيار المحافظ منطلقاته وزوايا نظره لموضوعات الاختلاف الثقافي والفكري بين المغاربة. وحين أقول إن موقف العدالة والتنمية من توصية المجلس الوطني لحقوق الإنسان موقف محبط، فذلك لأننا صدقنا قوة تلك اللحظة التي خاطب فيها ابن كيران أعضاء حزبه الذين تم انتخابهم في اقتراع الرابع من شتنبر الماضي بالتأكيد على أن وظيفتهم ليس هي التدخل في الشؤون الدينية لسكان دوائهم، بل تدبير حاجياتهم والاستجابة لانتظاراتهم، أما ما يرتبط بأمر الدين وتعميداته، وكما شدد على ذلك الأمين العام لإسلامي البرلمان، وهو تطور كبير في الخطاب السياسي للحزب، فذاك من اختصاص مؤسسة إمارة المؤمنين ووزارة الأوقاف والشؤون الإسلامية. لكن ابن كيران وحزبه سرعان ما تراجعوا عن هذا المسار التطوري بتخصيصهم بيانا كاملا للرد بعنف لفظي على مجرد توصية تدعو إلى النقاش، ولا هي بالأمر الملزم ولا هي بالقرار الدستوري، لقد كان بإمكان الحزب أن يكتفي بالموقف الأصولي المتشدد الذي عبر عنه جناحه الدعوي في حركة التوحيد والإصلاح دون أن يعطي بعدا سياسيا لهذه الأصولية المفزعة، وبدلا من أن يقحم إمارة المؤمنين في مزايدات إيديولوجية «فارغة وعقيمة وسافرة» كما جاء في بيانه، كان الأجدر به أن يترك لهذه المؤسسة تدبير مخرجات النقاش العمومي بعد إنضاجه واختمار أفكاره، كما أن منطق خطاب ابن كيران أمام منتخبي حزبه، كان يقتضي أيضا أن يترك لوزارة الأوقاف والشؤون الإسلامية أمر التعقيب على مبادرة المجلس الوطني. وأظن موقف الأمانة العامة لحزب العدالة والتنمية يريد أن يبقى وفيا للمنطق الآخر، وهو الحقيقة والأصل، الذي عبر عنه ابن كيران في ذات اللقاء التنظيمي، وذلك حين زف إلي منتخبيه «بشرى» أن المرجعية الإسلامية والدفاع عن الشريعة هي الوصفة التي يسرت لهم سبل النجاح في الانتخابات، وهكذا ومن منطلق براغماتي يصل حدود الإنتهازية، يصبح الدين وقود المحركات الانتخابية لحزب العدالة والتنمية، وتظل حركة التوحيد والإصلاح، رغم عشرات التنظيمات في الفصل والوصل بين الحزب والحركة، ذاك الحزان الأيديولوجي الذي يوفر من خلاله مرتدو جلايب الفقهاء لأصحاب ربطات العنق غير الملتهين أو ذوي اللحي الخفيفة، الذخيرة الكاسحة في أي نقاش عمومي يريده الديمقراطيون منطلقا من أمور الدنيا، ويصر الإسلاميون على أن يجعلوه تعبيرا عن إرادة الله ومشيئته. غير أن أخطر ما في بيان الأمانة العامة لحزب الإسلاميين المعتدلين، فضلا عن استبداده في النقاش العمومي باسم الدين، هو تأويله الضيق والمتشدد للنص الديني والانتقال بعد ذلك إلى فرضه على إمارة المؤمنين فيما يشبه الوصاية الدينية على موقف المؤسسة التي يعطيها الدستور وحدها شرعية الحديث باسم المشترك الديني بين المغاربة والحسم في خلافاته، فسواء أدرك ابن كيران ذلك أو لم ينتبه إليه في سياق حماسة الدفاع عن شرع الله، فقد فرض على أمير المؤمنين تصورا فقهيًا وسياسيًا مسبقًا وقيده به، وذلك حين شدد في بيانه بلغة قطعية أن توصية المجلس الوطني لحقوق الإنسان «تجاوز لمؤسسة إمارة المؤمنين ومنطوق الخطاب الملكي لافتتاح السنة التشريعية لسنة 2003، الذي أكد فيه الملك محمد السادس أنه بوصفه أميرًا للمؤمنين لا يمكن أن يجل ما حرم الله أو يجرم ما أحل الله.» والظاهر أن حمى الانتخابات التي أصابت حزب العدالة



المجلس الوطني لحقوق الإنسان
الجمعية الوطنية لحقوق الإنسان
Conseil national des droits de l'Homme

صوفا برس
Sofa Press

والتنمية منذ نجاحه الباهر في اكتساح المدن الكبرى وترأس عدد غير مسبوق من مجالس المدن وحصد أكبر عدد، في تاريخه، من الأصوات الانتخابية، جعلته يتخبط في مواقفه ويفقد التوازن المفروض في حزب ينتظر منه أن يقدم نموذجا في الفصل بين الديني والسياسي وبين الدعوي والحزبي، وأن يعطي للآخرين من عائلته الإيديولوجية نموذجا في الإعتدال والانفتاح على العصر وضرورات الإجتهد، ولعل مما يؤكد أن الإنتخابات صارت هي المتحكم في مواقف الحزب وردود أفعاله، تلك الضجة التي أثارها حول صندوق التنمية القروية ودفعته حد اتهام وزير في الحكومة بالتحايل على رئيسها، إنه «منطق الكراسي الأولى والأخيرة» حين يفرض كل سلطانه على حزب يقول زعيمه إنه «لا يريد أن يهemin»، حتى ولو كان ذلك باسم المتاجرة بالدين وباسم التلاعب بالثقة بين الحلفاء والاختلاف مع الخصوم. يونس دافقير

<http://sofapress.com/Maroc/agadir//113041.html>

16/02/2016

Conseil national des droits de
l'Homme

23

www.cndh.org.ma



المجلس الوطني لحقوق الإنسان
CNDH
Conseil national des droits de l'Homme

أحداث.أنفو

يوم دراسي بالرباط لتقييم مضامين مشروع القانون الخاص بهيئة المناصفة ومحاربة كافة أشكال التمييز في مغرب النساء 15 فبراير, 2016

افتتحت صباح اليوم الإثنين بالرباط، أشغال يوم دراسي حول مشروع القانون الخاص بهيئة المناصفة ومحاربة كافة أشكال التمييز، ينظمه الفريق الاشتراكي بمجلس النواب، من أجل إجراء تقييم جماعي لمشروع القانون على مستوى الفاعلين المعنيين، وذلك تزامنا مع قرب تقديم التعديلات على المشروع بعد عرضه ومناقشته داخل مجلس النواب. نظم،

وأوضحت النائبة البرلمانية عن حزب الاتحاد الاشتراكي للقوات الشعبية حسناء أبو زيد، في تصريح للصحافة بالمناسبة، أن ”ضعف مشروع القانون المتعلق بهيئة المناصفة ومحاربة كافة أشكال التمييز الذي قدمته الحكومة يتمثل في خلوه من تعريف المفاهيم المتعلقة بالمساواة والتمييز التي تعدد حجر أساس هذه الهيئة وضعف التصور الحكومي في ما يخص الاختصاصات والأدوات والصلاحيات شبه القضائية والمهمة الحمائية التي هي أساس عمل الهيئة كما عرفها الدستور كهيئة لحماية حقوق الإنسان والنهوض بها“.

وأضافت أن الفريق الاشتراكي اختار أيضا تنظيم هذا اللقاء ”تفاعلا مع كل المستجدات الخاصة بالقرار الملكي بإعادة مراجعة مضامين بعض المناهج التربوية، مما سيؤثر اليوم بشكل كبير على مضمون التعديلات التي يرحى أن تقدم بشأن هذه الهيئة التي اعتبرت أنها لا تجيب بشكلها الحالي، الذي تقترحه الحكومة، على المستجد الدستوري المتعلق بإقرار المساواة وألبيتها المناصفة من أجل مكافحة كافة أشكال التمييز“.

وبالمقابل، أكدت فاطمة الزهراء بابا احمد، مستشارة وزيرة التضامن والمرأة والأسرة والتنمية الاجتماعية، في تصريح مماثل، أن الوزارة حرصت على ”تفعيل“ الدستور في مختلف مضامين مشروع القانون الخاص بالهيئة، خاصة الفصلين 19 و164 في ما يتعلق بحقوق المرأة ومبادئ المناصفة والمساواة ومكافحة كل أشكال التمييز.

وشددت على أن المشروع كان ”ثمرة مقارنة تشاركية“ تم الاشتغال فيها بالأساس مع الأحزاب السياسية وجمعيات المجتمع المدني بمختلف انتماءاتها، موضحة أنه تم التوصل ب88 مذكرة أشرفت على الاشتغال عليها هيئة علمية تضم 15 خبيرا مهتما بقضايا المرأة من مختلف التخصصات، إضافة إلى تفعيل المقاربة التشاركية عبر الاشتغال مع الفاعل الحكومي ممثلا بالمندوبية الوزارية المكلفة بحقوق الإنسان.

من جهتها، أبرزت مديرة الحماية والرصد في المجلس الوطني لحقوق الإنسان نعيمة بنواكريم أن المقترحات التي قدمها المجلس حول المشروع بطلب من مجلس النواب تؤكد أساسا أنه على القانون أن يجيب على عدد من التحديات وأهمها أن يكرس أحداث هذه الهيئة طبيعتها الدستورية الحقوقية وأن يستجيب للمعايير الدولية الخاصة بالمؤسسات الوطنية المتمثلة في مبادئ باريس.

وأوضحت أن هذه المبادئ تفرض أولا أن تكون هذه الهيئة مستقلة وأن يحرص القانون المؤسس لها على تحقيق الانسجام مع المؤسسات الأخرى كما هو مشار إليه في الدستور، إلى جانب تكريس استقلالية الهيئة من خلال مجموعة من المداخل، على رأسها مسطرة التعيين التي ينبغي أن تراعي التوازن بين مختلف السلطات الدستورية.

شارك في هذا اليوم الدراسي ممثلو وزارة التضامن والمرأة والأسرة والتنمية الاجتماعية والمجلس الوطني لحقوق الإنسان والمجتمع المدني ومؤسسات جامعية وفعاليات جمعية نسائية وحقوقية.

أصيبت في 15 فبراير 2016 الساعة 10:22

جهة الداخلة سجلت تقدما كبيرا في مجال حقوق الأشخاص ذوي الاحتياجات الخاصة



الداخلة الرأي:

أكد محمد الأمين السملالي، رئيس اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالداخلة - أوسرد أن هذه الجهة حققت تقدما كبيرا في مجال حقوق الأشخاص ذوي الاحتياجات الخاصة.

واستعرض السيد السملالي في تصريح لوسائل الإعلام على هامش ندوة نظمها المجلس الوطني لحقوق الإنسان في إطار الدورة 22 للمعرض الدولي للنشر والكتاب بالدار البيضاء، التجربة الغنية للمجتمع المدني بالجهة والمواكبة التي تقوم بها مؤسسات الدولة في هذا الميدان.

وقال إن المجلس الوطني لحقوق الإنسان يهدف من خلال هذه الندوة إلى النهوض بوضعية الأشخاص ذوي الإعاقة، مشيرا إلى أن السياسة العامة للدولة تروم تعزيز مكانة الأشخاص ذوي الاحتياجات الخاصة في المجتمع. من جهتها، استعرضت عدد من الجمعيات المنتمية إلى جهة الداخلة أوسرد تجربتها في مجال النهوض بحقوق هذه الفئة، حيث أكد رئيس جمعية "يدا في يد" لرياضات الأشخاص ذوي الاحتياجات الخاصة، عباسي سيدي إبراهيم، أن المجتمع المدني في هذه الجهة يسعى إلى ضمان مشاركة هذه الفئة في التنمية الاقتصادية والاجتماعية وإدماجها في برامج وسياسات الدولة.



وأوضح أن هذه الجمعيات تعمل كذلك على تكوين الأشخاص في وضعية إعاقة وتحسيس الرأي العام بحقوق هذه الفئة من المجتمع، والمشاركة في بلورة استراتيجية وطنية حول حقوق الأشخاص في وضعية إعاقة والمساهمة أيضا في أعمال الاتفاقية الخاصة بحقوق الأشخاص في وضعية إعاقة والبروتوكول الاختياري. وتهدف هذه الندوة إلى تعزيز قيم المساواة وحقوق الأشخاص في وضعية إعاقة من خلال الثقافة وتأهيل المنتج الأدبي والعلمي حول هذه القضية والتعريف بمختلف أوجه وضعية الإعاقة في المغرب . ويذكر أن الدورة الحالية من المعرض الدولي للنشر والكتاب تستضيف دولة الإمارات العربية كضيف شرف. ويشارك في هذه الدورة 668 عارضا من 44 بلدا فضلا عن دور النشر مؤسسات حكومية وجامعات وجمعيات ومعاهد.

<http://www.dakhlalrai.com/%D8%AA%D8%B5%D8%A7%D9%86%D9%8A%D9%81/%D8%A3%D8%AE%D8%A8%D8%A7%D8%B1%20%D8%A7%D9%84%D8%AF%D8%A7%D8%AE%D9%84%D8%A9/4385/%D8%AC%D9%87%D8%A9%20%D8%A7%D9%84%D8%AF%D8%A7%D8%AE%D9%84%D8%A9%20%D8%B3%D8%AC%D9%84%D8%AA%20%D8%AA%D9%82%D8%AF%D9%85%D8%A7%20%D9%83%D8%A8%D9%8A%D8%B1%D8%A7%20%D9%81%D9%8A%20%D9%85%D8%AC%D8%A7%D9%84%20%D8%AD%D9%82%D9%88%D9%82%20%D8%A7%D9%84%D8%A3%D8%B4%D8%AE%D8%A7%D8%B5%20%D8%B0%D9%88%D9%8A%20%D8%A7%D9%84%D8%A7%D8%AD%D8%AA%D9%8A%D8%A7%D8%AC%D8%A7%D8%AA%20%D8%A7%D9%84%D8%AE%D8%A7%D8%B5%D8%A9/E2%80%8E.html>

حديث عن تشكيل لجنة لمراجعة مناهج التعليم الديني بالمغرب

كتب بواسطة: اسلام مغربي

الإثنين, 15 شباط/فبراير 2016 12:06

قالت مصادر لموقع "إسلام مغربي" إن لجنة علمية ستتشكل قريبا استجابة لتعليمات الملك "محمد السادس"، الداعية إلى إجراء مراجعة شاملة لمناهج التربية الدينية والمقررات الدراسية بما يتلاءم مع السياسة الدينية، التي تنهجها البلاد، والقائمة على الوسطية والانفتاح والتعايش السلمي بين الأديان.

أكد أنها ستضم أطرا من وزارة الأوقاف وأيضا علماء من المغرب، تضيف تلك المصادر، إلا أنها لم تدل بمعلومات إضافية حول التشكيلة النهائية لهذه اللجنة، ولا عن منهج وطريقة عملها، وما إن كانت لها مدة محددة لإنجاز تقريرها النهائي، الذي سترفعه إلى الملك محمد السادس، بصفته المسؤول عن تدبير الحقل الديني بالمغرب.

وفي السياق ذاته، كشف "ادريس اليزمي"، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، في تدخل له في منتدى الأمن الذي انعقد اخيرا بمدينة مراكش، عن وجود لجنة ستكلفها وزارة التربية الوطنية بمهمة إعداد المناهج التعليمية الجديدة وفق التعليمات الصادرة عن ملك البلاد.

وطلب "اليزمي"، خلال هذا اللقاء من وزير التربية الوطنية، إشراك المجلس الوطني لحقوق الإنسان في هذه اللجنة من أجل إضافة البعد الحقوقي في المناهج المقبلة، قائلا "إن التربية على حقوق الإنسان أحد العوامل التي ساهمت في إقامة نموذج مغربي متميز في مجال محاربة الإرهاب"، حسب ما نقلته عنه جريدة "اخبار اليوم" الصادرة يومه الإثنين.

ومازال النقاش مفتوحا حول مبادرة الملك الأخيرة الداعية إلى تغيير مناهج التعليم فيما يخص المسألة الدينية، ويحاول فاعلون مهتمون بهذا المجال الإجابة عن أسئلة حساسة من قبيل: من هي الجهة المؤهلة لإجراء تعديل في مناهج التربية الدينية؟، وما هي المقررات الدراسية التي سيشملها هذا التغيير؟، وما مصير مادة التربية الإسلامية في الاستراتيجية التعليمية القادمة؟

أسلام مغربي . أيوب الطاهري

<http://www.islammaghribi.com/%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%B1%D8%A7%D8%AC%D8%B9%D8%A7%D8%AA-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%BA%D8%B1%D8%A8%D9%8A%D8%A9/%D8%AD%D8%AF%D9%8A%D8%AB-%D8%B9%D9%86-%D8%AA%D8%B4%D9%83%D9%8A%D9%84-%D9%84%D8%AC%D9%86%D8%A9-%D9%84%D9%85%D8%B1%D8%A7%D8%AC%D8%B9%D8%A9-%D9%85%D9%86%D8%A7%D9%87%D8%AC-%D8%A7%D9%84%D8%AA%D8%B9%D9%84%D9%8A%D9%85-%D8%A7%D9%84%D8%AF%D9%8A%D9%86%D9%8A-%D8%A8%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%BA%D8%B1%D8%A8.html>

معرض الكتاب.. تكريم خاص لأمنية السلاوي "متحدية الإعاقة"

هند رزقي 15-02-2016

في خطوة إنسانية لافتة، خص المجلس الوطني لحقوق الإنسان، أمينة السلاوي رئيسة جمعية "مفودير"، بتكريم مميز، تقديرا لمجهوداتها المتواصلة لتحسين وضعية الأشخاص في وضعية إعاقة بالمغرب.

وخلال التكريم الذي أقيم اليوم (الاثنين) ضمن فعاليات الدورة 22 للمعرض الدولي للنشر والكتاب في الدار البيضاء، منح إدريس اليزمي، الفاعلة الجموعية والسيدة التي تحدثت عن الإعاقة واتخذت من الأمل سلاحا في مسارها، هدية تذكارية، سلمتها إيها شميسة الرياحي المسؤولة الجهوية للمجلس.

وبنبرة أفصحت عن سعادتها البالغة بالتكريم، قالت السلاوي التي سبق أن حصلت على عدة جوائز وطنية ودولية، إن هذا التكريم موجه لكل الأشخاص في وضعية إعاقة، مشيرة إلى أن مبادرات من هذا النوع، تخرج هذه الفئة من عمق معاناتها.

واغتنمت أمينة فرصة تكريمها، في لقاء حضره ممثلو وزارة التضامن والمرأة والأسرة والتنمية الاجتماعية، لتشدد على ضرورة توفير اللوجيات للأشخاص في وضعية إعاقة.

اقرأ أيضا: معرض الكتاب يعيد اليوسفي إلى الأضواء بعد إصداره لوثيقة تاريخية عن بنبركة

اليزمي يرأس بل مختار لتمكين مجلسه من عضوية لجنة إعداد المناهج التعليمية بتاريخ 16 فبراير, 2016

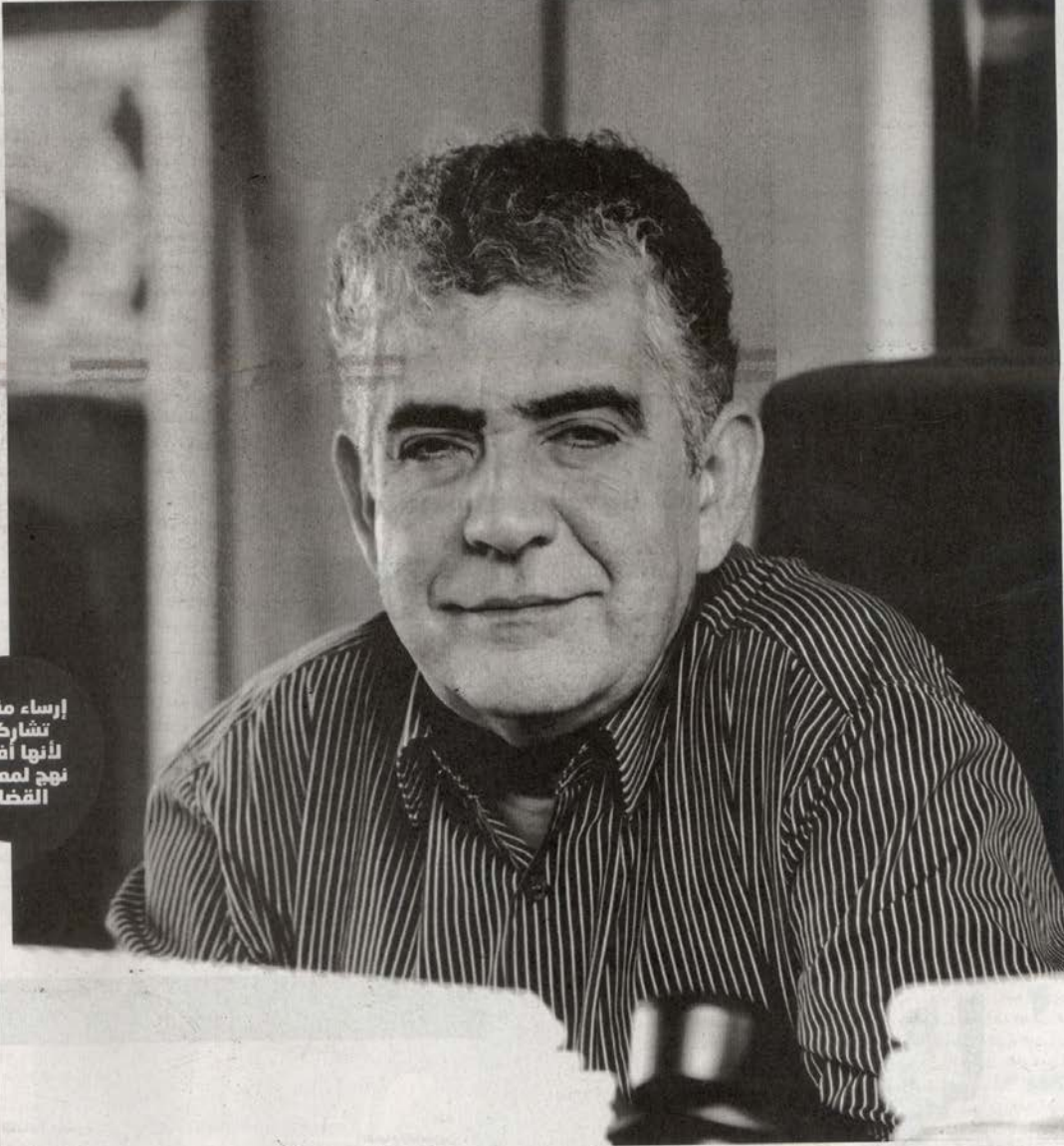
بواسطة - صحف

ففي ظل المراجعة الشاملة للتعليم في المغرب، وفي الوقت الذي شرعت فيه وزارة التربية الوطنية في تغيير المناهج التعليمية بناء على خلاصات الرؤية الاستراتيجية للمجلس الأعلى للتربية والتعليم، وبعد إصدار الملك محمد السادس أوامره بمراجعة شاملة للتعليم الديني. **اتجه إدريس اليزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، إلى توجيه طلب إلى وزير التربية الوطنية، رشيد بل مختار، لتمكين المجلس من عضوية اللجنة التي ستعكف على إعداد المناهج التعليمية الجديدة، بهدف إضافة البعد الحقوقي في المناهج المقبلة.**



اليزمي. الإصلاحات شكلت الضامن الحقيقي للاستقرار والأمن

شدد على أهمية العدالة الانتقالية من أجل تدبير الأزمات السياسية



إرساء مقاربة
تشاركية
لأنها أفضل
نهج لمعالجة
القضايا.

لمعالجة القضايا الشائكة. من جانبه، تطرق الأمين العام للمجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، إدريس الكراوي، للبرامج المندرجة في إطار المبادرة الوطنية للتنمية البشرية والتي أعطت أكلها من الناحية السوسيو-اقتصادية. وأبرز أن التنمية البشرية تعد شرطا حاسما في تحقيق الاستقرار والرخاء الاجتماعي، داعيا جميع القوى إلى المساهمة في إعداد عقود اجتماعية للاستجابة لانتظارات المواطنين إلى التطور.

حول موضوع "محاورة الراديكالية والتطرف العنيف.. النموذج المغربي"، في إطار الدورة السابعة لمنتدى الأمن، على أهمية مسلسل العدالة الانتقالية من أجل تدبير الأزمات السياسية إلى جانب ورش المساواة والتعدد الثقافي ومسألة التربية على حقوق الإنسان. ودعا، من جهة أخرى، إلى إشراك كافة الفاعلين في النقاشات الوطنية الكبرى وفي اتخاذ القرار حتى يضمن إرساء أسس مقاربة تشاركية. باعتبارها أفضل نهج

إشراك
كافة الفاعلين في
النقاشات الوطنية
الكبرى

● آخر ساعة خاص

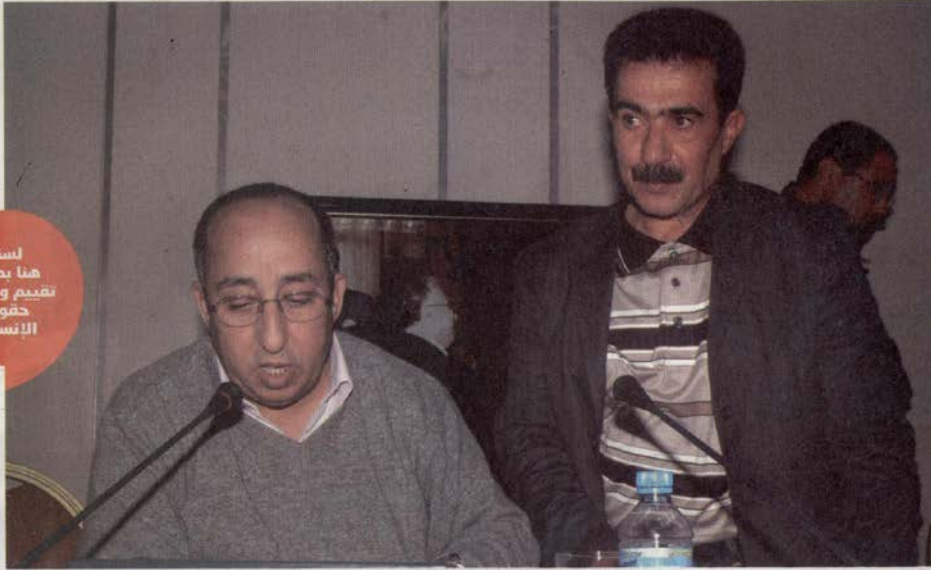
أكد رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان إدريس اليزمي، مساء الجمعة بمراكش، أن الإصلاحات السياسية والاجتماعية الانتقالية التي قامت بها المملكة المغربية شكلت الضامن الحقيقي للاستقرار والأمن. وشدد اليزمي، خلال جلسة عامة

لجنة أممية. 80 ملفا مفتوحا لضحايا الاختفاء القسري بالمغرب

تعديلات جديدة سيعرفها القانون الجنائي لمحاربة هذه الظاهرة

5914

المحدي هان



لسنا هنا بصدد تقييم وضعية حقوق الإنسان

قالت حورية السلامي، رئيسة الفريق الأممي الخاص بالاختفاء القسري التابع للجنة حقوق الإنسان بالأمم المتحدة، إن الفريق يتوفر حاليا على 80 ملفا لضحايا الاختفاء القسري بالمغرب، ما تزال عالقة إلى اليوم، ما لم يتوصل الأطراف المعنية، وهم عائلات الضحايا والحكومة، إلى حل لإغلاقها نهائيا في الشهر القليل القادما. وفي الوقت الذي رفضت اللجنة الأممية، في الندوة الصحافية التي عقدتها الجمعة الماضية بالرباط، الكشف عن أية تفاصيل تتعلق بهذه الملفات، احتراماً لسرية المفاوضات بينها وبين الحكومة، إلى غاية انتهاء عملها والخروج بتقرير عن وضعية المغرب في هذا الملف الشائك، أبرزت السلامي، أن لقاءات رسمية جمعت الفريق الأممي طيلة الأسبوع الماضي بعدد من منظمات المجتمع المدني للتعنية بملف الاختفاء القسري، وأسر الضحايا، ووزارة العدل والحريات، والمجلس الوطني لحقوق الإنسان، وأعضاء من البرلمان. خلصت هذه اللقاءات، إلى ضرورة التفكير في صيغ جديدة، لتشمل تعديلات القانون الجنائي الحالي، للتصدي لظاهرة الاختفاء القسري. وكشفت رئيسة اللجنة الأممية، أن الاختفاء القسري يبقى غير مقلق بالمغرب مقارنة بعدد من المناطق التي تعرف توترا ونزاعات مسلحة، بحيث يعرف العالم تطورا في حدة هذه الظاهرة في السنوات الأخيرة. وكشفت حورية السلامي أن اللجنة توصلت بحوالي 16 ألف حالة بالعراق، التي تبقى أبرز دولة تعاني من هذا الشكل المقلق، في ظل الثغرات الأمنية الذي عرفته بعد الاحتلال الأمريكي وسقوط نظام الرئيس الأسبق، صدام حسين، ومن جهته، أبرز أريال دويلزكي، الخبير الأممي باللجنة، أنه على غرار العراق، تعرف سورية في

الاختفاء القسري بالمغرب، قالت السلامي، إن دوره يمكن في دراسة هذه الملفات العالقة واستشارة الحكومات المعنية، ومساقتها عن مصير الضحايا، بحيث لا يتعدى ذلك دور الوساطة بين الحكومة وعائلات المختفين، والسنا هنا بصدد تقييم وضعية حقوق الإنسان، أو مدى الإرادة السياسية للحكومة لحل الملفات العالقة. وتوصل الفريق الأممي، بحسب المتحدثة، بحوالي 43 ألف شكاية مفتوحة تخص 80 دولة، 280 حالة منها سجلت في الشهر الأخير فقط، ومن بينها دول تثير تفاعم الاختفاء القسري بدعوى محاربة الإرهاب والحفاظ على الأمن والاستقرار. وكشفت السلامي، أن الشكل الذي يواجهه اللجنة في الوقت الحالي، هو تفاقم تأثير الجماعات المتطرفة، والتنظيمات المسلحة، التي تتزايد فيها حالات الاختفاء القسري، ولا يمكن للجنة الاستفغال في هذه المناطق لطبيعة الصراع القائم، غير الخاضع للقانون والمفوضيات الدولية. وتقراس المغربية، حورية السلامي، الفريق الأممي المعني بالاختفاء القسري وعانت من ويلاات الاختفاء القسري حينما تعرض أخوها قبل عقود من الآن لهذا الفعل، ورفضت خلال الندوة الصحافية الخطابين عملها كرئيسة اللجنة وأخت مخنف في ظروف غامضة لم تكشف حقيقتها بعد، احتراماً لمعايير الأمم المتحدة في الحياة، وهو ما دفع، زميلها في الفريق، الأرجنتيني أرييان، الذي تعرض أفراد من عائلته بدورهم للاختفاء القسري، لأخذ الكلمة، والإشادة بالسلامي، باعتبارها أول امرأة ترأس هذا الفريق الأممي قبل 90 سنة عن إحدائه، واصفا إياها بالفخرة للمغرب، ولكل المشتغلين بالمجتمع المدني حول هذا الملف الشائك، الذي لم تنجح الحكومات المتعاقبة منذ بداية العهد الجديد، على إيجاد حل نهائي له.

الصراع الداخلي الذي تعيشه. وهذه للملفات إرث عن سنوات الرصاص، التي بثت فيها هيئة الإنصاف والمصالحة، وقامت بخضوات لجبر الضرر، لكن العديد منها ما يزال عالقا بسبب مطالب العائلات التي تدعو لكشف الحقيقة وأسفرجاج رفات المتوفين. وتوضيحا لهمة الفريق الذي وصل للمغرب الاثنين الماضي لإعداد تقرير حول وضعية

القسري، بسبب الوضع السياسي والأمني ومحاربة الإرهاب". وفي الوقت الذي رفضت رئيسة اللجنة الحديث عن تواريخ اختفاء الضحايا الذين توصلت اللجنة الأممية بملفاتهم، أفاد مصدر حقوقي أن كل الملفات تعود للفترة الماضية، وليست هناك حالات تعود للفترة الحالية كما هو الشأن في الدول التي تثير قلق لجنة الاختفاء القسري، بفعل

الاختفاء القسري غير مقلق بالمغرب مقارنة بعدد من المناطق التي تعرف نزاعات مسلحة.

الأخرى تفاقما في هذه الظاهرة بعد الدلاع الثورة ضد نظام الأسد. وأضاف الخبير الأجنبي، أن عدد الملفات المفتوحة بسورية كبير جدا، ولا تتوفر اللجنة الأممية للأسف على رقم مضبوط بسبب الأوضاع المعقدة بالبلد". وأضاف أريال، أن بوروندي تعرف بدورها وضعا مقلقا، استغفر للجنة التي لا يمكنها تويرير تفاعم الاختفاء



عز العرب العلوي ينهي تصوير أول فيلم سينمائي عن « غوانتانامو » المغربي

مصلح سيارات عراقي يحول الإطارات المستعملة إلى لوحا... «إمارة البئر» رواية مغربية... انتهى المخرج المغربي عز العرب العلوي، من تصوير فيلمه السينمائي الجديد «دوار البوم»، وهو الفيلم السينمائي الأول من نوعه في المغرب، الذي يتطرق من خلاله المخرج للمعتقل السري المغربي تازمامارت، المعروف بغوانتانامو المغرب. ويرصد العلوي عبر فيلمه الجديد، موضوع الاعتقال السياسي في سنوات الرصاص، ويحكى عبره معاناة حراس المعتقل السري الواقع في منطقة قروية وعرة المسالك، القريب من مسقط رأسه، مدينة الرشيدية الواقعة في الجنوب الشرقي، ويركز على معاناتهم النفسية التي أغفلها الجميع، خاصة أنه اعتبر أنهم بدورهم كانوا سجناء بتزمامارت لسنوات طويلة. الفيلم حسب ما صرح به العلوي بمجلة «سلطانة»، يدخل ضمن استراتيجيته الإخراجية التي تمنح الأولوية للقضايا الإنسانية وحقوق الإنسان وللذاكرة الوطنية، كما أوضح أن الفيلم حظي بدعم المجلس الوطني لحقوق الإنسان بما أنه يدخل في إطار سينما حقوق الإنسان، وأكد عز العرب أن مشروع فيلمه «دوار البوم» هو استثمارية لفيلمه «أندرومان.. من دم وفحم»، الذي اشتغل فيه على المهمش والمسكوت عنه، الذي استفاه أيضا من واقع عايشه إبان طفولته. قصة الفيلم تركز على البطل «سعيد» وهو رجل بسيط، لم ينل حظه من التمدن، يقضي حياته في التناوب مع حراس السجن الآخرين على بوابة المعتقل. كما يساعده فقيه الدوار على دفن الموتى. يجب سعيد عمله بحماس ويدافع عنه ويؤكد على وطنيته بحراسة من يعتقد أنهم يشكلون خطرا على أمن الوطن، غير أن قناعته ستصطدم بمأساة الفقيه، ليدرك في الأخير أن «دوار البوم» ما هو في حقيقة الأمر إلا سجن كبير يحتجز الجميع حراسا ومعتقلين. وقد أدى دور البطولة في فيلم «دوار البوم»، الممثل المغربي الشاب، أمين الناجي»، إلى جانب الممثلة المقتدرة نعيمة المشرقي، بالإضافة إلى ثلة من الممثلين المغاربة، كمحمد الزين وجمال العبابسي وحسن بديدا وكمال كاظمي. وتجدر الإشارة إلى كون الفنانة ثريا جبران، وزيرة الثقافة السابقة، كانت من أهم الوجوه السينمائية التي أبدت موافقتها على المشاركة في مشروع الفيلم، إلا أن هذه الأخيرة قد تراجعت عن أداء الدور الذي كانت ستشخص فيه دور أم أحد سجناء المعتقل السري، وهو ما كان سيعيدها إلى ساحة الممارسة الدرامية والسينمائية المغربية بعد اعتزالها ممارسة السياسة. ويذكر أن الفيلم قد تلقى الدعم بعدما رفضت لجنة الدعم سيناريو سابق لعز العرب العلوي، وهو فيلم «محمد عبد الكريم الخطابي» الذي استغرقت كتابة السيناريو الخاص به مدة سبع سنوات.



المجلس الوطني لحقوق الإنسان
CONSEIL NATIONAL DES DROITS DE L'HOMME
Conseil national des droits de l'Homme



الدار البيضاء: الإعاقة والإعلام برواق المجلس الوطني لحقوق الإنسان

15 فبراير، 2016 23 0 زيارة

الإعاقة والإعلام برواق المجلس الوطني لحقوق الإنسان بمعرض الكتاب
الدار البيضاء الإعاقة والإعلام برواق المجلس الوطني لحقوق الإنسان احتضن رواق المجلس بالمعرض الدولي للنشر والكتاب بعد زوال اليوم لقاء حول
الإعاقة والإعلام، في إطار فقرة ساعة لكل جهة (جهة مراكش-أسفي).
وقد سلط اللقاء الضوء على ضرورة تجاوز الصور النمطية ودعم تكوين الإعلاميين للتعاطي مع مواضيع الإعاقة...

<http://www.i3aqa.com/?p=866>

16/02/2016

Conseil national des droits de
l'Homme

3

www.cndh.org.ma

الصبار: مشروع الحقاوي حول المناصفة يخالف دستور 2011

أضيف في 15 فبراير 2016 الساعة 48 : 16

الدخلة تايمز

وجه محمد الصبار ، الأمين العام لـ"المجلس الوطني لحقوق الإنسان"، انتقادات واسعة لمشروع قانون "هيئة المناصفة ومحاربة كافة أشكال التمييز"، الذي تقدمت به وزيرة الأسرة والتضامن بسيمة الحقاوي. واعتبر الصبار، في اللقاء الذي نظمه الفريق "الاشتراكي" بمجلس النواب، حول "هيئة المناصفة ومحاربة كافة أشكال التمييز"، صباح يومه الإثنين 15 فبراير 2016، أن مشروع القانون هذا لا يتماشى مع روح دستور 2011، الذي نص على المناصفة، مؤكداً أن هناك جملة من الإختلالات في التوازن بين اختصاصات الهيئة، ذلك أن هذا المشروع "لا يكرس الهدف من إحداث الهيئة المتمثل في الحماية، وليس التحول إلى هيئة استشارية فقط، الأمر الذي يجعلها تختلف مع الفصلين 19 و164 من الدستور". وشدد المتحدث نفسه، ضمن الاستشارة التي قام بها المجلس حول مشروع القانون، بكون الصلاحيات المنصوص عليها، بحسب ما تقدمت به الحقاوي، "تقلص بشكل جوهري من اختصاصات الهيئة المتعلقة بالحماية، ذلك أن مشروع القانون، يحتزل اختصاصات الهيئة في هذا المجال إلى مجرد تلقي الشكايات بشأن حالات التمييز، النظر فيها، وإصدار التوصيات بشأنها إلى الجهات المعنية، وتتبع مآلها". وعرج الأمين العام للمجلس، على طريقة تشكيل الهيئة، كما نص عليها المشروع، حيث تطرق إلى المادة الرابعة منه، والتي اعتبرها المجلس بكونها تتسم بـ"اختلال التوازن في سلط التعيين"، لا سيما أنها تضمنت تعيين الملك لعضوين في الهيئة، فيما منحت لرئيس الحكومة حق تعيين 10 أعضاء. وأكد المتحدث ذاته، أنه بحسب المادة الرابعة من مشروع القانون المتعلقة بتشكيل الهيئة، فإن: "رئيس الحكومة يتوفر على سلطة واسعة للتعيين على السلط الدستورية الأخرى (الملك والبرلمان)، وهذه الخطاظة تبتعد عن منطق توازن السلط (بوصفه مبدأ مكرسا في الفصل الأول من الدستور)". من جهتها، مستشارة وزيرة "الأسرة والتضامن"، استغرقت من انتقادات المجلس الوطني لحقوق الإنسان لمشروع القانون، موجهة كلامها لمحمد الصبار قائلة: "خلال إعدادنا لهذا المشروع، تم التشاور مع عدد من الهيئات، ضمنها المجلس، فلماذا لم تقدموا لنا هذا الرأي أثناء مشاوراتنا معكم حوله؟".



lundi 15 février 2016

بريد مراكش تايمز: "شكاية معتقل مقهور محكور" بسجن الصويرة"

اللهم إن هذا منكر أمسيو التامك:

الشكاية أرسلت نسخة منها إلى المجلس الوطني لحقوق الإنسان و الشخص الذي سلمني الرسالة صباح اليوم قلت له لا فائدة من ذلك المجلس مادام رئيسه هو اليازمي ..

معالينا يا سادة يا كرام، اربطوا الأحزمة رجاء، حتى ترون حقوق السجناء، ونكشف لكم أراجيف الأقلام المأجورة، و الإعلام الرسمي.

من باب الإنصاف الشخص الذي سلمني الشكاية صباح اليوم، قال لي :

إن سياسة الملك لغرض إدماج السجناء لأجل عودتهم للمجتمع سالمين نفسيا و بدنياحتى يكون لهم دور بالمجتمع، لم تلق أي اهتمام من لدن من يهتمهم الأمر. بمعنى أن بعض و ليس كل المسئولين بالسجون في واد و سياسة الملك في واد آخر ..

للأسف الشديد بعض المسئولين لا يتعاونون مع الملك الذي يريد خيرا بالبلاد و العباد.

لا حول و لا قوة إلا بالله ..

رقم الاعتقال الخاص بالسجين المقهور المحكور هو 67611 عذرا أتخفظ عن ذكر اسمه، و حتى نشر رقم بطاقته الوطنية احترام له و لأهله ..

المعتقل دو صنعة أي له حرفة، وقع ما وقع و حوكم بالسجن عشرة أعوام، و حسب احد أقاربه فسلوكه حسن جدا. بدليل حسب الشكاية التي تتوفر على نسخة منها حصل على شهادتين في مجال كهرباء البناء و الصباغة بعد عامين من الكد و الاجتهاد و الدراسة، بالإضافة إلى مهنته الأصلية و هي النجارة، أي كل شروط السجن الملتزم متوفرة في هذا المعتقل الذي صار يتقن حرفتين خلف أسوار السجن بالإضافة إلى حرفته الأصلية النجارة.

ذات يوم طلب منه رئيس ورشة النجارة مساعدته على أن ينال أجرا عن عمله، و هذا حقه فلكل أجير أجرة، و السجن يحتاج إلى مصاريف، علمان ان اهله ليست له الإمكانيات المادية لجلب قفة باستمرار..

استمر عمل المعتقل مع رئيس الورشة 26 شهرا بالتمام و الكمال، لكنه غادر بسبب سوء المعاملة من رئيس الورشة بالإضافة إلى انه حرمه من أجرة شهرين من العمل.

يعني الحكرة و الظلم والأجرة قليلة جدا، اقل من الفتاة، و المعاملة زفت، أي العبودية و الاستغلال تعرض لهما المعتقل الدرويش.

اوا أش نسيمو هاد السجن بالصويرة امسيو التامك ؟

" ألكا طراس" على سبيل الذكر لا الحصر ...

المعتقل طلب مقابلة مدير السجن، و هذا حقه لغرض رفع الحكرة و الظلم و التعسف و القمع و ايضا ليطالب بمستحققاته المالية، لكن جناب السيد المدير رفض استقبال المعتقل علاش ؟.

ربما مسيو مدير السجن ما عنده علم بالسياسة الملكية الرامية إلى إصلاح و تهديب و إدماج السجناء.

دائما حسب الشكاية مرت 15 يوما على طلب المعتقل مقابلة المدير، لتحل لجنة من الموظفين، و قامت بتفتيش غرفة المعتقل بشكل انتقامي، و عبثوا بأغراضه و كانوا يحاولون العثور على ممنوعات، لكن ظنهم خاب .. أي و الله .. فقاموا بطرده من تلك الغرفة إلى غرفة أخرى زفت ... بلا ما نكمل تفاصيل تلك الغرفة..



زعما الحكرة دايرين لهاد المعتقل الزغبي، لأنه طالب بحقه و الغريب في الأمر انه قضى جزا من حياته بالسجن في تعلم حرفتين مشي كاعد يستهلك الخبر. ونظرا لان الحكرة وصلت إلى حدها،و السكين وصل إلى العظم.قام المعتقل بمحاولة انتحار و شرب مسحوق " جابير" و جرح نفسه على مستوى العنق، و يده اليسرى لكن ربك لطف .. وأسعفوه بمصحة السجن، و لازالت حالته الصحية متدهورة، أما حالته النفسية فهي تحت الصفر .. وراه بزرااa

الشكاية صلت إلى مجلس اليازمي نهار 10 / 02 / 2016

ما رأيك امسيو التامك حول هذه النازلة ..؟

تخيلوا معي لو وقع مكروه للسجين، و مات منتحرا، لصارت فضيحتنا بجلاجل على قنوات العالم، أكثر من فضيحة مول الكرامة .. على كل حال سأعود للموضوع من خلال مقال مفصل بأحد المواقع العربية، و سوف أرسل "شبكة حقوق الإنسان العربية" و الدولية . ما لم يفتح تحقيق عاجل و فوري و يعاد للمظلوم حقه .. واجبي كحقوقى مستقل، سأقوم به على أكمل وجه، خصوصا أن لي تجربة كبيرة في نشر مقالات عدة حول سجون المغرب ... مارأك مسيو التامك دام فضلك و عزك ؟ يتبع .. حياكم الله السلام عليكم ..

إدماج اليسار الراديكالي في الدولة.. تحالف استراتيجي أم التقاء مصالح

بلال التليدي الاثنين 15 فبراير 2016 - 11:21

ثمة منهجيتان لدراسة ظاهرة إدماج الدولة لجزء من اليسار الراديكالي وتفسير أبعادها: منهجية حصر المواقع والوظائف التي اضطلع بها اليسار الجديد في بنية الدولة ومؤسساتها، والانطلاق من قاعدة هذه البيانات الوصفية (الخاصة بالمواقع والوظائف) لتفسير مبررات الإدماج وحلفياته السياسية.

ومنهجية دراسة السياق السياسي وتفسير شكل الإدماج في ضوء احتياجات الدولة واستجابة هذا المكون ضمن الشروط الموضوعية والذاتية التي كان يعيش فيها.

الجرد الأولي للمواقع التي تكتنف فيها حضور هذا المكون في بنية الدولة ومؤسساتها، يشير إلى خمس مناشط أساسية: المنشط الثقافي: ونقصد به مختلف المواقع التي تشكل أوعية إنتاج التعبيرات الثقافية والفنية. المنشط التربوي التعليمي: ونقصد به مختلف المواقع التي تشكل أوعية إنتاج البرامج والمناهج ورصد وتقييم مخرجاتها. المنشط الإعلامي: ونقصد به مختلف المواقع المتصلة بتقاسم الخدمة الإعلامية العمومية أو بالسهر على مراقبة هذه الخدمة والنظر في مدى موافقتها للقوانين المنظمة.

المنشط الحقوقي: ونقصد به المؤسسات الحقوقية الوطنية التي أنتجتها الدولة وتمتعها بهامش واسع من الاستقلالية لتكون محاورا أساسيا للدولة من جهة، ومحاطبا نزيها من لدن المنظمات الدولية من جهة ثانية.

المنشط الدبلوماسي: ونقصد به على وجه الخصوص المواقع السفارية والتمثيلية الدبلوماسية في الخارج.

تحليل معطيات هذا الجرد، تشير إلى أن إدماج هذا المكون في بنية الدولة ومؤسساتها ارتهن بأداء ثلاث وظائف أساسية، أو للدقة، الإمكان والرصيد الذي ميز هذا المكون، أهله لخدمة ثلاث وظائف أساسية:

الوظيفة الإيديولوجية: إذ تجتمع الثقافة والفن والسينما وبرامج التعليم مخرجاته وكذا الإعلام فيما يسمى من داخل الأدبيات الماركسية بالوظيفة الإيديولوجية للدولة.

الوظيفة الحقوقية: وتتمثل في الارتقاء بصورة حقوق الإنسان في المغرب، والاشتغال بشكل أكبر على الصورة، أي صورة المغرب الحقوقية في الخارج.

الوظيفة الدبلوماسية: وهي بالمناسبة، ليست وظيفة طارئة بررها رصيد اليسار الجديد، وإنما اعتادات الدولة توظيف العديد من المكونات السياسية المختلفة في تمثيلاتها الدبلوماسية في الخارج في البلدان التي تتقاسم معها هذه المكونات نفس الإيديولوجية.

السياق السياسي، لإدماج اليسار الجديد في مؤسسات الدولة، يقدم معالم مهمة لدراسة مبررات الدولة في الإدماج، واحتياجاتها في تلك المرحلة، وتقديرها للوظائف التي يمكن أن يقوم بها اليسار ملأ الفراغ الحاصل لديها.

أولى هذه المعالم: هو ضعف وترهل أحزاب القوى الوطنية والديمقراطية والبروز القوي للحركات الإسلامية المعتدلة التي تؤمن بالمشاركة في العملية السياسية.

ثاني هذه المعالم: هي حاجة الدولة إلى تعزيز شرعيتها وتقويتها والانتقال من وضع الدولة التي تصارع أحزابها، إلى دولة الإجماع، التي تتنافس الأحزاب ضمن السقوف التي يحددها الدستور والثوابت التي يرسمها.

ثالث هذه المعالم: هو التحديات التي أبرزها ملف الوحدة الترابية، والاستثمار الذكي لورقة حقوق الإنسان من قبل الخصوم، لإضعاف مبادرة الدولة لحل النزاع، وحاجة الدولة إلى الاشتغال على صورتها الحقوقية



رابع هذه المعالم: هو حاجة الدولة إلى ذراع إيديولوجي قوي يمنع إمكان هيمنة الإسلاميين على المشهد الثقافي، والخوف من أن يتكرر سيناريو اليسار الذي أمسك في عهد الملك الحسن الثاني رحمه الله بكل مفاصل التعليم والتربية والثقافة والفن. هذا من جهة الدولة، أما من جهة اليسار الراديكالي، فثمة تحولات عاشها هذا المكون سهلت في التقاء موضوعي بين مصالحه ومصالح الدولة نذكر منها:

حاجته إلى ملأ فراغ الإيديولوجيا، لاسيما بعد انحيار الأطروحة الماركسية: إذ لم تكن المنظومة الحقوقية سوى المدخل الأخف لاعتناق الإيديولوجية المضادة (الليبرالية) والمسلك الأريخ للخروج من المأزق.

حاجة جزء مهم من مناضلي اليسار للاندماج الاجتماعي بعد سنوات طويلة من الاعتقال.

حاجتهم إلى لعب دور لمواجهة الإسلاميين بحكم أنهم كانوا ينظرون لهذا التيار باعتباره تيارا رجعيا تسبب في إجهاض الخميرة الثورية واستحوذ على قاعدتهم الشعبية.

إن تحليل طبيعة السياق الذي تم فيه إدماج اليسار الجديد، واحتياجات الدولة ضمنه، والتحويلات التي كان يعرفها هذا المكون، تعطي صورة واضحة عن التقاء حقيقي للمصالح بين الطرفين أملى في المرحلة الأولى إدماج هذا اليسار من بوابة الوظيفة المدنية، إذ تقلد العديد من مناضلي هذا المكون مناصب مهمة في لجان البرامج والمناهج في وزارة التربية الوطنية، والفعاليات الثقافية التي ترعاها وزارة الثقافة وغيرها، بالإضافة إلى القنوات العمومية والمجلس الأعلى السمععي البصري، والمركز السينمائي المغربي، **دون أن ننسى الكثافة التي مثل بها هذا المكون تركيبة المجلس الوطني لحقوق الإنسان**، لكن، في مرحلة لاحقة هذا الإدماج ستنتضاف إليه وظيفة أخرى سياسية، تمثلت في محاولة إخراج حزب سياسي (حزب الأصالة والمعاصرة) من رحم مدني (حركة لكل الديمقراطيين) بنفس الطريقة التي انبثق فيها حزب الإسلاميين (حزب العدالة والتنمية) من حركتهم المدنية (حركة التوحيد والإصلاح)، لمواجهة الإسلاميين وتحقيق التوازن، إذ سيتم الرهان من خلال هذا الحزب على إحياء مفهوم الحزب الممثل للأغلبية الصامتة، والحزب القادر على تعبئة 80 في المائة التي لا تشارك في العملية الانتخابية.

دراسة الأثر في مداها القريب، تبين أن إدماج هذا المكون من بوابة الوظيفة المدنية، كان على حساب إضعاف أحزاب القوى الوطنية والديمقراطية، بل وعلى حساب المسار الديمقراطي الذي تعرض لنكسة كبيرة في انتخابات 2007، وكان الرابع الأكبر من هذه العملية هم الإسلاميون الذين برزوا كأقوى حزب سياسي معارض في المشهد السياسي، أما دراسة الأثر بالنسبة لإدماج هذا المكون من بوابة سياسية، فقد كشف الحراك الشعبي الديمقراطي الذي عاشه المغرب في 20 فبراير، أن كلفته كانت جد باهضة، وأن الإسلاميين- الذين أسس حزب الأصالة والمعاصرة لمواجهتهم- صار أكبر فاعل سياسي في المشهد السياسي جرت كل التوافقات التي تمت للخروج من مأزق الحراك بشراكة استراتيجية معه.

<https://3robanews.com/arab/390416/%D8%A5%D8%AF%D9%85%D8%A7%D8%AC--%D8%A7%D9%84%D9%8A%D8%B3%D8%A7%D8%B1-%D8%A7%D9%84%D8%B1%D8%A7%D8%AF%D9%8A%D9%83%D8%A7%D9%84%D9%8A-%D9%81%D9%8A-%D8%A7%D9%84%D8%AF%D9%88%D9%84%D8%A9-%D8%AA%D8%AD%D8%A7%D9%84%D9%81-%D8%A7%D8%B3%D8%AA%D8%B1%D8%A7%D8%AA%D9%8A%D8%AC%D9%8A-%D8%A3%D9%85-%D8%A7%D9%84%D8%AA%D9%82%D8%A7%D8%A1-%D9%85%D8%B5%D8%A7%D9%84%D8%AD.html>

تحلف التدبير العمومي للفعل الاحتجاجي

محمد الباكير الاثنين 15 فبراير 2016 - 20:15

أحداث القمع الرهيبة التي جرت مؤخرا في حق الأساتذة المتمرنين، و أمثالها مما يحدث بانتظام، لا تبقى مجالاً للحكمة و لا للثقة و لا للشعور بالأمن. إنما تخدم في لحظات بنى نفسية و اجتماعية استغرق بناؤها أوقاتا طويلة و بذلت فيها طاقات عظيمة، لا يدركها منطلق حامل المرارة، و ليس من شأنه أن يفهمها. و إن الذي كلفه بمعالجة هذه التظاهرات هو من يتحمل وزرها و ينبغي أن يحاسب على ذلك، إن لم يكن اليوم فسيكون غدا عندما يفوت الأوان.

لقد اصطلاح المغاربة على تسمية فترة حكم جلالة الملك محمد السادس بالعهد الجديد. قبلوا هذا النعت و تبوه. و لقد كان في هذا القبول دلالة رمزية خاصة مضمونها أن الأمة المغربية قد تلقت رسالة ملكها الجديد الذي لم يأل جهدا منذ توليه العرش في التأكيد على أنه يريد تأسيس و استثمار مفهوم جديد للسلطة، و أنها تريد أن يكون هذا العهد عهدا جديدا و أنها عازمة على تكثيف جهودها في سبيل ذلك. بذلك تحدد الإطار السياسي الجديد لعلاقة السلطة بالمواطن فيما عبر عنه الملك في خطابه التأسيسي بتاريخ 12 أكتوبر 1999، حيث قال :

" إن مسؤولية السلطة في مختلف مجالاتها هي أن تقوم على حفظ الحريات و صيانة الحقوق و أداء الواجبات و إتاحة الظروف اللازمة لذلك على النحو الذي تقتضيه دولة الحق والقانون في ضوء الاختيارات التي نسير على هديها من ملكية دستورية و تعددية حزبية و ليبرالية اقتصادية و واجبات اجتماعية بما كرسه الدستور و بولورته الممارسة. و نريد في هذه المناسبة أن نعرض لمفهوم جديد لسلطة و ما يرتبط بها مبني على رعاية المصالح العمومية و الشؤون المحلية و تدبير الشأن المحلي و المحافظة على السلم الاجتماعي. و هي مسؤولية لا يمكن النهوض بها داخل المكاتب الإدارية التي يجب أن تكون مفتوحة في وجه المواطنين و لكن تتطلب احتكاكا مباشرا بهم و ملامسة ميدانية لمشاكلهم في عين المكان و إشراكهم في إيجاد الحلول المناسبة و الملائمة." ثم تلا ذلك مجهود إصلاحية كبير، فجرى إطلاق مبادرات لتعديل العديد من النصوص القانونية، كما تأسست هيئة الإنصاف و المصالحة، و اضطلعت بمهمة إعادة الصفاء و الثقة و الأمان إلى علاقة المواطن بالدولة. و على الرغم من غباء بعض من لم ير فيها إلا آلية للتعويض المادي، إلا أن عموم الناس قد أدركوا رمزيتها و ما ترومه من شفاء الصدور. و هو ما عبر عنه ادريس بنزكري حينها قائلا: "لا ينحصر الأمر في تقاسم معرفة ما حدث في الماضي و تملكه، بل يتعداه عبر الجدل البناء، إلى التحفيز حاضرا، على إبداع معايير و قواعد عيش مشترك، يسهم الجميع من خلالها في بناء المستقبل".

لكي يكون هذا العهد جديدا ينبغي إذن أن تتحد فيه القلوب بالثقة، و تشتد فيه العزائم بالطموح، و تشرّب فيه الأعناق إلى المستقبل. لكن واقع الفساد المطبق، و المصالح الضيقة، و التجرؤ على مقدرات البلاد و حقوق العباد، كل ذلك شكل عقبة حقيقية ما لبثت أن أفسدت روح التفاؤل التي بدأت تعم الناس. فانتفض الناس بعد عقد و نيف من العهد الاجتماعي الجديد، معلنين تشبههم به، و إصرارهم على حقهم في تأسيس حياة عامة طيبة و التخلص من خبائث الفساد و المفسدين المتوارين خلف بقايا عهد القمع. و في هذه المرة أعاد جلالة الملك لشعبه فضله بفضله مثله، فاستجاب لهم كما استجابوا له من قبل، و رد ردا فاجأ الكثيرين و قرر العمل على إخراج دستور جديد يجسد قيما جديدة. و إن من أهم ما يجعل دستورنا الحالي لحظة فريدة من لحظات تاريخنا، هو أنه قد ولد من رحم فعل احتجاجي شعبي. إن سنة 2011 هي بحق سنة الاعتراف بشرعية الحراك الشعبي و مشروعية الفعل الاحتجاجي العمومي. و قد تبلور في هذه اللحظة و عي عام بأن الاحتجاج العمومي ليس فوضى، بل هو الشكل الأولي للتعبير عن الإرادة الشعبية عندما لا تفي القنوات التنظيمية بواجبها في إيصال مطالب العامة إلى دوائر التدبير السياسي.

عندما تضطر الإدارة الأمنية إلى تبرير أساليب القمع التي تنتهجها في مواجهة الفعل الاحتجاجي، نجد أنها ترفع ورقة القانون، و معادلة احترام القانون أو استعمال القوة. و يتبع الكثيرون هذا المنطق، إما عن جهل أو عن سوء نية، فيتصورون أن الفعل الاحتجاجي بطبيعته يمثل خرقا للإطار القانوني القائم، ثم يتخلفون في جزائه، بين من يرون أن مواجهته باستعمال القوة (كما ينص على ذلك القانون) أمر مشروع، و بين من يرون أن الطابع السلمي للاحتجاج لا يبرر استعمال القوة، و أن الجزاءات القانونية المقررة ينبغي أن تكون مرنة و متسامحة. فيتفق الجميع في إلقاء اللوم على القانون و اعتباره المسؤول الأول عن إطلاق يد السلطة العمومية في تعاملها مع التجمعات و التظاهرات العمومية؛ و هنا يقع خطأ عظيم.



الفعل الاحتجاجي هو بالأساس فعل سياسي. إنه تعبير شعبي طبيعي (بمعنى أنه لا يندرج في سياق تنظيمي) عن موقف سياسي. و للتعبير عن هذه الطبيعة، و إدراكا لدور هذا الفعل في إغناء الفضاء السياسي الوطني، جاء الدستور بصيغة غير مسبوقة في الفصل 29 حيث نص على أن "حريات الاجتماع و التجمهر و التظاهر السلمي ... مضمونة، و يحدد القانون شروط ممارسة هذه الحريات". هذا النص، الذي يمر كثير من الناس عليه مرور الكرام ظنا منهم أنه يوازي الفصل 9 من الدستور السابق، يقرر قاعدتين أصيلتين. القاعدة الأولى، هي إقراره بضمان حرية التجمهر و التظاهر السلمي، بعدما كان النص السابق لا يتعرض سوى لحرية الاجتماع. و القاعدة الثانية، هي تكليفه للقانون بوضع شروط ممارسة هذه الحريات، بينما كان النص السابق يقرر للقانون صلاحية الحد من ممارسة كل الحريات. فما الذي تغير إذن؟

لقد صار الفعل الاحتجاجي يجد سنده الأساسي في مبدأ دستوري راسخ يضمن مختلف تجلياته الواقعية من اجتماع و تجمع و تظاهر. ثم إنه لم يعد يخشى أي قيد قانوني خاص، اللهم إلا الحدود الإجرائية التي يضعها القانون لضمان ممارستها و ليس للحد منها. و يؤكد ذلك الفصل 6 من الدستور الذي يضع على عاتق السلطات العمومية واجب توفير الظروف التي تمكن من تعميم الطابع الفعلي لحرية المواطنين و المواطنين و من مشاركتهم في الحياة السياسية. فهذا الفصل في الحقيقة هو الذي يفسر عبارة الفصل 29 عندما تكلف القانون بتحديد شروط ممارسة الحريات العامة.

و إذا عدنا إلى ظهير 1958 المتعلق بالتجمعات العمومية، و الذي صيغ بخلفية أمنية بارزة، فإن قراءته اليوم ينبغي أن تتم بمنطق قانوني تركيب صحيح يضع مقتضياته ضمن سياقها الدستوري و القانوني الحالي، لا بمنطق فترة اللادستور و حالات الاستثناء و سنوات القمع و الرصاص و الاختطافات التي اتفق الملك و السياسيون و الشعب على طيها و دفن منطقتها التسلطي في ثنايا التاريخ.

انطلاقا من هذا الأساس، فإن الفقرة الثانية من الفصل 11 من الظهير المذكور التي تنص على أنه "لا يسمح بتنظيم المظاهرات بالطرق العمومية إلا للأحزاب السياسية و المنظمات النقابية و الهيآت المهنية و الجمعيات المصرح بها بصفة قانونية" تصبح منسوخة بحكم نص الفصل 29 من الدستور. خاصة و أن الفقرة الثالثة من الفصل 6 من الدستور تقر و تفرض مبدأ تراتبية القواعد القانونية و على رأسها الدستور، و هو ما يفتح الباب بشكل رسمي أمام نسخ القانون بالنص الدستوري مباشرة من غير حاجة إلى انتظار إصدار قوانين جديدة كما يحلو للبعض أن يردد. و من ثم فلا يجوز منع التظاهر و التجمع بحجة عدم اندراجه ضمن هيآت منظمة، لكون الحرية في تنظيم الاحتجاج سواء في صيغة تجمع أو تظاهر منظم أو غير منظم قد صار من الحقوق الدستورية الأساسية. و قد اقترح **المجلس الوطني لحقوق الإنسان** في مذكرته المرفوعة إلى رئيس الحكومة في نونبر 2015 أن يعدل الفصل 11 من الظهير المشار إليه ليمسح بتنظيم التظاهرات للأشخاص المعنويين و الطبيعيين على السواء، استنادا إلى قوة الواقع الفعلي حيث صارت المظاهرات تقام من طرف المجموعات الفعلية أكثر مما تقام من طرف التنظيمات المعدة فيه.

نفس الأصل يحكم الحرية في تنظيم التجمعات، أو التجمهر بصيغة ظهير 1958. فهذا الشكل الاحتجاجي حق أساسي يضمنه الدستور صراحة، و لا يستند إلى إقرار القانون و لا إلى إذن السلطات العمومية. ما موقع القانون إذن و ما مدى صلاحياته في شأن تنظيم ممارسة هذه الحريات؟

كلف الفصل 29 من الدستور القانون بتحديد شروط ممارسة حريات التظاهر و التجمع. و أوجب الفصل 6 منه على السلطات العمومية العمل على توفير الظروف المناسبة التي تمكن من تعميم الطابع الفعلي لحريات المواطنين و المواطنين. فهل تشتمل صلاحيات القانون و سلطات الإدارة على تحديد حالات منع الاحتجاج العمومي؟ و ما هو مدخلها الدستوري إلى ذلك؟

لا يحتاج أحد إلى إقامة الدليل على أن الفعل الاحتجاجي ملزم بالوقوف عند حدود كل الحريات، فهو لا يبرر ارتكاب الجرائم، من مس بالسلامة الداخلية للدولة، أو مس بسلامة الأشخاص الذاتية و المعنوية، أو اعتداء على أموالهم، أو غير ذلك مما جرمه القانون. كما أنه لا يصح أن يكون وسيلة تستغلها فئة من المواطنين لقمع فئة أخرى و حرمانها من ممارسة حرياتها المكفولة لها بموجب الدستور و القانون. و لقد أصل الدستور هذا القيد الأخلاقي بعبارة فريدة في الفصل 37 منه حيث يقول: "على جميع المواطنين و المواطنين احترام الدستور و التقيد بالقانون. و يتعين عليهم ممارسة الحقوق و الحريات التي يكفلها لهم الدستور بروح المسؤولية و المواطنة المتلزمة، التي تتلائم فيها ممارسة الحقوق بالنهوض بالواجبات".

هذا الإطار الدستوري إذن هو تأويل اتخاذ إمكانية المساس بالأمن العام قيда على ممارسة الفعل الاحتجاجي في الفصلين 13 و 17 من الظهير المتعلق بالتجمعات العمومية، و هكذا ينبغي أن يفهم. و ذلك لأن السلطات العمومية و إن لم تكن مالكة لحريات المواطنين تنعم بها على من تشاء و تمنعها عن من تشاء، فإنها حارسة لانسجام هذه الممارسة و تناسقها حتى لا تؤدي إلى مفسدة أعظم. هذه حدود تدخلات السلطات الإدارية. فلو تأكد لها،



مثلا أن الاحتجاج المزمع إجراؤه في منطقة معينة يجهر بدعوة من شأنها أن تستفز مشاعر فئة من المواطنين (و الاحتجاج بطبيعته إنما اتخذ للاستفزاز)، و أن مخاطر حدوث اشتباكات بين الطرفين جدية، فإنها تزن الأمر بميزان الحكمة، فإن بدا لها أن التحكم بالوضع يسير، فلا يحق لها أن تمنعه، بل تتخذ ما يلزم من تدابير لحيولة دون حصول الانفلات. لكن، إذا لم تكن قادرة على ذلك فإنها قد تمنعه. و لربما ترخص له صراحة في وقت آخر أو في مكان آخر. فهذه من أدوارها التدييرية، و هو تجسيد لروح المسؤولية و المواطنة الملتزمة. و لذلك نجد الظهير يتحدث عن الأمن العمومي، بعدما عدلت المادة 17 التي كانت تستعمل مفهوم النظام العام. فدلالة الأمن العمومي تستوعب الأحوال المنضبطة، كالأفعال المكيفة جرائم بمقتضى القانون الجنائي، و التي تجعل الفعل الاحتجاجي ذاته غير مشروع؛ كما تتجاوزها إلى التقدير الاحتمالي، حيث لا يُقدح في مشروعية العملية الاحتجاجية ذاتها، بقدر ما تقدر الإدارة أن قوة الخطاب أو أسلوب ممارسته سيؤولان إلى الفوضى.

لكن هذا الأسلوب التقديري هو في النهاية تدييري سياسي متغير، و ليس تحليلا قانونيا ثابتا. و لذلك فالإدارة هنا تمارس السياسة في مستواها الدنيا، و هو ما يجعلني أقول إن الخطأ الأول الذي يرتكب في شأن تديير الاحتجاجات العمومية هو فصل فعل السلطة العمومية عن الاعتبارات السياسية. فالسلطات العمومية بالنظر إلى موقعها من البنية السياسية ليس من مهامها و لا تجيد التقدير السياسي، و وظيفتها الأساسية تطبيق القانون و تنفيذ السياسات العمومية، و إن كان لا بد لها من مواجهة المتغيرات السياسية - محليا على الأقل - فينبغي تأطيرها من طرف السياسي، أما إذا أطلقت يدها في الأمر فلن تقودنا إلا إلى الكوارث؛ لأنها ستعمل منطقتها التبسيطية المختزل - حرق القانون يبر استعمال العنف - حيث لم يخرق القانون و حيث لا يجوز استعمال العنف. لهذا السبب وضعت الإدارة تحت تصرف الحكومة (الفصل 89 من الدستور)، و لهذا السبب كان التداول و التقرير في شأن القضايا الراهنة المتعلقة بحقوق الإنسان و بالنظام العام من مهام الحكومة (الفصل 92 من الدستور).

لكن، إذا لم يكن القانون يضع معادلات واضحة للإجابة عن سؤال متى و بأية شروط يكون الفعل الاحتجاجي متاحا بدون تحفظ، و متى يكون ممنوعا بدون حرج، بحيث يكون المحتجون و الإدارة معا على بينة قطعية من أمورهم، فما هي طبيعة الدور الذي أنيط به؟ لقد حير هذا السؤال معظم من تصدى لدراسة نظام الحريات العامة؛ و ما ذلك إلا لأن مقارنته تنطلق من فهم مقبول لمفهوم الحق و من تصور مبهم لطبيعة الاحتجاج العمومي. فالفعل الاحتجاجي ليس تصرفا قانونيا - تبعا لمفاهيم القانون الخاص -، و إنما هو حراك سياسي، يوم الصدع بخطاب مطلي، أو موقف سياسي، أو يهدف إلى التنفيس عن احتقان شعبي جراء حدث من الأحداث، إلى غير ذلك مما يدخل في التعبير عن هوم مشتركة حيال أسلوب تديير الحياة المجتمعية. و لذلك فالفعل الاحتجاجي بطبيعته فعل مستفز و مثير و مزعج إذا صح التعبير؛ لأنه يزعزع حالة الرتبة القائمة، فيدفع إلى إعادة النظر في ترتيبات الأداء السياسي، لتأخذ في الاعتبار مواقف و رؤى الفئات الشعبية المحتجة. ليست التجمعات العمومية إذن مجرد تعبير قانوني واضح يهدف إلى تطبيق قانون مهمل، أو إلى إنشاء تعاقدا عقلاني لتبادل المنافع المشروعة، بل هو تدخل شعبي غير نظامي في تديير الشأن العام. و لهذا فليس من شأن التنظيم القانوني له أن يتناوله كما يتناول التصرفات القانونية بناء شروط صحته و أسباب فساده و الالتزامات الناشئة عنه ثم الجزاءات المقررة للإخلالات التي قد تشوبه. فهذا الطابع غير النظامي المميز للاحتجاج يضعه بالضرورة خارج القانون، بمعنى أن المحتج إنما يتحرك لإسماع صوته خارج المسالك التقليدية المقننة لممارسة الحق في المشاركة في الفعل السياسي. لهذا السبب بالذات يصطلح على تسمية هذا اللون من الممارسات بالحريات أكثر مما يعرف بالحقوق؛ لأن الحق إنما ينشأ ضمن القانون، أما الحرية فهي سابقة عليه، و هي و إن كانت تسايره و توازيه، إلا أنها تتولد خارجه. و لقد رأينا أن الفعل الاحتجاجي يصحح المسارات الحقوقية و يؤسس الأنظمة السياسية. أما إقرار القانون بهذه الحريات رغم ما تحمله من تهديد مبطن له فيرجع إلى إدراك عميق بأن الفعل الاحتجاجي من أهم الحركات السياسية و الاجتماعية الخلاقة، و أنه إذا كان الانضباط الصارم لسنة القانون ضروريا للاستقرار، فإن الحركة الخلاقة أساسية للتغيير و التطور.

الدور القانوني إذن ينبغي أن يبقى محدودا في المواكبة، و وضع الترتيبات اللازمة للتحكم في الانفلاتات المحتملة. فالقانون لا يضيق على حرية الاحتجاج، بقدر ما يجد من سلطة الإدارة في التدخل. و لهذا، فإن الظهير المتعلق بالتجمعات، مقروءا تحت ضوء المبادئ الدستورية، لم يعد يتضمن ما يبرر التضييق على مبدأ الحرية في تنظيم التجمعات و التظاهرات. بل لم يعد يضم، عند التحقيق، إلا قسما إجرائيا بسيطا، و قسما جنائيا، و قسما إداريا. فأما الجانب الإجرائي فما من شك في أنه قد صار يدعو إلى إعلام الإدارة (عملا بالضوابط الأخلاقي) و لم يعد يلزم و لو بشكل مقنع بالاستئذان. و أما القسم الجنائي، فتضمن تجريم و معاقبة أفعال تتراوح بين عدم احترام إجراءات التصريح، و حرق المنع الذي قد تقرره الإدارة، و حمل الأسلحة أثناء الاحتجاج. و أما القسم الإداري، و هذا هو أهم ما يستدعي النقاش في سياقنا هذا، فقد فتح أمام السلطات العمومية باب التصدي



للفعل الاحتجاجي على نحو يبدو في منطق الإدارة شبه مطلق، خاصة و قد مكنتها من إصدار قرارات المنع و من تفريق المحتجين بالقوة. فما مدى صلاحيات الإدارة في مواجهة الفعل الاحتجاجي؟

أقر ظهير التجمعات العمومية للإدارة سلما للمواجهة يضم مستويين من القوة: مستوى المنع الإداري لتنظيم التجمع، و مستوى استعمال القوة في تفريق المحتجين. لكنه على ما يبدو لم يكلف نفسه عناء التفصيل لا بخصوص الأسباب المبررة للمنع، و لا بشأن طبيعة القوة المستعملة و ترتيب درجاتها و حدودها.

إذا استثنينا الاجتماع العمومي، فهو لا يشكل فعلا احتجاجيا حقيقيا بقدر ما هو فضاء لنقاش عمومي، فإن تدبير المنع الإداري لم يقر إلا بالنسبة للمظاهرات، حيث ألزم المنظمون بتقديم التصريح أو الإشعار. و قد نص الفصل 13 منه على أن قرار المنع لا بد أن يستند إلى وجود تهديد للأمن العمومي مقترن بالمظاهرة. إذا اكتفينا بعبارة الفصل المذكور فهذا التعليل بهذه الصياغة لا يبدو جديا، و يبدو مجرد مناورة لتمكين السلطات العمومية من إصدار قرارات المنع كلما شاءت. غير أن استحضار مبدأ إلزام الإدارة بتعليل قراراتها، خاصة تلك التي تتضمن منعا أو تقييدا لممارسة حرية دستورية، يجعلنا ندرك أن صلاحية الإدارة بهذا الشأن ليست مطلقة. علما أن قراراتها بهذا الشأن تخضع للرقابة القضائية. هذا التعليل و هذه الرقابة صارا يكتسيان اليوم معنى جديدا بوجود الفصل 6 من الدستور الذي يضع على عاتق السلطة العمومية أمانة تمكين المواطنين من ممارسة حرية التظاهر، و الفصل 19 منه الذي اتخذ ممارسة الحريات السياسية و المدنية مبدأ أساسيا أصيلا، فصار قرار المنع يشكل ملجأ اضطراريا و إجراء غاية في الاستثناء. و هذا هو المعنى الذي ينبغي أن يحرص عليه القضاء عندما يتابع أمامهم منظمو المظاهرات الذين لم يستجيبوا لقرار المنع الإداري، و هم بصدد فحص مدى توافر علل التجريم، حتى يتجنبوا مفاصد التفسير الظاهري و يحققوا المقاصد الحقيقية.

أما التدخل باستعمال القوة، فإن ظهير 1958 لم يأت فيه بما يشفي الغليل، و لذلك فإن من الحمق أن يُكتفى في فهمه بظاهر عبارته، أو يُتوقف عند تاريخ ولادته؛ بل لا بد من تركيبه ضمن مجموع المنظومة القانونية الراهنة حتى نجد له معنى معقولا. ما معنى استعمال القوة؟ و هل يسوغ استعمال العنف؟ و ما مدى مسؤولية الإدارة بهذا الخصوص؟

لنصح أول الأخطاء و أفدحها على الإطلاق: إن القوة ليست مرادفا للعنف. فعلى عكس ما يتداول بين الناس، بمن فيهم بعض المتخصصين للأسف، لا يمكن بأي حال من الأحوال أن نتخيل أن بين التصريح باستعمال القوة و بين استعمال العنف أي تلازم. و ما ذلك إلا لأن المنظومة القانونية المغربية بإطلاقها لم تتبن في يوم من الأيام استعمال العنف الجسدي و لا اللفظي بأي شكل كان و لأي مبرر كان. و على الرغم مما كان يقع من صنوف الإيذاء و التعذيب، و ما قد يحدث اليوم أيضا، فإن كل ذلك لا يعدو أن يكون ممارسات غير مشروعة لا يسمح بها القانون، بل و يعاقب عليها متى ثبتت. هذا الأمر يبينه اليوم بوضوح صرخ الفصل 22 من الدستور الذي يمنع، على وجه الإطلاق، المس بالسلامة الجدية أو المعنوية لأي شخص، و في أي ظرف، من أي جهة كانت خاصة أو عامة. كما يمنع كل معاملة قاسية أو لا إنسانية أو مهينة أو حاطة بالكرامة الإنسانية، مهما ذريعتها. و نص نصا صريحا على اعتبار أي فعل من هذه الأفعال تعديبا خاضعا للنصوص الجزائية له بمقتضى القوانين المعمول بها. و مما يزيد من التأكيد على هذا الأمر أن القانون قد حصر أقصى العقوبات التي يمكن أن تلحق بمرتكب أقصى الجرائم في لائحة العقوبات المبسوطة في مدونة القانون الجنائي، و لم يجعل لها من منفذ إلى التطبيق إلا منفذ المحاكمة و الإدانة تحت رقابة القضاء، و هي جميعها أدنى من مستوى الوحشية التي يتضمنها العنف الجسدي.

فهل بقي بعد هذا مجال لأحد ليتذرع بنص عجوز متهالك و يقول بإمكان ممارسة السلطة العمومية للعنف في مواجهة أشكال التجمع العمومي؟ إن من يقول بشيء من ذلك إما أنه بليد العقل أو مريض القلب. و لرب معترض يسأل: و ما العمل في حالة تجاهل المحتجين لقرار المنع ثم عدم استجابتهم للأمر الصادر إليهم بالتفرق؟ و هذا أرد عليه قائلا: أليس تجاهل قرار المنع و الأمر بالتفرق عملا مجرما؟ فالإقدام عليه إذن لا يعدو أن يكون جريمة كبقية الجرائم، حتى و إن لم يرتكب خلال الاحتجاج فعل إجرامي محدد بمقتضى النصوص الجنائية. فهل يسوغ لرجال السلطة الاعتداء بالعنف الجسدي أو اللفظي على القاتل أو المعتصب أو الإرهابي؟ أم هل يحق للشرطة معاملة خائن الأمانة و مهرب المخدرات و مزور العملة معاملة لا إنسانية؟ فلماذا التردد و الحيرة في قطع الطريق على استعمال العنف ضد المتظاهرين و المتجمعين؟

الحقيقة أن كل أعمال العنف و الإيذاء الجسدي التي تمارس ضد المحتجين إنما هي أعمال تعذيب صريحة و واضحة، و ينبغي أن يحاسب منفذوها و



الأمرون بما على السواء. و ليس من الممكن أن يحتبئ هؤلاء و لا أولئك وراء الفقرة الأولى من الفصل 124 من القانون الجنائي، لأن هذه الفقرة لم تجعل من أمر السلطة الشرعية مبررا لوحده، بل ربطته بضابط الوجوب القانوني. و الحال أن القانون لم يوجب ممارسة العنف ضد المتظاهرين. و إذا أراد أحد أن يحتج بصيغة الفقرة الثانية من الفصل 19 من ظهير 1958، فعليه أن ينتبه إلى أنها لم تتحدث عن العنف بل عن استعمال القوة، و أنها لم توجب هذا الاستعمال. و فوق هذا و ذلك، فإنه إذا صح أن الفقرة المذكورة تقضي بممارسة العنف، فإن الفصل 22 من الدستور ينسخها إذن نسخا صريحا، كما تنسخها الفصول 231 و ما يليه من القانون الجنائي التي تجرم ارتكاب العنف و التعذيب ضد الأشخاص. لا مجال إذن لتفسير استعمال القوة باللجوء إلى العنف الجسدي. بل القوة تعني الإرغام على التفرق باستعمال وسائل إكراهية و ضغوط لا تصل إلى حد التكييف بالعنف الجسدي، كإرسال المياه، و الدفع الممنهج لتقليص التجمع إلى مجموعات صغيرة، أو العزل في أماكن ضيقة مفصولة عن العموم، أو إرسال غازات مزعجة، إلى غير ذلك مما أبدعته سلطات دول ديمقراطية عديدة. أما الذين تعجز مخيلاتهم عن إبداع أساليب متحضرة و قانونية، و لا زالوا يجترئون على المواطنين بالضرب و الجرح و التعذيب و الرفس و السب و القذف، إن هؤلاء ليرتكبون أفعال الجرائم في حق مواطنين عزل يمارسون حرياتهم الدستورية، و إن مسؤولية الإدارة عن هذه الممارسات ثابتة لا شك فيها سواء على المستوى الجنائي أو المدني.

بيد أني أعتقد أن المسؤولية الحقيقية عما يقع إنما تعود إلى المسؤولين الحكوميين. لأنه قد اتضح مما سبق أن القانون لم يتدخل لتقييد الاحتجاجات العمومية و لم يأت بحل لمعالجتها، لأن هذا الأمر ببساطة ليس من مهامه، و كل ما يقوم به بتكليف من الدستور نفسه، إنما هو تعريف حدود التدخل الإداري الوقائي. كما تبين أن معالجة الخطاب الاحتجاجي، و ترويض حركته الثائرة، ليست من وظائف الإدارة الأمنية، بل إن دفعها إلى الاصطدام به ليس له إلا مآل واحد، هو أبعد ما يكون عن التوفيق و تحقيق السلم. أما تدبير الفعل الاحتجاجي، و توجيهه عبر القنوات الكفيلة بإعادة التوازن إلى العلاقات الاجتماعية و السياسية، فهذه من صميم مهام العمل الحكومي. و إذا كانت الحكومة تخشى مواجهة الاحتجاج، أو كان صدرها يضيق به، أو كانت اختياراتها السياسية أضعف من أن تحتك بحجج المعارضين، فتختلي بينهم و بين هراوات قوات الأمن، متذرعة بحكم القانون، فلبئس السياسية سياستها، و لبئس الرأي رأيها.

*أستاذ باحث بكلية الحقوق و محام بمهية الدار البيضاء

Organisée par la Fondation CDG et le CNDH

Reflets du Sud : L'art marocain sahraoui à l'honneur

DNCR à Laâyoune
Mohamed Laâbid

mlaavid@aujourd'hui.ma

«Reflets du Sud» réunit du 9 février au 31 mars 8 artistes originaires des provinces du Sud qui exposent leurs œuvres dans le cadre d'un atelier-exposition dédié à l'art marocain sahraoui.

Organisée par la Fondation CDG et le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) dans le cadre de la programmation artistique 2016 de la galerie d'art «Espace Expressions CDG», cette exposition, la première du genre, permettra au public de la capitale de découvrir les œuvres de huit plasticiens et plasticiennes vivant et travaillant à Laâyoune, Tan Tan, Agadir, Guelmim et Ouarzazate : Fatima Aijou, Ahmed Biiboune, El Imam Djimi, Brahim El Haïssan, Erragueb Elhaïssan, Toufa Harah, Manna Idaali et Tayeb Nadif. Selon les organisateurs, trois temps forts marqueront ce rendez-vous artistique dont le vernissage de l'exposition a eu lieu le 9 février 2016 en présence des artistes exposants. Dans un deuxième temps, l'expo-réalité qui a débuté le 10 février 2016 et qui est animée, tout au long d'une semaine, par les artistes qui s'attelleront ensemble à la réalisation

d'une seule grande œuvre d'inspiration collective autour du thème «De la préhistoire à l'art moderne».

D'autres activités ponctueront cet événement dont une table ronde sur les arts plastiques dans les provinces du Sud, la présentation des publications du Centre des études sahariennes (en présence des auteurs), des visites scolaires et des journées dédiées

Cette exposition, la première du genre, permettra au public de la capitale de découvrir les œuvres de huit plasticiens et plasticiennes vivant et travaillant à Laâyoune, Tan Tan, Agadir, Guelmim et Ouarzazate.

aux étudiants (dont ceux de l'Isadac, de l'Insap et de la Faculté des lettres et des sciences humaines et la Faculté des sciences de l'éducation de Rabat), ainsi que des soirées de musique et de poésie hassanien. «La pratique de l'art dans le Sud s'appuyait, jusqu'à une époque récente, sur le dessin et la peinture aux dépens des autres com-

posantes de l'art plastique. Avec la diversité artistique de cette exposition, on réalise que cette pratique investit aujourd'hui pratiquement tous les champs artistiques. L'art du Sud, qui a connu un saut très qualitatif, n'a besoin que d'être exporté et mis en valeur pour qu'il s'impose en tant que force créative et acquière son label artistique», indique Dina Naciri, directrice générale de la Fondation CDG, dans le catalogue publié à cette occasion.

«Chaque plasticien exposé ici participe, me semble-t-il, à ce mouvement qui s'esquisse, à cette renaissance culturelle en marche, difficilement j'en conviens, mais néanmoins réelle. Leurs œuvres révèlent en effet ce balancement entre l'enracinement dans une histoire bien particulière, une culture séculaire et une tension vers le futur et l'universel, bousculant au passage clichés et partis pris ; leur quête, chacun (e) à sa manière, d'une nouvelle esthétique, propre au Maroc et au monde d'aujourd'hui nous enrichit et participe, aux côtés de tous les créateurs de ce pays, à élargir nos horizons et à nourrir notre soif commune de justice et de beauté», souligne à ce propos Driss El Yazami, président du CNDH dans le même ouvrage.

CNDH : les réformes politiques et sociales du Maroc, garantes de la stabilité

Les réformes politiques et sociales "progressives" enclenchées par le Royaume constituent un vrai garant de la stabilité et de la sécurité, a souligné, vendredi soir à Marrakech, le président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Driss El Yazami.

M. El Yazami, qui s'exprimait à la 5^e plénière de la 7^{ème} édition du "Marrakech Security Forum", a cité, dans ce cadre, le processus de justice transitionnelle en tant que clé de gestion des crises politiques, les efforts en matière de promotion de l'égalité et du pluralisme culturel, ou encore de l'éducation aux droits de l'Homme.

Lors de cette plénière, organisée sous le thème "la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent: le modèle marocain", M. El Yazami a relevé l'imperatif d'intégrer l'ensemble des acteurs dans les grands débats nationaux, ainsi que dans la prise de décisions de manière à favoriser l'approche participative.

De son côté, le secrétaire général du Conseil économique, social et environnemental (CESE), Driss Guerraoui, a souligné l'importance des programmes inscrits dans le cadre de l'Initiative nationale pour le développement humain, lancée en 2005, et dont les retombées socio-économiques commencent déjà à se faire sentir. Il a affirmé que le développement humain est une condition déterminante de la stabilité et de l'épanouissement social, appe-



lant l'ensemble des forces vives de la Nation à contribuer à l'élaboration de contrats sociaux, dans le but de répondre aux attentes des citoyens qui sont en permanente évolution.

Le secrétaire général de la Rabita Mohammadia des Oulémas, Ahmed Abbadi, a pour sa part, évoqué la restructuration du champ religieux qui, dans le modèle marocain, repose sur une vision claire basée sur le rite Malékite et favorise une formation des imams "clairvoyante et modérée".

Même son de cloche chez le directeur de l'OM2R, l'Observatoire des menaces terroristes, des radicalismes et des risques criminels et cyndiniques, au Sénégal, Abdoulatif Aidara, qui s'est réjoui des efforts consentis par le Royaume en

matière de formation d'imams imprégnés des valeurs d'un Islam modéré et des principes de tolérance.

Il a aussi salué la vigilance distinguée des services sécuritaires du Royaume qui ont contribué de manière effective au démantèlement des réseaux terroristes, aussi bien à l'échelle africaine qu'europpéenne, en participant notamment à l'arrestation des personnes dans les attentats récents de Paris.

De son côté, le président du Centre marocain des études stratégiques, Mohamed Benhammou, a soulevé le caractère multidimensionnel de la gouvernance sécuritaire, notant que le combat contre le terrorisme requiert la mise en place d'une stratégie globale.

Il a, par la même occasion, insisté sur l'imperatif de consolider la coopération internationale pour faire face à cet ennemi invisible qui se nourrit du vide, appelant à la mise à niveau de la législation pénale.

Et d'expliquer que la communauté internationale doit lutter contre la précarité économique et sociale dans le cadre d'une approche aussi bien opérationnelle que préventive.

Organisée sous le Haut patronage de SM le Roi Mohammed VI, par le Centre marocain des études stratégiques, en partenariat avec la Fédération africaine des études stratégiques, cette rencontre internationale de deux jours est initiée cette année sous le thème: "L'Afrique dans la guerre contre le jihadisme international".

Journée d'étude à Rabat sur la loi relative à l'Autorité pour la Parité

Les travaux d'une journée d'étude sur le projet de loi relatif à l'Autorité pour la Parité et la lutte contre toutes formes de discrimination (APALD), organisée par le groupe socialiste à la Chambre des représentants, se sont ouverts lundi matin à Rabat.

Dans une déclaration à la presse, Mme Hassnae Abouzid, députée de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), a indiqué que ce projet de loi présenté par le gouvernement ne définit par les concepts de la parité et la discrimination, mettant l'accent sur les lacunes de la perception gouvernementale concernant les compétences quasi-judiciaires et les mécanismes d'action de l'APALD en tant qu'instance constitutionnelle de défense des droits de l'homme. Le groupe socialiste a organisé cette rencontre dans un contexte marqué par les récents développements particulièrement la décision royale de révision des curricula éducatifs, ce

qui aura un grand impact sur le contenu des amendements qui devraient être présentés au sujet de l'APALD, a-t-elle souligné

Pour sa part, Mme Fatima Ezahrae Baba Ahmed, conseillère de la ministre de la Solidarité, de la Femme, de la Famille et du Développement social, a indiqué dans une déclaration similaire que le ministère a veillé à la mise en œuvre des dispositions de la Constitution lors de l'élaboration de ce projet de loi relatif à l'APALD, notamment les articles 19 et 164 ayant trait aux droits de la femme et aux principes de parité, d'égalité et de lutte contre toutes formes de discrimination.

Ce texte est le fruit d'une approche participative ayant impliqué les partis politiques, la société civile et la délégation interministérielle des droits de l'Homme, a-t-elle affirmé, faisant état de la réception de 88 mémorandums examinés par une commission scientifique composée de 15 experts en la

matière.

De son côté, Mme Naima Bnououakrim, directrice de la protection et l'observation au Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), a souligné que les propositions formulées par le conseil à la demande de la Chambre des représentants notent que ce projet de loi répond à plusieurs défis dont la création de cette instance constitutionnelle et la consécration des standards internationaux relatifs aux institutions nationales concrétisés dans les Principes de Paris. Selon ces principes, l'APALD devrait être une instance indépendante mais en toute cohérence avec les autres institutions, a-t-elle précisé.

Cette journée d'étude a été marquée par la participation de représentants du ministère de la Solidarité, de la Femme, de la Famille et du Développement social, du CNDH, de la société civile, d'établissements universitaires et d'acteurs associatifs.

Formation et accompagnement des personnes en situation de handicap

L'expérience de la coopération franco-marocaine déclinée par le CNDH

Le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) a consacré dans le cadre de sa participation au Salon international de l'édition et du livre (SIEL, 11-21 février 2016), son stand et les activités qui y seront organisées cette année aux droits des personnes en situation de handicap (PESH).

Ce choix s'inscrit dans le cadre des attributions du Conseil en matière de promotion de la culture des droits de l'Homme et de sa contribution à la lutte contre toutes les formes de discrimination, conformément à la Constitution de 2011 et à la Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées et son Protocole facultatif, ratifiés par le Maroc le 8 avril 2009.

A travers une programmation diversifiée, cette édition se veut un moment de réflexion et de débat avec les acteurs associatifs, les pouvoirs publics, les chercheurs, les créateurs agissant dans le domaine du handicap et la défense des droits des PESH.

Le CNDH a prévu dans ce cadre d'organiser des débats sur le handicap et les droits de l'Homme non seulement au niveau national mais aussi régional.

De ce fait, des interventions sont dédiées aux régions «Une heure par région».

Samedi dernier de 11h à 12h au stand du CNDH, la Commission régionale d'Agadir avait contribué à ce débat par la thématique: «Formation et accompagnement social des personnes en situation d'handicap: expérience de la coopération franco-marocaine». Cette contribution s'est fixé pour objectif d'initier un partage d'expériences via l'animation d'un panel composé de trois intervenants : Charrif Harrouni, représentant de la Plateforme sociale d'Agadir et président de l'Association des parents et amis des enfants handicapés mentaux du Souss, Christophe Verron, directeur pédagogique adjoint de l'ARIFTS-Nantes et Izourane Fadma, ex-enseignante du CLISS à l'Académie de Souss-Massa-Draâ et activiste associative.



Petite balade au SIEL

Les plus et les moins de la 22e édition

• De nombreux stands à découvrir, allant du pavillon France à celui de l'Arabie saoudite

• Obama en carton grandeur nature, conférences, tables rondes, lectures...

• Cacophonie et sanitaires à éviter absolument!

IL y avait beaucoup de monde ce week-end au Salon de l'édition et du livre (SIEL), après un démarrage timide le jour de l'ouverture le 12 février. Ecoliers, instituteurs, parents et curieux sont venus en masse pour découvrir les nouveautés de cette 22e édition qui fermera ses portes le 21 février. Durant ces deux jours, c'est sur fond de cacophonie générale que les visiteurs ont tenté de se faufiler entre les stands. Certains d'entre eux n'ont pas hésité à miser sur les décibels pour attirer le maximum de personnes. D'ailleurs même au sein de la salle Abdelhadi Tazi, à l'extérieur de l'espace principal de la foire, qui accueille quotidiennement des événements, il n'a pas toujours été facile de suivre les conférences.

Lire, débattre, se divertir...

Le public scolaire a été le plus marqué avec les adeptes des ouvrages religieux. « Cette catégorie de visiteurs constitue une très bonne clientèle qui achète en masse », explique un exposant. Ils sont organisés et viennent même munis d'un diable (outil de levage à la forme d'un petit chariot), sans faire de mauvais jeux de mots, afin de pouvoir être plus à l'aise lorsqu'ils achètent leurs cartons de livres. L'aile abritant les éditeurs de livres religieux était d'ailleurs bien plus fréquentée que le reste. Les maisons d'édition et les libraires sont aussi présents en force, proposant des réductions sur les livres de poche, les dictionnaires, les encyclopédies ou des ouvrages scolaires. Parmi les stands qui attirent, figure le pavillon France. Il demeure d'ailleurs l'un des plus visités avec une programmation au quotidien. Il en est de même pour le stand Socheppress qui recevait vendredi Daniel Rivet puis Gilles Kepel. Ce stand propose également des rencontres et des signatures notam-



4709/25 CNDH

ment avec Tahar Benjelloun, Abdellatif Laâbi, Hédi Kaddour, Guillaume Jobin ou encore Mehdi El Kourti. Dar America, pour sa part, connaît un certain succès attirant également un public jeune venu se divertir et jouer ou encore prendre des photos avec Obama en carton grandeur nature, à l'instar de l'an passé. Quant à sa programmation, Dar

Curieux et en nombre, les enfants ont envahi les allées du salon dès l'ouverture. Cette 22ème édition connaît aussi une affluence importante de la part des adultes qui viennent feuilleter sans forcément acheter, déplorent de nombreux exposants. (Eli Jarfi)



America propose des rencontres autour de la langue, de l'éducation, des visas étudiants, les bourses d'études... Au programme de l'Institut Cervantès, des rencontres avec des écrivains

espagnols et marocains dont l'œuvre est liée aux deux pays. De son côté, le Conseil national des droits de l'homme (CNDH) a investi un grand pavillon de plus de 360 m² avec pour thème « Han-

dicaps, droits et citoyenneté ». Il accueillera plus de 50 activités avec près de 150 intervenants en provenance de 24 pays afin de débattre et échanger autour des expériences des différents pays. Le pavillon de l'invité d'honneur, les Emirats arabes unis, a été très soigneusement conçu dans un style scandinave avec du bois clair. Il dispose d'un coin lecture plutôt cosy et de nombreux ouvrages. Quant à l'Arabie saoudite, qui faisait partie des plus importants et des plus spacieux pavillons lors de la 21e édition, elle se trouve cette année excentrée avec un espace plus réduit que celui de l'année dernière. Elle propose,

comme à l'accoutumée, de nombreux ouvrages universitaires et religieux. Les visiteurs ont aussi le choix de découvrir d'autres horizons tels que ceux de l'Afrique à travers des livres de littérature et de voyage. Côté sécurité, celle-ci est quasi inexistante, du moins pour ce qui est visible. A part un petit portique à l'entrée du salon, aucun autre dispositif n'est mis en place. Et même lorsque le détecteur sonne, aucune fouille n'est opérée. Quant aux sanitaires... à éviter totalement. □

Aïda BOUAZZA

Pour réagir à cet article :
courrier@leconomiste.com

Le CNDH et Amnesty rendent hommage à Leila Alaoui

15/02/2016 LEILA ALAOUI

PHOTOGRAPHIE - Amnesty International et le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) prévoient de rendre hommage à la photographe Leila Alaoui. Vendredi 19 février, de 11H à 13H, un hommage incluant témoignages, films et lectures sera tenu au stand du CNDH, au Salon international de l'édition et du livre (SIEL) à Casablanca.

"C'est une grande perte pour les droits humains, pour les gens qui s'engagent sur le terrain, qui vont à la rencontre des autres pour témoigner", avait déclaré, il y a quelques semaines, la présidente d'Amnesty International France, Geneviève Garrigos sur le plateau de TV5 Monde.

L'hommage du CNDH et d'Amnesty s'ajoute à une longue série de commémorations en mémoire de la défunte. En janvier, l'Institut du monde arabe (IMA) à Paris a rendu hommage à la photographe franco-marocaine. Un panneau sur lequel figure le portrait de la photographe a été placé à l'entrée du bâtiment. Sa série "Les Marocains" était exposée dans le cadre de la Biennale des photographes du monde arabe contemporain à la Maison européenne de la photographie (MEP), jusqu'au 17 janvier.

Mercredi 20 janvier, c'est le festival de la photographie méditerranéenne (Photomed) tenu à Beyrouth qui lui a rendu un hommage posthume. Lors de la cérémonie d'ouverture du festival, les participants ont observé une minute de silence pour Leila Alaoui, qui a exposé à Beyrouth en 2015, dans le cadre de la 2e édition du festival Photomed.

La Biennale de Marrakech, qui se tiendra du 24 février au 8 mai 2016, sera, par ailleurs, dédiée à Leila Alaoui, et rendra un hommage à la photographe.

<http://www.le360.ma/fr/culture/siel-amnesty-et-le-cndh-rendent-hommage-a-leila-alaoui-63265>

<http://www.marocainesdumonde.com/2016/02/le-cndh-et-amnesty-rendent-hommage-a-leila-alaoui.html>

http://www.huffpostmaghreb.com/2016/02/15/cndh-amnesty-hommage-leila-alaoui_n_9236040.html